

ÉTUDE SUR LES STRATEGIES DE
DEVELOPPEMENT, OBJECTIFS DU MILLENAIRE
POUR LE DEVELOPPEMENT ET LES OBJECTIFS DE
DEVELOPPEMENT DURABLE EN HAÏTI



CE RAPPORT EST PRODUIT DANS LE CADRE DU PROGRAMME
CONJOINT CADRE INTÉGRÉ NATIONAL POUR LE
FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT DURABLE D'HAÏTI (CINF)

2022



TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	I
LISTE DES FIGURES	II
I. REMERCIEMENTS	III
II. RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE	IV
III. INTRODUCTION	1
IV. METHODOLOGIE ET SOURCES DE DONNEES	3
V. ÉTAT DES LIEUX DE LA MISE EN ŒUVRE DES OMD ET DES ODD EN HAÏTI	4
A. DES OMD AUX ODD.....	4
B. STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT D'HAÏTI.....	6
C. PROGRES ET DIFFICULTES.....	9
1. <i>Pauvreté et moyens de subsistance</i>	9
2. <i>Faim</i>	13
3. <i>Éducation</i>	15
4. <i>Égalité de genre</i>	18
5. <i>Santé</i>	19
6. <i>Changement climatique et préservation des écosystèmes</i>	23
7. <i>Gouvernance politique</i>	25
8. <i>Développement urbain : villes et communautés durables et résilientes</i>	29
9. <i>Développement durable / Transition vers l'économie circulaire</i>	31
VI. DEFIS ET DETERMINANTS : QUELS SONT LES FACTEURS EXPLICATIFS STRUCTURELS ?	34
A. LA GOUVERNANCE EN HAÏTI.....	34
1. <i>L'instabilité et l'imprévisibilité de la gouvernance</i>	34
2. <i>Le rôle de l'aide internationale</i>	40
3. <i>Des défis migratoires aigus</i>	43
4. <i>L'état des systèmes de collecte des données statistiques en Haïti</i>	44
B. LE CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE.....	47
1. <i>Activité et croissance économiques en Haïti</i>	47
2. <i>Pauvreté multidimensionnelle</i>	48
C. LES CHOCS NATURELS AUX CONSEQUENCES EXACERBEES PAR DES FACTEURS HUMAINS.....	51
VII. RECOMMANDATIONS	54
ANNEXES	58
ANNEXE 1: THEMATIQUES ET ODD/OMD.....	59
ANNEXE 2 : PRIORISATION DES ODD PAR LE GOUVERNEMENT ET ODD IMPACTES PAR LA PRIORISATION.....	60
ANNEXE 3 : CATASTROPHES IMPACTANT PLUS DE 5 000 PERSONNES DEPUIS 2010 EN HAÏTI.....	61
ANNEXE 4 : PARTICIPANTS A L'ATELIER DE RESTITUTION DU 4 AVRIL 2022.....	62

LISTE DES FIGURES

FIGURE 1 : ÉQUIVALENCE ENTRE LES OMD ET LES ODD	5
FIGURE 2 : PRINCIPAUX OUTILS ET ORGANISMES MIS EN PLACE LORS DE L'ADOPTION DES AGENDAS OMD ET ODD EN HAÏTI	6
FIGURE 3 : TAUX DE CROISSANCE ANNUEL DU PIB REEL PAR HABITANT (%) [INDICATEUR 8.1.1]	10
FIGURE 4 : SUBVENTIONS D'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE (POURCENTAGE DU RNB) [INDICATEUR 1.A.1]	12
FIGURE 5 : PREVALENCE DE LA SOUS-ALIMENTATION [INDICATEUR 2.1.1] EN MILLIONS (GAUCHE) ET EN POURCENTAGE DE LA POPULATION (DROITE)	13
FIGURE 6 : TOTAL DES FLUX OFFICIELS (DECAISSEMENTS) POUR L'AGRICULTURE, PAR PAYS BENEFICIAIRE (MILLIONS DE DOLLARS AMERICAINS CONSTANTS DE 2019)) [INDICATEUR 2.A.2]	14
FIGURE 7 : TAUX D'ACHEVEMENT, PAR SEXE ET NIVEAU D'EDUCATION (%) [INDICATEUR 4.1.2]	16
FIGURE 8 : TAUX D'ACHEVEMENT PAR QUINTILE DE RICHESSE ET NIVEAU D'EDUCATION (%) [INDICATEUR 4.1.2]	17
FIGURE 9 : TAUX DE MORTALITE MATERNELLE [INDICATEUR 3.1.1]	20
FIGURE 10 : TAUX DE MORTALITE INFANTILE ET TAUX DE MORTALITE DES MOINS DE 5 ANS (DECES POUR 1 000 NAISSANCES VIVANTES) [INDICATEUR 3.2.1]	21
FIGURE 11 : PART DE LA POPULATION PRATIQUANT LA DEFECACTION EN PLEIN AIR ET PART DE LA POPULATION DISPOSANT D'INSTALLATIONS DE BASE POUR LE LAVAGE DES MAINS SUR PLACE, PAR ZONE URBAINE/RURALE (%) [INDICATEUR 6.2.1]	22
FIGURE 12 : PART MOYENNE DE ZONES CLES POUR LA BIODIVERSITE (KBA) COUVERTES PAR DES ZONES PROTEGEES (%) [PLUSIEURS INDICATEURS]	24
FIGURE 13 : AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT TOTALE POUR LA BIODIVERSITE (EN MILLIONS DE DOLLARS AMERICAINS CONSTANTS DE 2018) [INDICATEUR 15.A.1]	25
FIGURE 14 : NOMBRE DE VICTIMES D'HOMICIDE VOLONTAIRE POUR 100.000 HABITANTS, PAR SEXE [INDICATEUR 16.1.1]	26
FIGURE 15 : INDICE DE L'ÉTAT DE DROIT EN HAÏTI	27
FIGURE 16 : L'ÉVOLUTION DE LA VIOLENCE EN HAÏTI ENTRE 2018 ET 2021	28
FIGURE 17 : PART DE LA POPULATION URBAINE VIVANT DANS DES BIDONVILLES (%) [INDICATEUR 11.1.1]	30
FIGURE 18 : TOTAL DES FLUX OFFICIELS POUR LES INFRASTRUCTURES, (MILLIONS DE DOLLARS AMERICAINS CONSTANTS DE 2019) [INDICATEUR 9.A.1]	31
FIGURE 19 : PART DE LA POPULATION AYANT ACCES A L'ÉLECTRICITE, PAR ZONE URBAINE/RURALE (%) [INDICATEUR 7.1.1]	32
FIGURE 20 : FLUX FINANCIERS INTERNATIONAUX VERS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT A L'APPUI DE LA RECHERCHE ET DU DEVELOPPEMENT EN MATIERE D'ÉNERGIE PROPRE ET DE LA PRODUCTION D'ÉNERGIE RENOUVELABLE, Y COMPRIS DANS DES SYSTEMES HYBRIDES (EN MILLIONS DE DOLLARS CONSTANTS DES ÉTATS-UNIS) [INDICATEUR 7.A.1]	33
FIGURE 21 : AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT, 2005-2019	41
FIGURE 22 : ÉVOLUTION DE L'INDICE DE CAPACITE STATISTIQUE D'HAÏTI	45

I. REMERCIEMENTS

La présente étude a été commanditée au consultant Dr Emmanuel Letouzé par le Bureau pays du Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD) en Haïti, le ministère de la Planification et de la Coopération Extérieure (MPCE) de la République d'Haïti, en collaboration avec le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF), le Bureau du Coordinateur résident des Nations unies en Haïti (RCO), et la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), dans le cadre du Programme conjoint Cadre Intégré National pour le Financement du Développement en Haïti". La réalisation de l'étude a été suivie tout au long du processus pour le PNUD par Nolex Fontil et Antonio Ca'Zorzi, respectivement conseiller technique senior et conseiller technique principal du programme CINF.

Le consultant tient à remercier tout particulièrement les personnes et institutions suivantes pour leurs aide et contributions dans la réalisation de l'étude, sans lesquelles elle n'aurait pu aboutir. Au PNUD, Nolex Fontil, Antonio Ca'Zorzi, Stendelet Ceus, Monique Pierre-Antoine et Gabriel Emmanuel Oscar ; au MPCE, Robès Pierre ; au MEF, Moralès Rozier, Cleeford Pavilus, Bradley Deer; au RCO, Bruno Lemarquis Rodolpho Valente, Marie-Fausta Jean-Maurice Baptiste, Audrey Vacheron, et Milasoa Cadette Robson Chere; à Data-Pop Alliance, Andrés Lozano, Agustina Perez Mirianco, Bertille Kerouault, Mohamed Ben Saad, Albane Laffargue, Guillermo Romero, Zinnya Del Villar, et Anthony Deen.

Des remerciements vont aussi aux 40 personnes ayant répondu de façon anonyme à un questionnaire qualitatif développé pour les besoins de cette étude, aux 13 responsables et représentants d'institutions gouvernementales, universitaires et de la société civile qui ont accepté de participer à des entretiens individuels approfondis tenus en décembre 2021 et janvier 2022, dont la liste peut être communiquée sur demande, ainsi qu'aux personnes ayant participé à l'atelier de restitution organisé le 4 février 2022 à Port-au-Prince, dont la liste complète est fournie en Annexes.

Les analyses et recommandations présentées dans l'étude ont été développées par le consultant sur la base des informations et données disponibles dans la littérature, des statistiques officielles pertinentes, et des réponses aux enquêtes, telles que décrites dans la partie « Méthodologie et Source de Données ». Le consultant a bénéficié de commentaires approfondis notamment de Nolex Fontil, Antonio Ca'Zorzi, Robès Pierre, Marie-Fausta Jean-Maurice Baptiste et Gabriel Emmanuel Oscar. Toute erreur ou omission relève de la responsabilité du consultant.

II. RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE

Haïti semble se trouver depuis plusieurs années voire des décennies dans un cycle vicieux où les crises nourrissent les crises, où la corruption, l'insécurité et l'impunité attisent la pauvreté, les inégalités et la défiance, qui en retour solidifient la mainmise de ceux qui bénéficient de l'état de fait, et notamment des failles et des largesses de l'État, quand la nature ne s'en mêle pas. Mais le pays peut s'appuyer sur des atouts incontestables et des réussites notables qui peuvent et doivent lui permettre de devenir un pays émergent sous une génération, si tant est qu'il parvient à desserrer les « nœuds gordiens » qui entravent son progrès.

Classé 170ème sur 189 pays en 2020 selon l'Indice de Développement Humain de l'ONU, Haïti peine en effet à progresser vers les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) qui ont remplacé en 2015 les 8 Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Malgré des efforts politiques, comme la mise en place du PSDH et du CINF, la transition des OMD vers les ODD ne s'est pas traduite par un changement majeur dans la politique et la trajectoire de développement du pays. Si la faiblesse de la couverture statistique sur les OMD et les ODD, liée en partie aux effets de l'insécurité, rend difficile toute conclusion définitive, l'analyse des informations disponibles et collectées sur la situation et l'évolution objective et perçue du pays au regard de 9 grands thèmes de développement (pauvreté, faim, éducation, égalité de genre, santé, changement climatique et écosystèmes, gouvernance politique, développements urbain et durable) et de leurs déterminants permettent de dresser un bilan et des perspectives.

Haïti est notamment caractérisé par la combinaison d'une grande pauvreté monétaire et plus encore multidimensionnelle et d'une inégalité de revenus et de richesses très aiguë. La sous-alimentation y affecte près de la moitié de la population, dans un contexte de croissance économique atone et de forte croissance démographique. La période du « peyi lòk », reflet de l'exaspération citoyenne, et la pandémie de COVID-19, ont renforcé les difficultés et inégalités d'accès à une éducation primaire et secondaire de qualité. Malgré un manque de données criant qui fait écho à une législation parcellaire dans le domaine, les violences sexuelles et basées sur le genre semblent endémiques, alors que moins de 3% des parlementaires sont des femmes, et que le taux de mortalité maternelle s'établit à près de 500 pour 100 000, soit 7 fois supérieur à l'objectif affiché. La gouvernance politique demeure un écueil majeur, puisque par exemple le pays, que certains décrivent comme une « kleptocratie » voire un « narco-Etat », se classe 170ème parmi 180 pays au regard de l'indice de corruption. Symbole, conséquence, et facteur de l'instabilité politique, les violences et exactions perpétrées par les gangs gangrènent la vie quotidienne de façon croissante. Si la proportion de la population urbaine habitant dans des bidonvilles a chuté, elle atteint toujours près des 2/3, alors que l'accès à l'électricité demeure faible et est surtout quasiment nulle hors des villes, en recul constant depuis 20 ans. Dans ce contexte, la protection des écosystèmes naturels et de la biodiversité reste insuffisante.

L'identification et surtout la distinction des causes et des conséquences de ces tendances sont rendues difficiles par le manque de données d'une part, elle-même fruit et effet des problèmes du pays, et par l'intrication des dynamiques sociales, économiques et sociales en jeu. Certains facteurs clés ressortent tout de même de l'analyse, et notamment : la faiblesse de la productivité et de la compétitivité de l'économie haïtienne, en partie liées à des orientations de politique économique prises au siècle dernier, la corruption et la violence politiques et le poids et la mainmise d'un petit groupe de familles et d'intérêts ; les tensions et difficultés récurrentes résultant des ambiguïtés de la constitution et plus encore l'exercice réel du pouvoir notamment lors de transitions politiques contestées ; la défiance généralisée au sein de et entre les groupes sociaux et envers les autorités ; et enfin les failles de l'aide internationale en matière d'alignement avec les priorités nationales, de coordination, de redevabilité et de renforcement des institutions

publiques nationales. Ces facteurs constituent ces fameux « nœuds gordiens », mais aussi en regard, des points d'entrées pour inverser la tendance.

Haïti peut en effet faire valoir des atouts incontestables, comme son histoire, sa culture, sa créativité, et sa capacité de rebond, la jeunesse de sa population, la force de sa diaspora, son positionnement géographique, notamment. Le pays peut en outre aussi se targuer de quelques progrès dans des domaines clés, avant puis après le tremblement de terre de 2010. La prévalence de la sous-alimentation et ses conséquences sur les enfants, par exemple, ont suivi une tendance à la baisse au cours des 20 dernières années. En matière d'éducation, si les taux d'achèvement et la qualité de l'enseignement restent trop faibles, on note une progression. Les taux de mortalité infantile et des enfants de moins de 5 ans ont aussi décliné au cours des 2 dernières décennies, hormis le pic de 2010. La proportion de la population pratiquant la défécation en plein air a baissé de moitié entre 2000 à 2020, où elle s'établissait à 18%. Dans le domaine environnemental, on peut noter une forte augmentation de la proportion moyenne de zones clés pour la biodiversité (KBA, pour Key Biodiversity Areas) couvertes par des zones protégées, coïncidant avec une hausse importante mais très irrégulière de l'aide publique au développement à cette fin. En milieu urbain, la proportion la population vivant dans des bidonvilles, estimée à plus de 90% au début du siècle, a diminué depuis lors pour s'établir à environ 2/3 en 2018. Par ailleurs, si l'indice de capacité statistique d'Haïti reste en dessous de la moyenne de ses voisins, il a cru de moitié au cours des 15 dernières années.

Face à ces constats, deux ambitions et pistes de recommandations correspondant peuvent être avancées, alignées avec les résultats d'autres études : reconstruire le contrat social, d'une part, et sortir du piège de la grande pauvreté, d'autre part, afin de desserrer, peu à peu, les "nœuds gordiens" qui contraignent le progrès du pays en utilisant comme leviers les nombreux atouts d'Haïti et les progrès enregistrés dans divers domaines. Parmi les facteurs pouvant contribuer à la reconstruction du contrat social figurent l'amélioration de la coordination et de l'alignement de l'aide publique internationale qui doit viser au renforcement des institutions du pays pour renforcer leurs capacités et leur légitimité, et donc étendre son horizon temporel ; l'engagement d'une réflexion citoyenne sur la possibilité et les modalités d'une réforme constitutionnelle pour mieux équilibrer et étanchéifier les pouvoirs ; le renforcement des institutions régaliennes telles que la justice et la police pour lutter contre l'insécurité et l'impunité ; la promotion d'une culture des données et de la redevabilité au sein des institutions publiques mais aussi plus largement de la société ; et l'accompagnement de la décentralisation et territorialisation de la mise en œuvre des programmes et politiques avec une attention portée à l'inclusion des parties prenantes locales. Les pistes pour réduire la pauvreté comprennent un effort de réindustrialisation, dans le domaine du textile par exemple, en renforçant ses liens avec les secteurs primaire et tertiaire ; le renforcement du cadre macroéconomique et l'expansion de l'espace fiscal à travers notamment une meilleure coordination du financement du développement et une réduction de la volatilité de l'aide internationale ; des investissements soutenus en faveur de l'accès aux services de base, en particulier l'accès à l'eau potable et l'énergie, notamment en zones rurales ; des efforts majeurs et innovants en vue de l'augmentation du capital humain, des niveaux primaires aux niveaux professionnels, notamment en utilisant et dans le domaine des technologies digitales ; enfin la promotion volontariste et systématique de l'égalité de genre dans tous les domaines, érigée en priorité nationale.

III. INTRODUCTION

Haïti connaît depuis de nombreuses années voire des décennies une situation politique, économique et sociale d'apparence inextricable. Le pays semble engagé dans un cycle vicieux où les crises nourrissent les crises, où la corruption, l'insécurité et l'impunité attisent la pauvreté, les inégalités et la défiance, qui en retour solidifient la mainmise de ceux qui bénéficient de l'état de fait, et notamment des failles et des largesses de l'État, quand la nature ne s'en mêle pas.

Ces facteurs et leurs effets font d'Haïti le seul Pays moins avancé (PMA) du continent américain, classé 170^{ème} sur 189 pays en 2020 selon l'Indice de Développement Humain (IDH) de l'ONU¹, et sapent les efforts et les espoirs de sa population, estimée à près de 12 millions de personnes en 2021 selon l'Institut Haïtien de Statistiques et d'Informatique (IHSI)², dont un tiers (32,4%) de moins de 15 ans³. L'instabilité politique, symbolisée par l'assassinat du Président Moïse en juillet 2021, et la persistance d'un climat d'insécurité aiguë, renforcent l'urgence de trouver des pistes permettant au pays de s'engager enfin sur une trajectoire pouvant enclencher un cercle vertueux et de progresser résolument vers les Objectifs de Développement Durable (ODD), visés par l'Agenda 2015-2030 engageant l'ensemble des pays membres des Nations Unies. Malgré le changement d'Agenda de développement provoquant la transition des 8 Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), vers 17 ODD prenant davantage en compte la situation environnementale, climatique et sous la promesse de ne laisser personne pour compte, force est de constater l'absence de changement majeur dans la politique de développement d'Haïti.

Haïti ne saurait pour autant être résumée et réduite à ce sombre constat. Haïti est aussi le premier pays ayant obtenu son indépendance, de haute lutte, dès 1804, le deuxième État indépendant d'Amérique après les États-Unis, et le premier dont la population était issue pour sa quasi-totalité de l'esclavage transatlantique. Sa culture, sa créativité, et sa capacité de rebond légendaires, la jeunesse de sa population, la force de sa diaspora⁴, son positionnement géographique au cœur de la mer des Caraïbes et d'un grand bassin économique comprenant les États-Unis, le Mexique, le Canada, la Colombie, ou encore le Brésil, ses relations fortes avec la France et l'Union européenne, notamment, comptent parmi ses nombreux atouts. Ceux-ci sont aussi des motifs d'espoir qui peuvent permettre à Haïti de devenir un pays émergent sous une génération.

La présente étude entend apporter sa pierre à l'édifice. Intitulée et portant sur "Les stratégies de développement, Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et les Objectifs de Développement Durable (ODD) en Haïti", elle a été réalisée en appui du Cadre Intégré National pour le Financement (CINF) dont le gouvernement s'est doté suite à la Conférence internationale tenue à Addis-Abeba sous l'égide de l'ONU en juillet 2015. Le CINF a été développé en collaboration avec le Système des Nations Unies en Haïti (SNU-HAÏTI) sur la base d'un programme conjoint impliquant initialement le PNUD et la CNUCED, porté par un partenariat PNUD-MPCE coordonné par le Bureau du Coordonnateur résident (ci-après RCO, pour *Resident Coordinator Office*). Cette démarche vise à inscrire le pays dans le cadre de l'agenda des ODD tout en adoptant

¹Banque Mondiale, "Haïti présentation" 2021, <https://www.banquemondiale.org/fr/country/haïti/overview>.

²IHSI (Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique), "Estimations de La Population," 2021, <https://ihsi.ayiti.digital/indicator-population>.

³Environ 32,4% de la population Haïtienne a entre 0 et 14 ans. Banque Mondiale, « *Population total, female population 0-14, male population 0-14* », 2020, <https://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.TOTL?locations=HT>

⁴L'envoi de fonds privés en Haïti représente 21,4% du PIB en 2020. Banque Mondiale. "Personal remittances, received (% of GDP)", 2020 <https://data.worldbank.org/indicator/BX.TRF.PWKR.DT.GD.ZS?locations=HT>

une stratégie de développement nationale cohérente et ambitieuse prenant en compte les besoins et contraintes du pays ainsi que les ressources nationales et internationales.

Dans ce contexte, l'étude a trois objectifs principaux :

De manière spécifique, l'étude poursuit les objectifs suivants :

1. établir, sur la base des indicateurs et éléments disponibles, un panorama ou bilan de performances aussi clair et complet que possible de l'atteinte des OMD ainsi que de l'avancement vers la réalisation des ODD, et un développement harmonieux et pacifique plus généralement ;
2. identifier les déterminants et ressorts principaux de la situation actuelle, mais aussi se faisant ses leviers et acteurs de changement ;
3. présenter des mesures et mécanismes prioritaires pour le progrès d'Haïti vers les ODD.

Pour ce faire, elle s'appuie sur différentes sources de données et informations : une revue de littérature en profondeur de bases de données officielles, notamment du SNU, des documents officiels, des rapports sur le développement et les besoins humanitaires en Haïti publiés par des organismes internationaux, et d'articles de presse ; une analyse de deux enquêtes sur la perception des ODD, dont l'une auprès d'individus représentative du niveau national, et une réalisée auprès des membres du gouvernement et des partenaires au développement; enfin des entretiens et échanges individuels et en groupes avec des personnes ressources clés, dont la liste est fournie en annexe.

L'étude est structurée comme suit. Tout d'abord, la méthodologie et sources de données utilisées sont explicitées. La transition conceptuelle des 8 OMD vers les 17 ODD en fonction des diverses thématiques couvertes par ces objectifs est ensuite exposée, suivie de la présentation des différents plans de développement adoptés en accord avec la priorisation faite par le gouvernement haïtien dans l'agenda du développement.

Ceux-ci sont notamment évoqués dans le Plan Stratégique de Développement d'Haïti (PSDH) 2012-20305 et le Programme de pays pour Haïti 2017-2021 des Nations Unies6. Un état des lieux aussi fidèle et précis de réalisation des OMD et les avancements des ODD est ensuite présenté. En troisième lieu, les facteurs de progrès et les défis structurels permettant d'expliquer l'état des lieux sont analysés et discutés. Enfin, des recommandations concernant les dispositions et mécanismes permettant le progrès des ODD en Haïti seront présentées.

⁵Gouvernement de la République d'Haïti, "Plan stratégique de développement d'Haïti - Tome 1 | PNUD en Haïti" mai 2012, https://www.ht.undp.org/content/haïti/fr/home/library/democratic_governance/plan-strategique-de-developpement-dhaïti-tome-1.html.

⁶PNUD, "Programme de pays pour Haïti," 2016, https://www1.undp.org/content/dam/haïti/docs/document-de-reference/UNDP-HT-CPD_programme-pays-haïti-FR-20171412.pdf.

IV. METHODOLOGIE ET SOURCES DE DONNEES

Trois sources principales d'information ont été utilisées pour développer l'étude.

1. Analyse documentée de 9 thématiques⁷ : une revue de littérature se basant sur des documents officiels, articles académiques, articles de presse locale et internationale, données secondaires du gouvernement et des principaux partenaires du développement. Pour soutenir la recherche, le PNUD a partagé de nombreuses ressources. Le rapport repose sur une revue littéraire d'un peu plus d'une centaine de documents.
2. Analyse des résultats du sondage citoyen et réalisation d'une enquête de perception. Le PNUD a partagé avec le consultant l'enquête sur les stratégies de développement, les Objectifs du Millénaire pour le Développement et les Objectifs de Développement Durable en Haïti, menée en août 2021, auprès de 1772 répondants, avec une représentativité nationale. Ensuite, le consultant a développé une enquête en ligne, qui a été partagée par le MPCE et le PNUD avec les principaux partenaires de développement (gouvernement, système des Nations Unies, académie et secteur privé). Les questions recueillent les perceptions sur les principales thématiques de développement en Haïti, leur état d'avancement, les catalyseurs et les défis pour les périodes 2000-2010 et 2011-2021. 32 personnes ont répondu à l'enquête. Bien que cette enquête ne se veuille pas représentative de la totalité des perceptions des partenaires, les résultats obtenus confirment les tendances observées pour l'état des lieux du pays.
3. Entretiens avec des partenaires clés : avec le soutien de l'équipe du projet pour chacune des neuf thématiques, les acteurs pertinents pour le développement d'Haïti ont été identifiés. Au total, 13 personnes ont été interviewées, autour des thématiques liées au développement en Haïti, la gouvernance, le genre, le changement climatique, la production statistique, l'aide internationale et les perspectives de changement.
4. Atelier de restitution : les résultats de l'étude ont été partagés et présentés lors d'un atelier auprès des partenaires du développement du pays (gouvernement, système de Nations Unies, académie, société civile, entre autres) tenu fin janvier 2022. Leurs commentaires ont été inclus dans le présent document.

⁷Les objectifs des deux agendas ont été regroupés en 9 thématiques, comme suit : 1) Pauvreté et moyens de subsistance, 2) Faim, 3) Éducation, 4) Égalité de genre, 5) Santé, 6) Changement Climatique et préservation des écosystèmes, 7) Gouvernance politique, 8) Développement urbain : villes durables et résilientes et 9) Développement durable/Transition vers l'économie circulaire. Le regroupement des OMD et ODD au sein de chaque thématique est expliqué dans des tableaux au début de chaque sous-section sur l'État des Lieux de la mise en œuvre des OMD et ODD en Haïti. Le tableau 1 dans l'annexe montre l'équivalence dans son intégralité.

V. ÉTAT DES LIEUX DE LA MISE EN ŒUVRE DES OMD ET DES ODD EN HAÏTI

A. DES OMD AUX ODD

Adoptés en septembre 2000 par les dirigeants de 189 pays ayant approuvé la Déclaration du Millénaire pour le Développement, les OMD devaient permettre d'assurer un développement complet et pour tous, en particulier pour les populations les plus démunies. Éliminer l'extrême pauvreté et la faim, assurer l'éducation pour tous, promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, réduire la mortalité infantile, améliorer la santé maternelle, combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies, préserver l'environnement, mettre en place un partenariat mondial pour le développement correspondent aux 8 objectifs fixés par l'Agenda des OMD. Les OMD visaient à éradiquer la pauvreté avant 2015, mais malgré certains progrès, Haïti n'a pas réussi à atteindre ces objectifs⁸.

En réaction au manque d'efficacité globale des OMD, 17 ODD ont été adoptés dans le cadre de l'Agenda 2030, qui se veut transformateur, intégré et universel. Les ODD pourront être pleinement atteints par le biais d'une collaboration étroite entre l'ONU, des ONG, des organisations civiles, le secteur privé ainsi que les États concernés⁹. La résilience est également un nouvel aspect fondamental dans la mise en place des ODD, et complète ainsi les objectifs initiaux des OMD.

Adoptés en septembre 2015, les 17 ODD et leurs quelque 169 cibles et 232 indicateurs font suite aux OMD. L'Agenda 2030 contient 8 objectifs additionnels qui portent sur l'accès à l'eau propre et l'assainissement, l'énergie propre, le travail décent et la croissance économique, l'industrie l'innovation et l'infrastructure, la réduction d'inégalités, les communautés durables, la consommation et la production responsable, et la paix, la justice et les institutions efficaces. Ces ODD redéfinissent la coopération internationale au développement pour les 15 prochaines années et permettent aux pays signataires de s'approprier les objectifs, c'est-à-dire d'adapter les cibles de développement aux problématiques nationales et aux moyens du pays, de prioriser certains objectifs afin d'en dégager des cibles spécifiques et plus pertinentes à atteindre¹⁰. La pandémie de COVID-19 a rajouté des défis supplémentaires à la bonne réalisation des ODD. Il convient donc de prendre en compte la crise sanitaire mondiale dans les décisions et mesures adoptées vers l'atteinte de ces objectifs.

Cette étude vise notamment à analyser la transition opérée en Haïti des OMD vers les ODD ainsi qu'à identifier les défis de développement auxquels doit répondre le pays afin de réaliser les objectifs de l'Agenda 2030 fixé par les Nations Unies. Pour une analyse complète et simplifiée, les OMD et les ODD ont été regroupés en 9 thématiques (c.f. Annexe 1).

⁸Nations Unies, "Objectifs du Millénaire pour le développement, Rapport 2015," 2015, https://www.un.org/fr/millenniumgoals/reports/2015/pdf/rapport_2015.pdf.

⁹Banque Mondiale et PNUD, "TRANSITIONING FROM THE MDGs TO THE SDGs," 2016, <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/publications/Transitioning%20from%20the%20MDGs%20to%20the%20SDGs.pdf>.

¹⁰MPCE, "ATELIER DE SENSIBILISATION SUR LA LOCALISATION DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE AU NIVEAU TERRITORIAL ODD - Présentation-LFCP", 2020.

Figure 1 : Équivalence entre les OMD et les ODD

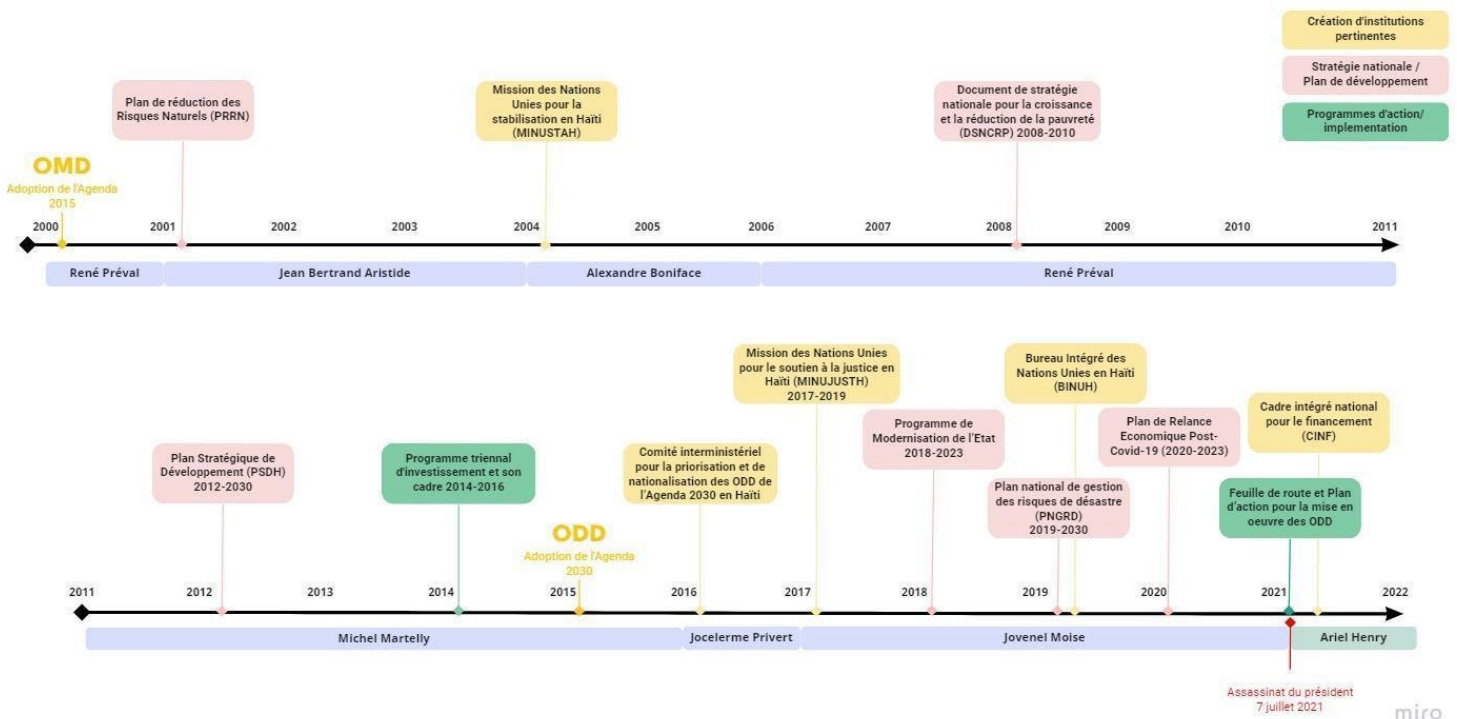


Source : Zagelmeyer, Stefan. (2019). MNEs and human rights: from responsibilities to rights to governance. Critical perspectives on international business. ahead-of-print. 10.1108/cpoib-07-2018-0063.

B. STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT D'HAÏTI

L'analyse des différentes stratégies de développement national révèle la réelle volonté de les aligner avec l'agenda de développement onusien d'une part, et les crises et contraintes internes d'autre part. La frise chronologique présentée ci-dessous fait état des nombreux plans et stratégies de développement adoptés par le Gouvernement haïtien ainsi que d'autres stratégies pertinentes adoptées par la communauté internationale. L'engagement du Gouvernement s'est notamment exprimé dans le document Plan Stratégique de Développement d'Haïti (PSDH) adopté en 2012 afin d'indiquer la stratégie nationale de développement à long terme autour de quatre refondations majeures : territoriale, économique, sociale et institutionnelle¹¹, ainsi que dans l'adoption du Programme de Modernisation de l'État en 2018¹². Ces deux documents ont pour but de contribuer à faire du pays une puissance émergente à l'horizon 2030¹³. En outre, en 2004 puis en 2013, Haïti a publié deux rapports nationaux faisant état de l'avancement des OMD, inscrivant le pays comme acteur de son développement. Enfin, 2004 marque la création de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti, MINUSTAH, qui y restera jusqu'en 2017.

Figure 2 : Principaux outils et organismes mis en place lors de l'adoption des agendas OMD et ODD en Haïti



Note : liste non-exhaustive

Source : Créé par l'auteur et son équipe

¹¹Gouvernement de la République d'Haïti, "Plan stratégique de développement d'Haïti - Tome 1 | PNUD en Haïti."

¹²R publique d'Haïti, "Programme de Modernisation de l' tat 2018-2023 (PME-2023)," 2018, http://www.omrh.gouv.ht/Media/2-DocumentsStrategiques/fp/PME-2023_20190313_09h31.pdf.

¹³OCDE, " bauche Préliminaire de l'examen Sur La Gouvernance Publique En Haïti - Chapitre 2 : L'utilisation Des Données Probantes Dans La Planification Stratégique et Budgétaire," 2021.

Avec l'adoption du nouvel Agenda 2030, Haïti entame un processus de nationalisation et « d'appropriation » des ODD. Le pays cherche notamment à connecter les ODD aux quatre grands chantiers de refondation formulés dans le Plan Stratégique de Développement d'Haïti (PSDH)¹⁴. Pour ce faire, Haïti a conduit des activités internes d'appropriation nationale des ODD et a mis en place dès 2016 un comité interministériel de pilotage, composé du Ministère des Affaires Étrangères (MAE) et du Ministère de la Planification et de la Coopération externe (MPCE), en vue d'assurer la coordination du processus de "nationalisation" des ODD¹⁵. En dressant un bilan des avancées réalisées et en présentant les contraintes empêchant l'aboutissement du processus, le MPCE s'inscrit au cœur du projet de priorisation de 11 ODD¹⁶. Dans la même dynamique, la mission MAPS des Nations Unies a été mise en place début 2018¹⁷. Dans la continuité de son engagement, le gouvernement haïtien s'est doté en 2017 d'un projet de Feuille de route pour inscrire véritablement les objectifs fixés par les Nations Unies au centre de l'action nationale. Malgré les efforts déployés, la "Feuille de route et Plan d'action Pour La Mise En Œuvre Des Objectifs de Développement Durable (ODD)"¹⁸ n'a été validée qu'en 2021. Cette feuille de route contient désormais la priorisation de 11 ODD et développe l'impact que peut avoir la priorisation de ces objectifs sur les autres secteurs (c.f. Annexe 2)¹⁹.

L'impact des ODD priorités sur les autres ODD a été déterminé à travers un processus de consultation mené par le gouvernement. Comme le souligne le MPCE, la priorisation ne signifie pas la négligence ou l'oubli des autres objectifs. La pandémie de COVID-19 a fait naître le Plan de réponse humanitaire (2021-2022) dont les principaux objectifs sont de réduire le nombre de personnes ayant besoin d'une assistance humanitaire, de satisfaire les besoins essentiels de l'ensemble de la population, d'intervenir efficacement et de coordonner l'action lors d'une catastrophe naturelle²⁰.

Le Cadre Stratégique Intégré (CSI) et le Cadre Intégré National pour le Financement (CINF) combinent la vision de l'ensemble des acteurs. Le CSI des Nations Unies pour Haïti revendique l'amélioration de la sécurité assise sur un État de droit, un développement économique, équitable et une protection sociale pour les plus vulnérables. Le CSI a été élaboré par les Nations Unies conformément à la résolution 2476 (2019) du Conseil de sécurité des Nations Unies, créant le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH). D'autre part, le CINF²¹, lancé le 6 mai 2021, regroupe le MPCE, RCO, PNUD, CNUCED, avec pour objectifs l'appui au pays "dans la définition des priorités pour la mobilisation des ressources de financement en faveur de la réalisation des ODD" et la volonté de résoudre le problème de financement des ODD.

Malgré les efforts déployés, le pays parvient très difficilement à intégrer les ODD dans sa politique nationale, et certaines personnes interviewées considèrent les ODD comme un bruit de fond. Ces difficultés à ancrer les ODD dans les priorités et les actions concrètes de parties prenantes

¹⁴PNUD, "Appropriation Nationale Du Programme de Développement Durable à l'horizon 2030," 2019.

¹⁵MPCE, "Atelier de sensibilisation sur la localisation des objectifs de développement durable au niveau territorial ODD- présentation-LFCP," 2020.

¹⁶Mulineca Calixte, "Appui à l'accélération de la mise en œuvre des ODD," PNUD, n.d., 30, <https://info.undp.org/docs/pdc/Documents/HTI/Rapport%20Final%20Projet%20ODD%20version%2020%20janv%202021.pdf>.

¹⁷PNUD, "Appropriation Nationale Du Programme de Développement Durable à l'horizon 2030."

¹⁸MPCE, "Feuille de Route et Plan d'action Pour La Mise En Œuvre Des ODD," septembre 2021.

¹⁹Dans cette priorisation le rapport informe sur une analyse d'alignement des ODD et du PSDH à laquelle le consultant aurait souhaité avoir accès : "La méthodologie de l'Analyse Rapide Intégrée (RIA) a ainsi révélé un taux d'alignement du PSDH aux 17 ODD de 59%, soit 63 cibles sur 107 sont déjà préalablement alignées. Cette démarche ancrée dans l'interconnexion des ODD a permis d'identifier les lignes directrices suivantes".

²⁰OCHA, "Plan de Réponse Humanitaire Haïti," mars 2021, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/hti_hrp_2021-2022_fr.pdf.

²¹PNUD, "Le Gouvernement Haïtien lance Le Cadre Intégré National Pour Le Financement du Développement Durable d'Haïti Avec l'appui du Système Des Nations Unies," mai 2021, <https://www.ht.undp.org/content/haiti/fr/home/presscenter/pressreleases/2021/le-gouvernement-haitien-lance-le-cadre-integre-national-pour-le-.html>.

nationales et locales peut s'expliquer par une différence d'échelle dans l'intervention des différentes parties prenantes : la communauté internationale met en place des objectifs globaux communs à tous les pays signataires tandis que le Gouvernement haïtien doit s'adapter pour répondre aux problématiques locales. La multiplicité et superposition des plans et des stratégies suggèrent aussi un manque de coordination entre les différents acteurs. Le cadre conceptuel entourant les politiques de développement progresse selon un agenda théorique développé par les acteurs nationaux et internationaux, mais qui ne s'aligne pas nécessairement avec la réalité d'un pays confronté à des menaces et des obstacles survenant indépendamment de tout agenda politique. Ces deux différentes vitesses de progression peuvent expliquer en partie la difficulté qu'ont les acteurs à atteindre les objectifs fixés.

En résumé, selon les résultats de l'étude qualitative notamment, la transition des OMD vers les ODD ne marque pas véritablement de changement dans les politiques de développement en Haïti. Cependant, on observe une prolifération de plans et la création d'institutions alignées sur les objectifs de l'agenda 2030 (PSDH, MINUSTAH, MINUJUSTH, Comité Interministériel de pilotage, Mission MAPS des Nations Unies, BINUH, parmi d'autres) qui manquent de lien avec les actions et priorités locales, étant donné la persistance de « nœuds gordiens » qui entrave le progrès. De plus, une caractéristique constante semble être le manque de plans d'opérationnalisation de ces plans de développement, sans lesquels ils ne peuvent se concrétiser. Cependant, l'agenda 2030 propose une vision, une aspiration, et un cadre institutionnel servi par des canaux de financements dont la pertinence et l'utilité ne peuvent être balayées sans essayer d'en tirer profit.

C. PROGRES ET DIFFICULTES

Haiti fait face à des difficultés pour assurer le progrès des ODD. L'index ODD de 2020, qui mesure le progrès du pays sur les indicateurs ODD le classifie en 150^{ème} sur 165 pays, avec un score de 51,4²². Afin d'analyser les résultats de la mise en œuvre (ou du manque de mise en œuvre) des plans de développement, cette section étudie l'évolution des indicateurs OMD et ODD depuis 2000 dans les 9 domaines thématiques précités. Son objectif est d'observer l'évolution de chaque thème, ainsi que d'analyser tout changement pertinent dans le financement lié à la transition des agendas. L'évaluation est complétée par des enquêtes de perception (citoyens et parties prenantes) afin d'approfondir la compréhension de l'évaluation mais aussi l'état actuel de chaque aspect du développement dans le pays.

1. Pauvreté et moyens de subsistance

Thématique	OMD	ODD
1. Pauvreté/ Moyens de subsistance	Objectif 1 : Réduire l'extrême pauvreté et la faim	Objectif 1 : Lutter contre la pauvreté Objectif 8 : Accès à des emplois décents Objectif 10 : Réduction des inégalités

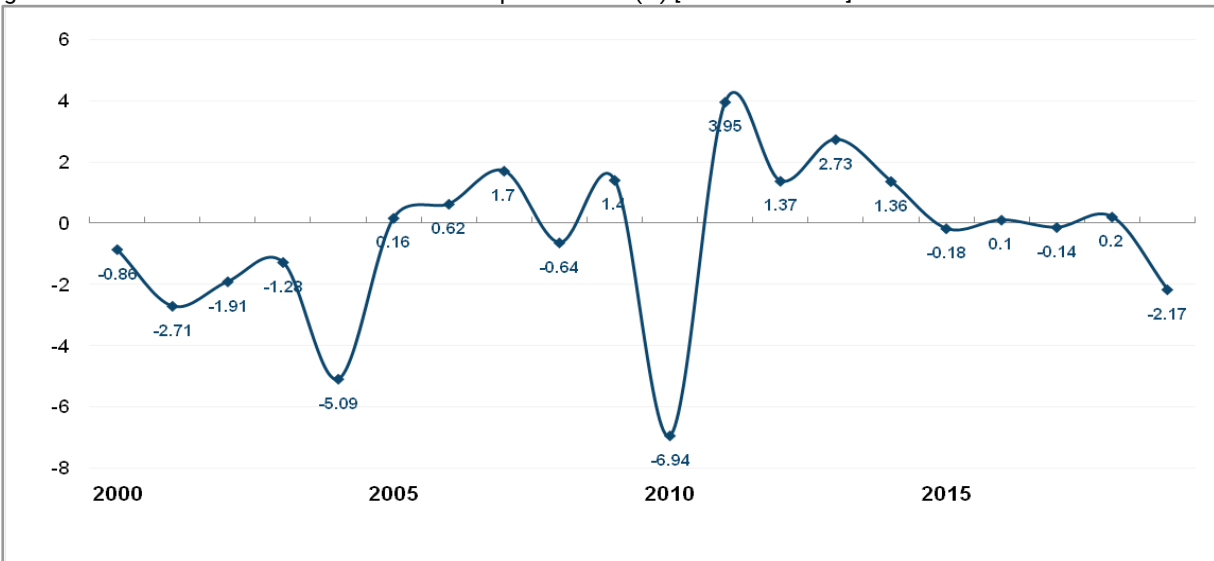
Cette partie reprend les objectifs de la lutte contre la pauvreté (ODD et OMD 1), l'ODD 8 concernant l'accès au travail décent et la croissance économique ainsi que l'ODD 10 sur la réduction des inégalités. Haïti a le PIB par habitant le plus faible de la région²³ et sa croissance économique a été fortement affectée par les crises sociopolitiques et les désastres naturels des deux dernières décennies. Bien que le PIB du pays ait augmenté depuis les années 2000, son taux de croissance demeure inférieur à celui de la population. Ainsi, le pays continue de voir son PIB par habitant diminuer, et une grande majorité de sa population vit encore en condition de grande pauvreté. En 2010, le PIB par habitant a chuté de près de 7% (6,94%) à la suite du tremblement de terre, avec des dommages estimés à 120% du PIB de 2009²⁴. Entre 2011 et 2014, la croissance de cet indicateur a été positive, avant d'osciller autour de zéro de 2015 à 2018 et devenir négative en 2019. Comme développé ultérieurement, cette situation complique le financement des interventions indispensables au développement du pays.

²²SDGINDEX, "SDG Index Haiti", 2020, <https://dashboards.sdginde.com/profiles/haiti>

²³Banque Mondiale, "GDP par habitant, PPP (Current International \$) - Haiti | Data," consulté le 24 janvier 2022, <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.PP.CD?contextual=region&locations=HT>.

²⁴FMI, "Haiti : Poverty Reduction Strategy Paper : Progress Report," FMI, consulté le 24 janvier, 2022, <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2016/12/31/Haiti-Poverty-Reduction-Strategy-Paper-Progress-Report-25821>.

Figure 3 : Taux de croissance annuel du PIB réel par habitant (%) [Indicateur 8.1.1]



Source : Créé par les auteurs à partir de données extraites de la base de données mondiale SDG.

Source originale : Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division des statistiques

L'informalité économique est très élevée dans le pays, estimée à 91.5% en 2012. Les femmes connaissent un taux d'informalité supérieur à celui des hommes (95% contre 89%) y compris en dehors du secteur agricole (94% contre 82%)²⁵. La prévalence de l'informalité entraîne la vulnérabilité des travailleurs sujets aux nombreux aléas du marché du travail haïtien (interruptions du travail liées aux crises socio-politiques et aux désastres). À titre de comparaison, l'informalité s'élève à 54,5% en République Dominicaine (2020), 82,6% au Honduras (2017) et 79% au Guatemala (2019)²⁶. La quasi-absence de protection sociale, puisque seulement 15.7% de la population employée avait une couverture en cas d'accident de travail (2019) et seulement 1% de la population en âge de retraite en recevait une (2000), précarise les conditions de travail et de vie, et entraîne ou maintient nombre d'individus dans la pauvreté.

Celle-ci semble pourtant avoir décliné au début du siècle. Il était ainsi estimé que 61,7% de la population vivait avec moins de 1,25\$ par jour en parité de pouvoir d'achat (PPA) en 2001.²⁷ Selon l'enquête ECVMAS de 2012²⁸, la prévalence de la pauvreté s'établissait alors à 24,7%. Si les deux mesures ne sont pas directement comparables, puisque le calcul de 2001 se basait sur le revenu tandis que celui de 2012 sur la consommation, la tendance semble avoir été à une réduction marquée de la pauvreté en une décennie. La pauvreté était par ailleurs en 2012 largement rurale, y touchant près de 3 individus sur 4, contre 41% en zone urbaine²⁹. Une grande part des travailleurs vivait alors sous le seuil de pauvreté extrême (58,5% des travailleurs et leur famille). L'incidence de pauvreté extrême parmi les travailleurs est restée plus importante chez les femmes que chez les hommes entre 2012 et 2018 (pour les femmes entre 24 et 26% et pour les hommes entre 19 et 20%).

²⁵Dans l'agriculture, l'informalité des femmes s'élevait à 100% et à 99% pour les hommes. La définition d'emploi informel de l'OIT peut être trouvée sur le lien à la fin de cette note. En termes pratiques, l'emploi informel est celui où l'employé(e) n'est pas couvert(e) par la sécurité sociale et/ou n'a pas de congés annuels ou maladie payés et/ou n'a pas de contrat signé. <https://dev-iloostat.pantheonsite.io/resources/concepts-and-definitions/description-informality/>

²⁶ILO, "Statistiques sur l'emploi informel", consulté le 20 février 2022, <https://iloostat.ilo.org/topics/informality/>.

²⁷L'absence d'information sur la pauvreté au pays est l'une des limites du progrès qui sera discuté dans la section suivante.

²⁸PNUD, "Rapport OMD 2013 - Haïti un nouveau regard | PNUD en Haïti," UNDP, 2013, <https://www.ht.undp.org/content/haiti/fr/home/library/mdg/rapport-omd-2013--haiti-un-nouveau-regard.html>.

²⁹En 2012 la moitié de la population haïtienne habitait en zone rurale (50,5%). Ce chiffre diminué à 42,9% en 2020 d'après la Banque Mondiale. <https://data.worldbank.org/indicator/SP.RUR.TOTL.ZS?locations=HT>

Malgré le manque de données plus récentes sur le taux de pauvreté au pays, les crises successives depuis 2010 (tremblement de terre, choléra, ouragan, crises sociopolitiques comprenant le peyi lòk et la COVID-19) et le fait que le PIB par habitant en Haïti soit au mieux resté stable compte-tenu du différentiel entre croissance économique et démographique laissent présager que le taux de pauvreté se soit accru depuis lors, et reste le plus élevé de la région.

En matière d'inégalités des revenus et des richesses, la situation d'Haïti est comparable à celle des autres pays d'Amérique Latine et des Caraïbes. En 2012, 18,2% de la population vivait avec moins de la moitié du revenu médian du pays. La même année, ce chiffre s'élevait à 17,4% en République Dominicaine, 19,6% au Costa Rica, 18,1% au Mexique et 21,9% en Colombie³⁰. En 2012, les 20% les plus pauvres en Haïti détenaient seulement 5,5% de la richesse nationale, alors que les 20% les plus riches détenaient près de la moitié (47,1%) de la richesse du pays. Ces niveaux sont similaires à ceux d'autres pays de la région, comme la République Dominicaine (20% plus pauvres == 4,9%, 20% plus riches == 52%), le Costa Rica (20% plus pauvres == 4,2%, 20% plus riches == 53,9%). Toutefois, le taux de pauvreté élevé du pays indique que la majorité de la population vit dans des conditions très précaires et que la répartition inégale des revenus n'augure pas d'amélioration. La dernière estimation de l'OIT (2017) signale que les 10% les plus riches recevaient 59,8% des revenus du travail là où les 40% les plus pauvres recevaient à peine 4,2%³¹. Ce qui distingue le pays et pose un défi immense est la combinaison entre une forte inégalité et une très grande pauvreté.

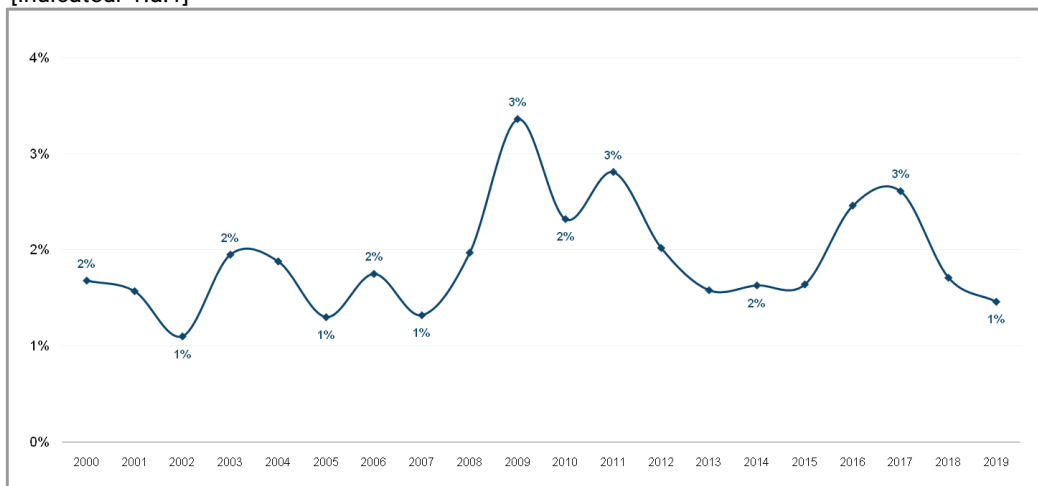
Dans le même temps, les subventions d'aide publique au développement (APD) pour la réduction de la pauvreté sont demeurées aux alentours de 1,1% et 3,4% du Revenu National Brut (RNB) entre 2000 et 2019. L'augmentation la plus importante a eu lieu en 2009, avant le tremblement de terre de 2010 (pour atteindre 3,4%), puis en 2011 (2,8%), 2016 (2,5%) et 2017 (2,6%). En 2019, cette APD s'est établie à 1,5% du RNB. Ces augmentations sont observées en période de crises, à l'image du tremblement de terre de 2010 (2,3%) et de l'ouragan Matthew de 2016 (2,5%)³². Pourtant, l'APD liée à la réduction de la pauvreté n'a été qu'une moindre partie de l'APD totale. Ces aides financières visent à soutenir les populations affectées et à accompagner les efforts de reconstruction après l'avènement d'une catastrophe naturelle. Les subventions ne sont ainsi pas nécessairement alignées avec les besoins du pays pour réduire sa pauvreté à long terme. Les flux d'aide pour le commerce ont de leur côté augmenté considérablement entre 2006 et 2011, passant de 32 millions de dollars (réel de 2019) à 310 millions, avant de chuter à 262 millions en 2015 et à 156 millions en 2019.

³⁰Banque Mondiale, "Proportion of People Living below 50 Percent of Median Income (%) - Haiti | Data," consulté le 24 janvier 2022, <https://data.worldbank.org/indicator/SI.DST.50MD?contextual=region&locations=HT>.

³¹OIT, "ILO Data Explorer. Distribution Du Revenu Du Travail.," 2017, https://www.ilo.org/shinyapps/bulkexplorer44/?lang=en&segment=indicator&id=LAP_2LID_QTL_RT_A.

³²UNSTAT, "SDG Country Profiles," 2021, <https://country-profiles.unstatshub.org/hti#goal-4>.

Figure 4 : Subventions d'aide publique au développement pour la réduction de la pauvreté (pourcentage du RNB)
[Indicateur 1.a.1]



Source originale : Créé par les auteurs à partir de données extraites de la base de données mondiale SDG.
Source originale : OCDE, Base de données CRS (2021).

Le manque de données fiables et régulières sur l'évolution de la pauvreté entre 2000 et 2021 rend difficile, pour ne pas dire impossible, toute analyse de l'impact éventuel du passage des OMD aux ODD. Néanmoins, dans un contexte où le taux de pauvreté a certainement augmenté et où l'APD pour la réduction de la pauvreté a baissé à partir de 2017, il semblerait que les efforts pour la réduction de la pauvreté soient insuffisants et qu'ils doivent s'intensifier³³. Pour ce faire, les efforts doivent viser aussi bien l'amélioration du suivi et l'analyse de la pauvreté que le renforcement de la définition et de la mise en œuvre de programmes orientés vers sa réduction.

Perception de l'évolution de la pauvreté et les moyens de subsistance

Le sondage citoyen montre une profonde insatisfaction de la part de la population quant à la gestion de la situation économique du pays, avec 93,96% de la population très insatisfaite (70,6%) ou insatisfaite (23,36%).

L'enquête OMD-ODD montre que près de 7 répondants sur 10 considèrent que la pauvreté du pays s'est détériorée (« plutôt détériorée » 44% et « beaucoup détériorée » 25%) entre 2000 et 2010. Presque neuf répondants sur dix considèrent que la situation s'est aggravée entre 2010 et 2021 (plutôt détériorée 44% et beaucoup détériorée 44%). Ces résultats sont cohérents avec le contexte du pays. Ils renforcent le besoin d'intensifier les efforts en termes de réduction de pauvreté, d'autant plus que les répondants de l'enquête considèrent la réduction de la pauvreté comme la deuxième priorité du pays, après la gouvernance.

D'autres domaines liés à la pauvreté peuvent être mentionnés. L'utilisation des services d'eau et d'assainissement ont augmenté de manière quasi linéaire³⁴ entre 2000 et 2017, passant de 56,2% à 65,4% pour l'eau et de 16,7% à 34,7%³⁵ pour l'assainissement. En ce qui concerne l'inclusion financière, les branches commerciales des banques ont diminué par rapport à la population entre 2004 et 2018, passant de 3.18 pour 100 000 adultes à 2.69. En revanche, la part de distributeurs automatiques de billets par habitant a augmenté entre 2014 et 2018, passant de 1,09 pour 100 000 habitants à 2,11. Le nombre d'individus de plus de 15 ans titulaires d'un compte bancaire a

³³Voir analyse de l'APD dans la section : rôle de l'aide internationale.

³⁴La croissance linéaire implique qu'il n'y a pas eu un sursaut positif ou négatif au cours de la période.

³⁵UNSTAT, "SDG Country Profiles," 2021, <https://country-profiles.unstatshub.org/hti#goal-4>.

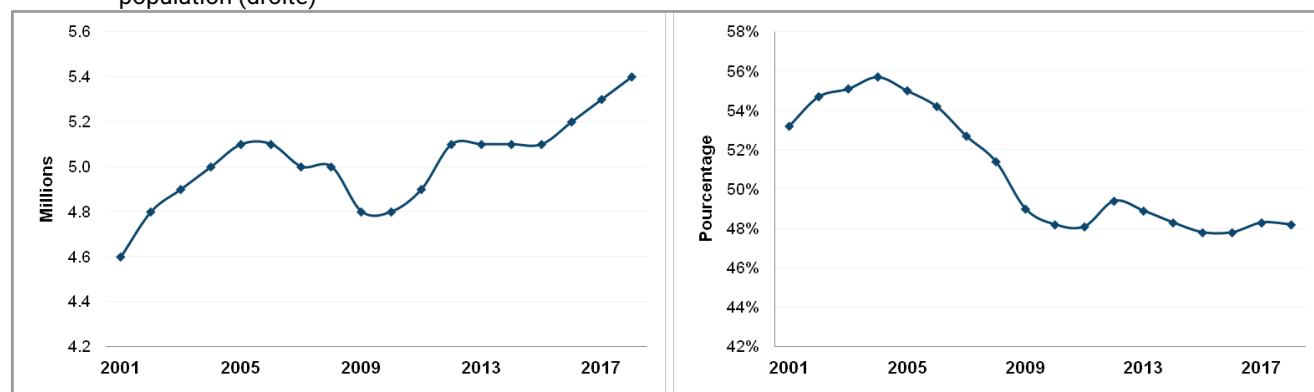
également augmenté, passant de 22% en 2011 à 32,62% en 2017. Les frais des transferts de l'étranger ont diminué, passant de 10,8% en 2011 à 7,2% en 2018.

2. Faim

Thématique	OMD	ODD
2. Faim	Objectif 1 : Réduire l'extrême pauvreté et la faim	Objectif 2 : Lutte contre la faim

Dans la lignée de l'OMD 1, l'ODD 2 vise à éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable. Dans ce domaine, le progrès d'Haïti a été insuffisant pour atteindre l'OMD 1 (réduire de moitié la faim), et le pays possède l'un des niveaux d'insécurité alimentaire les plus élevés au monde³⁶. En 2015, 53,4% de la population vivait sous le seuil de la consommation d'énergie alimentaire contre 61,1% en 1991. La prévalence de la sous-alimentation s'est très légèrement réduite entre 2001 et 2018, passant de 53% à 48%³⁷. Cette réduction est toutefois à nuancer puisque le nombre de personnes sous-alimentées s'est accru pendant cette période (4,6 millions en 2001 contre 5,4 millions en 2018) sous l'effet notamment de la croissance démographique. La pandémie a sans doute aggravé la situation : entre mars et juin 2021, 46% de la population se trouvait en insécurité alimentaire (en situation de crise : IPC 3 et urgence : IPC 4)³⁸.

Figure 5 : Prévalence de la sous-alimentation [Indicateur 2.1.1] en millions (gauche) et en pourcentage de la population (droite)



Source : Créé par les auteurs à partir de données extraites de la base de données mondiale SDG.

Source originale : FAO, Division des statistiques.

L'alimentation des enfants s'est améliorée au fil des années, avec des réductions dans les retards de croissance et d'émaciation, mais reste toutefois préoccupante. En 2017, la part d'enfants de moins de 5 ans présentant un retard de croissance (faible taille pour l'âge) était de 22%, contre 29% en 2000³⁹. Cette amélioration s'est aussi traduite par une baisse en valeur absolue (de 374

³⁶PAM, "Haïti, Country Brief | World Food Programme," 2020, <https://www.wfp.org/countries/haïti>.

³⁷UNSTAT, "SDG Country Profiles."

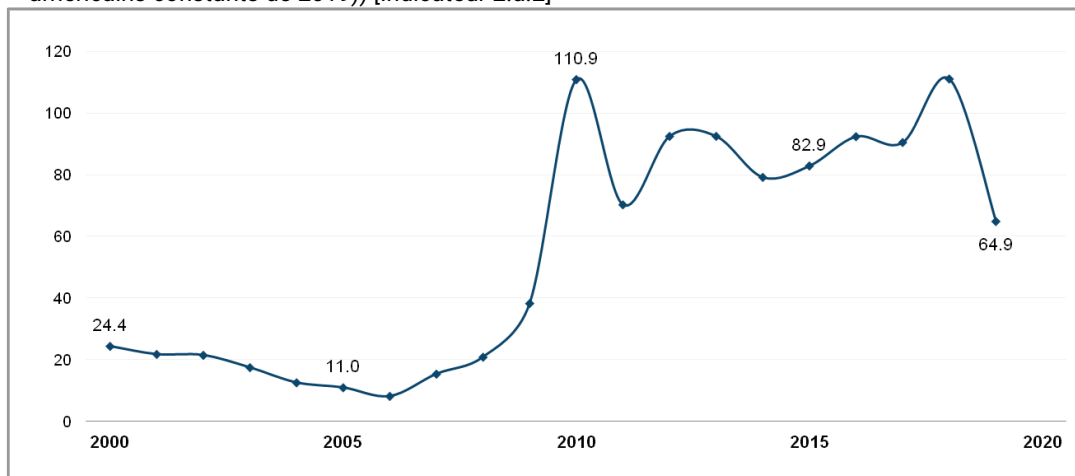
³⁸SNU, MPCE, et UE, "Évaluation Socioéconomique de l'Impact de La Pandémie COVID-19 (ESI COVID-19)," 2021, https://haïti.un.org/sites/default/files/2021-03/ESI-COVID-19_Evaluation%20socio-economique%20Impact%20Pandemie%20COVID-19_14Fev2021.pdf.

³⁹UNSTAT, "SDG Country Profiles."

000 enfants en 2000 et 267 000 en 2020). L'émaciation chez les enfants (faible poids pour la taille) a également chuté. En 2000, il y avait 67 000 enfants émaciés (5,54%), contre 47 300 (3,72%) en 2017. Le surpoids chez les enfants a par ailleurs légèrement augmenté sur cette période : en 2000, 3,1% des enfants étaient en surpoids modéré ou sévère, soit 37 000 enfants. En 2017, ce chiffre a augmenté pour atteindre 3,4%, soit 42 900 enfants.

L'aide officielle pour l'agriculture a augmenté entre 2000 et 2019 (24,4 à 64,9 millions de dollars réels en 2019), avec un pic en 2010 de 110,9 millions. Ces changements témoignent du soutien apporté à l'agriculture à la suite du tremblement de terre de 2010. Pourtant, ces montants se sont réduits vers la fin de la période, au moment de l'intensification de la crise socio-politique.

Figure 6 : Total des flux officiels (décaissements) pour l'agriculture, par pays bénéficiaire (millions de dollars américains constants de 2019)) [Indicateur 2.a.2]



Source : Créé par les auteurs à partir de données extraites de la base de données mondiale SDG.
Source originale : OCDE, Base de données CRS (2021).

Si ces données et informations demeurent parcellaires, et toute conclusion ainsi largement spéculative, il ne semble pas non plus que les investissements et indicateurs relatifs à la sécurité alimentaire aient réagi au passage des OMD aux ODD. Il n'y a pas eu de changements notables après 2015, et les réductions les plus importantes dans les indicateurs de sécurité alimentaire ont eu lieu entre 2006 et 2012, alors que l'accroissement le plus important d'aide officielle pour l'agriculture a eu lieu en 2010 et 2018. En résumé, malgré l'accroissement des fonds versés pour l'agriculture, les défis en matière de sécurité alimentaire persistent. Comme discuté plus bas, le pays fait encore notamment face à des déficits de productivité du secteur agricole, et dépend fortement des importations alimentaires⁴⁰ alors que les agriculteurs peinent à faire concurrence à certains produits internationaux.⁴¹

⁴⁰Banque mondiale, "Financement Agricole En Haïti. Diagnostic et Recommandations," 2019.

⁴¹Banque mondiale.

Perception de l'évolution de l'accès à la nourriture et la faim

Le module sur les inégalités du sondage citoyen révèle que l'inégalité la plus prononcée au pays est dans l'accès aux aliments, suivi de l'accès à l'emploi. En effet, 92,2% des répondants considèrent que l'accès aux aliments est inégal (avec 56,6% des répondants qui considèrent que cet accès est très inégal, 3,27% plutôt inégal et 32,39% inégal). Différenciés par genre, l'accès aux aliments est considéré très inégal par 58,42% des hommes, 54,42% des femmes et 50% des non-binaires.

Selon l'enquête OMD-ODD, autour de 66% des répondants considèrent que la lutte contre la faim s'est détériorée entre 2000 et 2021. La proportion des répondants qui considèrent qu'il y a eu beaucoup de détérioration a augmenté, avec 17% entre 2000 et 2010 et 33% entre 2010 et 2021. Ces résultats sont cohérents avec le changement des indicateurs analysés dans cette section, où la situation de la sécurité alimentaire s'est détériorée après 2010.

3. Éducation

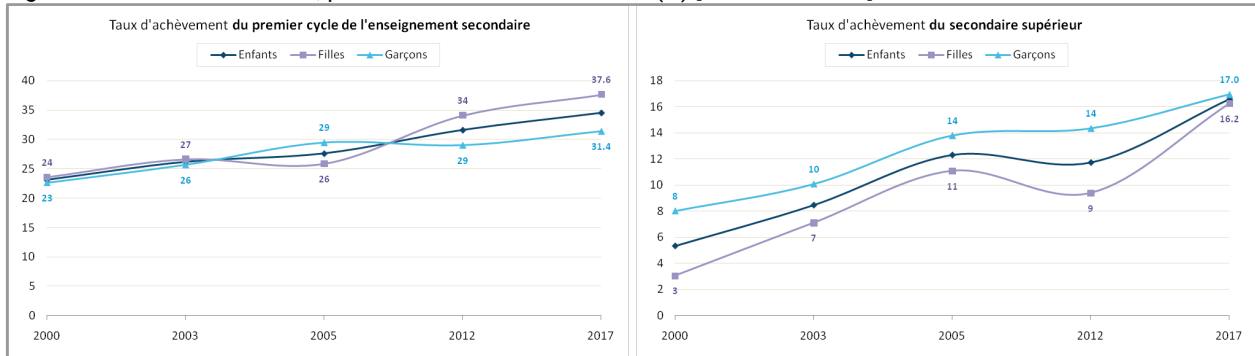
Thématique	OMD	ODD
3. Éducation	Objectif 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous	Objectif 4 : Accès à une éducation de qualité

L'ODD 4 reprend l'OMD 2 en cherchant à assurer l'éducation primaire pour tous, et y ajoute la volonté d'assurer l'accès à une éducation de qualité de manière générale. Bien que l'OMD 2 n'ait pas été atteint (le taux d'achèvement de l'enseignement primaire était de 53,1 % en 2017), des progrès ont été enregistrés pour tous les niveaux d'enseignement. Cependant les taux de chaque niveau atteint d'enseignement restent loin des objectifs fixés, et la prévalence de l'achèvement de chaque cycle diminue avec le nombre d'années d'études nécessaires pour les deux sexes.

Entre 2000 et 2017, la part d'enfants ayant terminé l'enseignement primaire a augmenté de 22 points de pourcentage pour les filles contre 21 pour les garçons, passant au total de 31% à 53%. Les taux d'achèvement du premier et du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ont connu une augmentation relativement plus faible, à environ +11 points de pourcentage chacun (Figure 7). Toutefois, des documents officiels estiment que les différences dans la scolarisation entre les filles et les garçons pourraient être beaucoup plus importantes que ne le suggère cet indicateur. Selon le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle, "le pourcentage de femmes n'ayant jamais fréquenté l'école est supérieur de 7 points à celui des hommes (24 % contre 17 %), alors que les deux taux ont diminué chacun de 4 points de pourcentage en dix ans. Les disparités se resserrent pour le nombre d'années passées à l'école"⁴². S'il est difficile d'établir une vision définitive sur la base de ces seuls éléments, il semblerait que l'accès à l'école des filles soit un enjeu de développement important en Haïti.

⁴²Ministère de l'Intérieur, "Plan National de Gestion Des Risques de Désastre 2019 - 2030," 2019.

Figure 7 : Taux d'achèvement, par sexe et niveau d'éducation (%) [Indicateur 4.1.2]



Source : Créé par les auteurs à partir de données extraites de la base de données mondiale SDG.

Source originale : DHS Haïti 2000, 2005, 2012, 2017 et Haïti Recensement Général de la Population et de l'Habitat 2003. IPUMS-International, Ministry of Economy and Finance, Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique. Données extraites le 13 avril 2021.

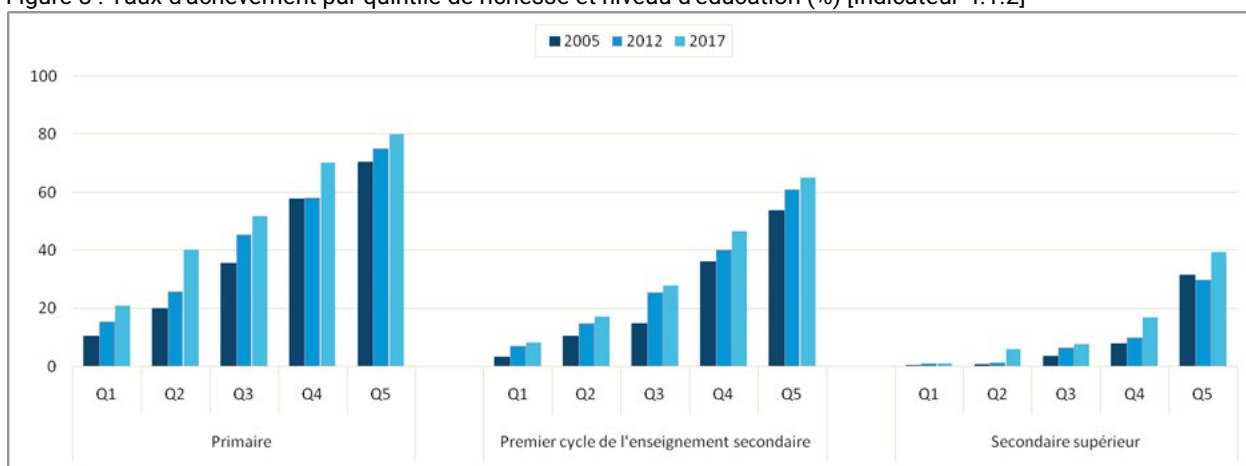
Des écarts géographiques et socio-économiques sont aussi à noter. Il existe des différences notables selon la zone de résidence et du quintile de revenu de ménage. En termes de zone de résidence, en 2017, les taux d'achèvement de l'école primaire (42,2% contre 69,4%) et du premier cycle du secondaire (22,9% contre 50,3%) en milieu rural étaient de 27 points de pourcentage inférieur à ceux du milieu urbain, tandis que le taux d'achèvement du deuxième cycle du secondaire en milieu rural est inférieur de 18 points de pourcentage à celui du milieu urbain (7,8% contre 26,0%). Cet écart semble devoir ou pouvoir diminuer, puisque, par exemple, l'indice de parité rural/urbain ajusté pour le taux d'achèvement du primaire est passé de 0,3 en 2000 à 0,6 en 2017⁴³.

En ce qui concerne les différences socio-économiques, on observe une amélioration progressive pour tous les quintiles et tous les cycles d'enseignement. L'indice de parité ajusté entre le quintile de richesse inférieur et supérieur pour le taux d'achèvement du primaire a augmenté de 0,1 en 2005 à 0,3 en 2017⁴⁴. Cependant, les fortes corrélations entre le niveau de revenu et les taux d'achèvement et le niveau de revenu et les années d'études achevées se maintiennent.

⁴³UNSTAT, "SDG Country Profiles."

⁴⁴UNSTAT.

Figure 8 : Taux d'achèvement par quintile de richesse et niveau d'éducation (%) [Indicateur 4.1.2]



Source : Créé par les auteurs à partir de données extraites de la base de données mondiale SDG.

Source originale : DHS Haïti 2005, 2012 et 2017

En raison des faibles taux d'années d'études terminées, le capital humain dont dispose Haïti est faible—si l'on s'en tient à sa mesure par l'éducation : 40% de la population est considérée analphabète au regard des normes pertinentes, et la moyenne d'années de scolarisation pour les Haïtiens de plus de 25 ans est de 5 ans ou moins⁴⁵. De plus, selon la Banque Mondiale (2021) les progrès en termes de capital humain ont stagné voire se sont détériorés depuis 2012⁴⁶. En 2019, en raison de la période peyi lòk les écoles ont dû fermer en raison des manifestations et des violences récurrentes.

Dans ce contexte, l'avènement de la crise de la COVID-19 a provoqué à nouveau des grandes perturbations dans le secteur de l'éducation. La fermeture des écoles affecte non seulement les progrès réalisés en matière d'accès à l'éducation mais également le bien-être des enfants⁴⁷. Par conséquent, les progrès réalisés en matière d'éducation sont non seulement insuffisants mais risquent d'être perdus. Enfin, si le manque de données et d'informations tangibles et actualisées empêchent ici aussi de tirer des conclusions définitives, il ne semble pas que le passage des OMD aux ODD ait eu un impact notable sur les politiques ou sur les indicateurs clés dans le domaine de l'éducation.

Perception de l'évolution de l'éducation

Selon le sondage citoyen, l'accès à l'éducation est jugé inégal par 88,3% des enquêtés, parmi lesquels 43,3% jugent très inégal, ce qui montre une mauvaise appréciation de l'état des lieux de l'ODD 4. Selon l'enquête OMD-ODD, l'éducation est la thématique la plus importante pour parvenir à un développement durable en Haïti (23% des enquêtés). Cependant, la plupart des enquêtés a jugé que la situation en termes d'éducation s'est détériorée entre 2000 et 2010 (57%) et encore plus entre 2011 et aujourd'hui (62%). De plus, la part de personnes qui pense que la situation s'est beaucoup détériorée est de 10 points de pourcentage plus élevée pour la deuxième période d'analyse, tandis que la part de personnes qui estime que la situation s'est améliorée reste constante laissant présager une détérioration de la situation.

⁴⁵Ella Le Roy, "What to Know about Haiti's most important SDGs," The Borgen Project, août 18, 2021, <https://borgenproject.org/haitis-most-important-sdgs/>.

⁴⁶Banque Mondiale, "Haïti Présentation."

⁴⁷OCHA, "Plan de Réponse Humanitaire Haïti."

4. Égalité de genre

Thématique	OMD	ODD
4. Égalité de genre	Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	Objectif 5 : Égalité entre les sexes Objectif 10 : Réduction des inégalités

L'ODD 6, tout comme l'OMD 3 avant lui, vise à mettre fin à la violence et à la discrimination contre les femmes et les filles, et à leur garantir les mêmes chances de réussite que les hommes, c'est-à-dire parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles⁴⁸. Dans ce domaine également, Haïti pâtit d'un important manque de données spécifiques et désagrégées par sexe qui limite l'appréciation et la compréhension des dynamiques de genre dans le pays. D'après le rapport de la mission MAPS sur les 244 indicateurs, seulement 23% exigent la collecte de données désagrégées par sexe⁴⁹. Cela empêche notamment d'évaluer l'influence du genre dans certains phénomènes comme la pauvreté dès lors que la mesure habituelle de l'unité de logement ne permet pas de tenir compte des allocations intra-ménagères ni de la dynamique des processus décisionnels⁵⁰. De plus, le manque de données ne permet pas non plus de tirer des conclusions quant à l'effet de la transition à l'Agenda 2030 sur les politiques d'égalité des sexes, bien que l'absence de données dénote en tant que tel un manque de progrès.

En termes de violence basée sur le genre, selon les dernières données disponibles (2017), la proportion de filles et de femmes de 15 à 49 ans ayant fait l'objet de violences physiques et/ou sexuelles de la part d'un partenaire intime (actuel ou ancien) au cours des 12 mois précédents était de 13,9 %. La prévalence de pratiques préjudiciables tel que le mariage précoce (mariées ou en union) demeure élevée : en 2017 il était estimé que près de 15% des femmes de 20 à 24 (14,9%, soit près d'une femme sur 7) avaient été mariées avant l'âge de 18 ans, et 2,1% avant l'âge de 15 ans.

Ces données sont probablement sous-estimées compte-tenu de la nature du sujet et ne donnent aussi qu'un aperçu des aspects structurants de la vie des filles et des femmes dans un contexte où la violence basée sur le genre apparaît omniprésente et s'accompagne d'une culture du silence et de l'impunité⁵¹. De plus, aucune législation pour criminaliser la violence contre les femmes—y compris la violence familiale, la violence sexuelle, l'inceste, le viol conjugal et le harcèlement sexuel—n'a à ce jour été adoptée⁵². Selon les informations collectées, le viol n'est devenu une infraction punissable qu'en 2005⁵³.

Plus généralement, en ce qui concerne la participation entière et effective des femmes et leur accès en toute égalité aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique, de nombreux manques et défis demeurent. Haïti bénéficie de l'existence d'un mouvement actif de la société civile féminine et de certains progrès en termes de visibilité sur l'agenda politique qui ont eu des effets positifs, comme l'amendement constitutionnel à l'article 17.1 qui "établit un quota minimum de 30% pour la représentation des femmes à tous les niveaux de service politique et public, l'inclusion de l'égalité des sexes comme

⁴⁸Cités et Gouvernements Locaux Unis, "Objectifs de Développement Durable- ce que les gouvernements doivent savoir," 2015, https://www.uclg.org/sites/default/files/les_odd_ce_que_les_gouvernements_locaux_doivent_savoir.pdf.

⁴⁹ONU, "Vers Une Feuille de Route Pour l'intégration Des ODD à Haïti", UN MAPS, 2019.

⁵⁰ONU, 2019

⁵¹ONU, 2019

⁵²ONU, 2019

⁵³USAID/HAÏTI, "GENDER EQUALITY & WOMEN'S EMPOWERMENT," 2020,

https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1862/USAID_Haiti_Gender_Equality_and_Womens_Empowerment_Fact_Sheet_-_January_2020_0.pdf.

l'une des priorités pour la refondation sociale du PSDH et la création d'une Politique d'égalité femme-homme (2014-2030) avec son Plan d'action (2014-2020)⁵⁴. Pour autant, seuls 2,54% des sièges dans les parlements nationaux sont occupés par des femmes en 2020⁵⁵ et les femmes sont aussi sous-représentées dans la formation professionnelle et l'enseignement supérieur malgré la parité entre les sexes atteinte dans l'éducation de base⁵⁶. Les femmes, bien qu'étant les plus touchées par les catastrophes naturelles et le changement climatique, n'ont souvent pas de pouvoir de décision en matière de gestion des catastrophes⁵⁷.

La crise provoquée par la COVID-19 met également en péril des acquis fondamentaux, notamment en matière de santé (mentale et physique) des filles et des femmes du fait de la désorganisation ou de la mise en pause de nombreuses activités liées à la santé reproductive et à la violence basée sur le genre y compris les cliniques mobiles (c.f. thématique 5. Santé)⁵⁸.

Perception de l'évolution de l'égalité de genre

Selon le sondage citoyen, 69,9% des personnes interrogées pensent que la situation d'égalité de genre en Haïti est mauvaise, parmi lesquelles 40,8% la jugent très mauvaise. En particulier, en termes de violence, une forte prévalence a été constatée chez les femmes et les personnes non binaires ("autres") avec une forte prévalence de violence : 37,63% des femmes contre seulement 6,88% des hommes ont été victimes de discrimination en raison de leur sexe. De surcroît, les répondants qui ne s'identifient ni au sexe masculin ni au sexe féminin affirment tous qu'ils ont été victimes de discrimination en raison de leur non-binarité.

Bien que la situation actuelle soit loin d'atteindre l'objectif souhaité en termes d'égalité des sexes, comme le montre l'enquête auprès des citoyens et les indicateurs des ODD, l'enquête OMD-ODD révèle une amélioration de la perception de cette question depuis 2010. Bien qu'un tiers des personnes interrogées considèrent que la situation se soit détériorée, l'égalité des sexes semble être la seule thématique ayant une évolution positive, avec 33% des personnes interrogées indiquant que la situation se soit beaucoup améliorée.

5. Santé

Thématique	OMD	ODD
5. Santé	Objectif 4 : Réduire la mortalité infantile Objectif 5 : Améliorer la santé maternelle Objectif 6 : Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies	Objectif 3 : Accès à la santé Objectif 6 : Accès à l'eau salubre et à l'assainissement

L'ODD 3, "Accès à la santé" est un des onze objectifs priorités par le gouvernement haïtien. Le premier indicateur reprend l'OMD 5 sur la santé maternelle et vise à faire passer le taux de mortalité maternelle au-dessous de 70 pour 100 000 naissances. Les dernières données actualisées montrent qu'Haïti est loin d'atteindre cet objectif, avec 480 décès pour 100 000 naissances, en légère hausse par rapport 2000 malgré une tendance à l'amélioration depuis 2010.

En ce qui concerne les services de soins en matière de santé sexuelle et procréative et de l'accès à une planification familiale, à des informations et à une éducation, Haïti demeure loin du compte

⁵⁴ONU, "Vers Une Feuille de Route Pour l'intégration Des ODD à Haïti."

⁵⁵ONU, 2019

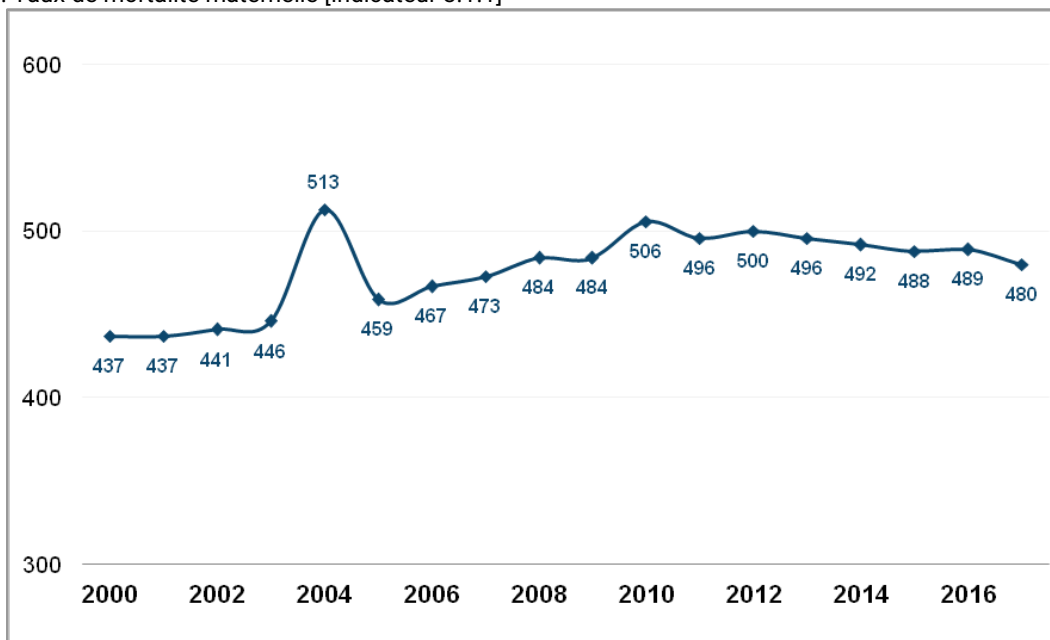
⁵⁶ONU, 2019

⁵⁷ONU, 2019

⁵⁸OCHA, "Plan de Réponse Humanitaire Haïti."

au niveau national. On constate une amélioration de la part des femmes en âge de procréer dont les besoins en matière de planification familiale sont satisfaits par des méthodes modernes, et une réduction concomitante des grossesses adolescentes. Le premier indicateur s'est particulièrement amélioré entre 2006 et 2010 (en augmentant de 37,7% à 45,6% des femmes âgées de 15 à 49 ans), puis a stagné jusqu'aux dernières données de 2017 (45,4%). Quant aux grossesses chez les adolescents, la réduction est constante depuis 2003 et il existe une progression considérable de cet objectif depuis 2010 (de 66,1 pour 1 000 adolescentes de 15 à 19 ans). Malheureusement, des données plus récentes ne sont pas disponibles pour vérifier ces tendances. Le taux de mortalité maternelle montre que le pays rencontre encore des défis en termes de provision de services de santé efficaces avant, durant et après l'accouchement. Entre 2000 et 2017, le taux de mortalité maternelle est passé de 437 à 480 pour 100,000 naissances vivantes (Figure 9)

Figure 9 : Taux de mortalité maternelle [Indicateur 3.1.1]

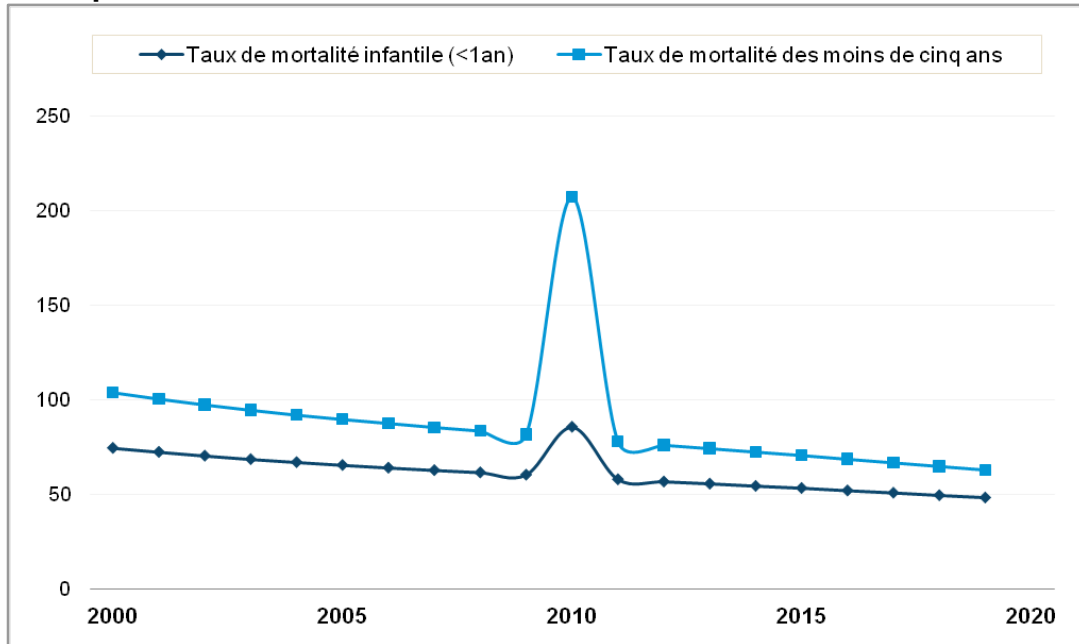


Source : Créé par les auteurs à partir de données extraites de la base de données mondiale SDG.

Source originale : Groupe inter-agences des Nations Unies pour l'estimation de la mortalité infantile (UN IGME), 2020

L'objectif 3.2 vise à éliminer les décès évitables de nouveau-nés et d'enfants de moins de 5 ans. Entre 2000 et 2018, le taux de mortalité néonatale est passé de 29,6 décès pour 1 000 naissances vivantes à 26,0 et le taux de mortalité infantile est passé de 74,2 décès pour 1 000 naissances vivantes en 2000 à 49,5. Bien que ces niveaux représentent presque le double des objectifs souhaités (12 et 25 pour 1 000 naissances vivantes respectivement), les progrès réalisés sur ces indicateurs ont été constants, à la seule exception des recensements de 2010 qui peuvent très probablement être attribués au tremblement de terre.

Figure 10 : Taux de mortalité infantile et taux de mortalité des moins de 5 ans (décès pour 1 000 naissances vivantes) [Indicateur 3.2.1]

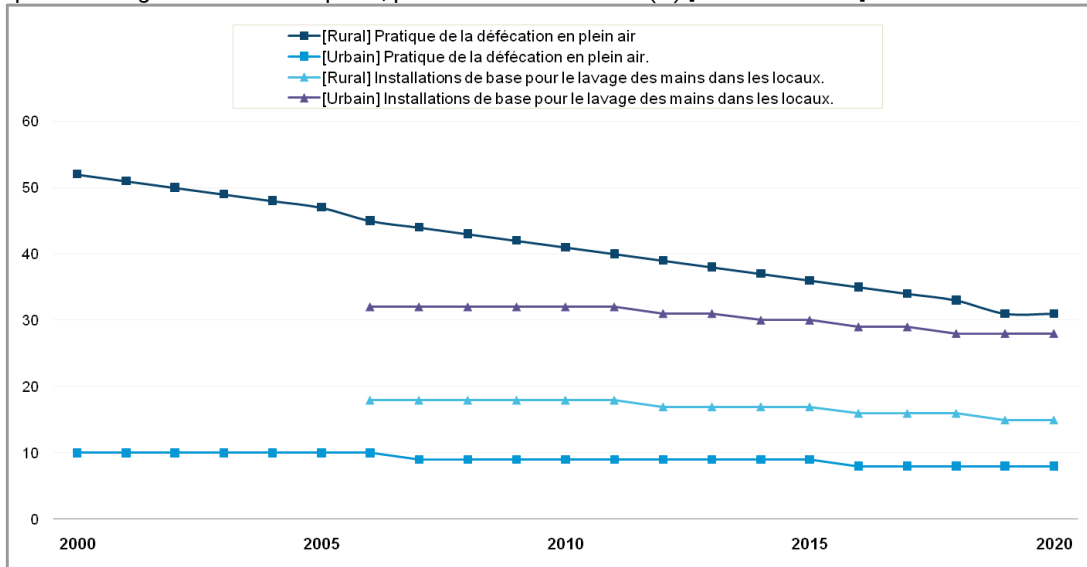


Source : Créé par les auteurs à partir de données extraites de la base de données mondiale SDG.
 Source originale : DHS Haït 2005, 2012 et 2017

Des progrès ont également été constatés dans la réduction des maladies transmissibles ainsi que dans le combat contre l'épidémie de SIDA, la tuberculose, le paludisme et les maladies tropicales négligées. En 2018, environ 0,7 personne pour 100 000 habitants a été infectée par le VIH. L'incidence de la tuberculose était de 176,0 pour 100 000 habitants et celle du paludisme était de 1,6 pour 1 000 habitants. Les progrès réalisés au regard de ces indicateurs ont été constants, même si les taux restent très élevés comparativement aux autres pays de la région latino-américaine.

De plus, outre les services de santé, les conditions permettant de progresser dans la réduction de ce type de maladie sont fortement liées à l'objectif 6 de "Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau". L'accès à ces services s'est amélioré pour la période de référence. La part de la population disposant d'installations de base pour le lavage des mains sur place a légèrement augmenté entre 2006 et 2010, passant de 24,2% à 24,72 %, et puis a diminué pour atteindre 22% en 2020. En revanche, la population pratiquant la défécation en plein air a diminué à un rythme plutôt constant passant de 37% en 2000 à 18% en 2020. Cependant, les taux ne sont toujours pas satisfaisants, avec de fortes disparités géographiques. En 2020, la défécation en plein air est à peu près 4 fois plus courante dans les ménages du milieu rural (31%) que dans les ménages du milieu urbain (8%) malgré une diminution beaucoup plus prononcée dans le milieu rural (21 points de pourcentage contre 2) depuis 2000. Le pourcentage de personnes ayant accès à des installations de lavage des mains sur place n'a pas évolué et n'a pas réduit l'écart entre les lieux de résidence : la part de ménages y ayant accès est presque deux fois plus élevée dans les zones urbaines (28%) que dans les zones rurales (15%).

Figure 11 : Part de la population pratiquant la défécation en plein air et part de la population disposant d'installations de base pour le lavage des mains sur place, par zone urbaine/rurale (%) [Indicateur 6.2.1]



Source : Créé par les auteurs à partir de données extraites de la base de données mondiale SDG.

Source originale : Programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène (2021)

De manière générale, de modestes progrès peuvent être constatés en matière de santé dans le pays depuis 2000, avec quelques avancées plus marquées ces dernières années, coïncidant avec l'augmentation de l'aide publique au développement dans les secteurs de la recherche médicale et de la santé de base depuis l'année 2010. On peut donc supposer que les progrès en matière de santé et d'accès à l'eau potable et à l'assainissement ne semblent pas être marqués par des changements dans l'agenda international. En particulier, les progrès significatifs réalisés dans la lutte contre le choléra peuvent être soulignés, les taux de mortalité infantile et maternelle restent à des niveaux élevés et la couverture des mesures de prévention stagne ou diminue, en particulier pour les ménages les plus pauvres⁵⁹. Cependant, indicateur phare des niveaux de mortalité et des conditions générales de santé d'une population, l'espérance de vie en Haïti est estimée à 63 ans, une des plus basses au monde⁶⁰.

Dans ce contexte, l'avènement de l'épidémie de COVID-19 a aggravé l'état du système de santé déjà sous pression et particulièrement faible⁶¹. Les soins non liés à la COVID-19 sont dès lors devenus moins accessibles, parce que moins sollicités ou à cause de la réduction voire de l'interruption de certains services⁶². Conséquemment, les services de santé essentiels, comme la planification familiale, les services de prévention et de nutrition, étaient moins disponibles, les taux de vaccination plus faibles, et la surveillance aux autres maladies transmissibles comme la tuberculose, le paludisme et le VIH réduite⁶³. L'enquête auprès des ménages Haïtiens montre qu'en novembre 2020, 42,5% des ménages n'ont pas eu accès aux traitements médicaux ou médicaments réguliers. Parmi eux, 41,5% disent ne pas y avoir accès en raison du coût élevé de ces services. Environ 1 ménage sur 5 a considéré que ses dépenses en matière de santé ont augmenté depuis le début de la pandémie et 38% des ménages ont eu besoin d'emprunter de

⁵⁹OCHA, "Plan de Réponse Humanitaire Haïti."

⁶⁰Le Roy, "What To Know About Haiti's Most Important SDGs."

⁶¹OCHA.

⁶²Équipe Pays des Nations-Unies, "Rapport de résultats 2020," 2020, https://haiti.un.org/sites/default/files/2021-06/RAPPORT%20EPNU%2015%20JUIN%202021%20FINALE_R.pdf.

⁶³Équipe Pays des Nations-Unies.

l'argent pour couvrir l'augmentation des dépenses⁶⁴. De même, l'accès limité ou inexistant à l'eau potable provoque des conditions sanitaires et hygiéniques très précaires et réduit l'efficacité des stratégies visant à atténuer l'impact épidémiologique de la pandémie en termes de santé⁶⁵. La pandémie suspend les progrès réalisés par Haïti dans le domaine de la santé et compromet les progrès futurs, soulignant la nécessité de disposer de données pour assurer le suivi et de politiques pour améliorer la situation sanitaire du pays.

Perception de l'évolution de la santé⁶⁶

Selon le sondage citoyen 91,0% des enquêtés jugent insatisfaisants les services de santé et la plupart considère que l'accès à ces services est très inégal (46,2%) ou inégal (37,9%). De plus, l'approvisionnement en eau potable a aussi une appréciation négative concernant son service (88,6%) et son accès (43,3% le jugent très inégale et 38,9% inégale). En bref, les interrogés ne sont pas satisfaits des services et estiment que l'accès à la santé et à l'eau potable est inégal.

6. Changement climatique et préservation des écosystèmes

Thématique	OMD	ODD
6. Changement climatique et préservation des écosystèmes	Objectif 7 : Préserver l'environnement	Objectif 13 : Lutte contre le changement climatique
		Objectif 14 : Vie aquatique
		Objectif 15 : Vie Terrestre

La thématique 6 regroupe le changement climatique et la préservation des écosystèmes ; s'inspirant de l'OMD 7 (la préservation de l'environnement) et des trois ODD correspondant décomposés comme la lutte contre le changement climatique, la vie aquatique et la vie terrestre. Malgré la priorisation de l'ODD 13 par le Gouvernement (c.f. Tableau priorités en annexe), il n'existe presque pas de données sur les indicateurs relatifs à cet objectif. S'agissant des ODD 14 et 15, quelques données permettent d'esquisser un panorama partiel de la situation. D'une part, on peut constater une légère mais constante diminution de la surface forestière, surtout à partir de 2010, passant de 13,8% en 2000 (13,7% en 2010) à 12,6% en 2020, par rapport à la superficie totale des terres. D'autre part, la protection des zones clés pour la biodiversité (KBA pour son acronyme en anglais) a augmenté ces dernières années. La part moyenne de zones clés pour la biodiversité marine (KBA) est passée de 10,7 % en 2013 à 35,7 % en 2019, celle des KBA terrestres est passée de 24,2% à 41,0 %, et plus précisément les KBA de montagne de 37,9% à 51,6%, pour la même période (2013 à 2019). Enfin, la part des KBA d'eau douce reste nulle (c.f. Figure 12).

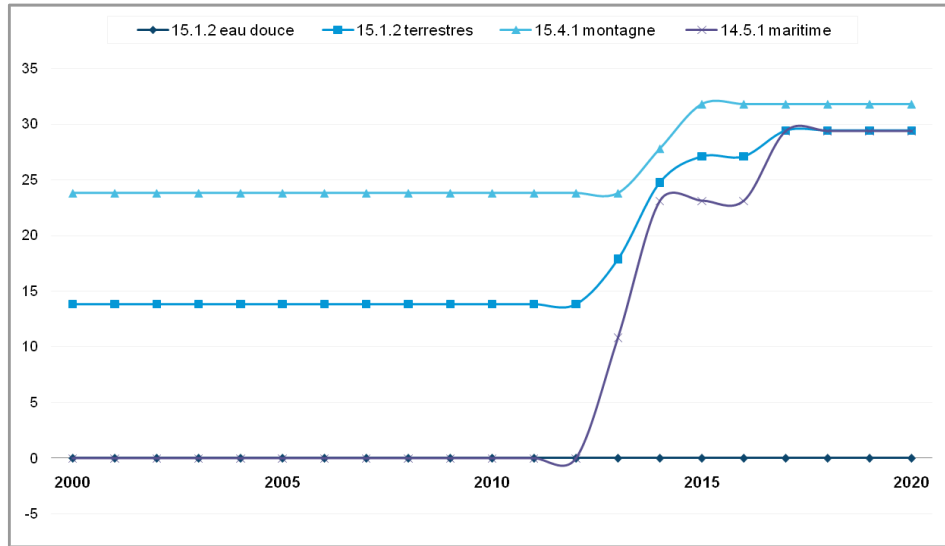
⁶⁴Système des Nations Unies (2021) "Évaluation socioéconomique de l'impact de la pandémie COVID-19".

<https://haiti.un.org/fr/122676-evaluation-socioeconomique-de-limpact-de-la-pandemie-covid-19-esi-covid-19-republique-dhaiti>

⁶⁵OCHA, "Plan de Réponse Humanitaire Haïti."

⁶⁶Le nombre de réponses de l'enquête OMD-ODD n'est pas suffisant pour cette thématique.

Figure 12 : Part moyenne de zones clés pour la biodiversité (KBA) couvertes par des zones protégées (%) [plusieurs indicateurs]



Source : Créé par les auteurs à partir de données extraites de la base de données mondiale SDG.
Source originale : Bird Life International, IUCN and UNEP-WCMC, 2020

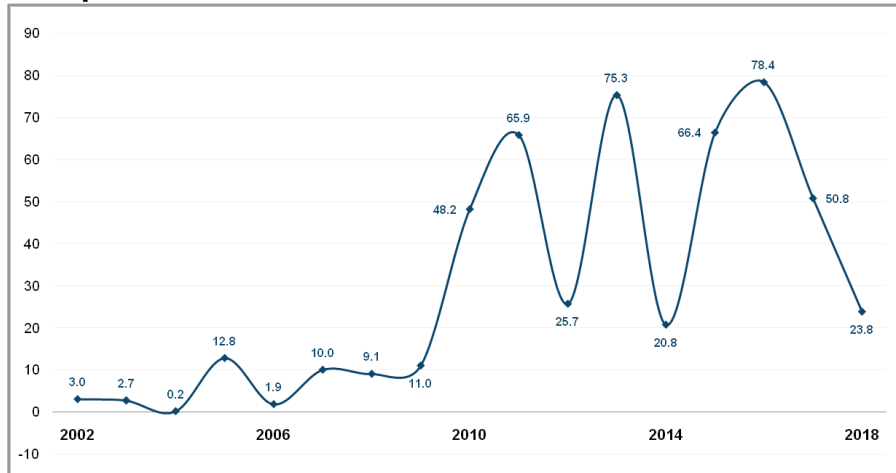
La protection progressive de ces zones coïncide avec une augmentation conséquente mais irrégulière de l'aide publique au développement pour la biodiversité (c.f. Figure 13). Le manque d'indicateurs et de données ne permet cependant pas d'analyser en profondeur la protection de l'environnement au cours des dernières années ni de conclure sur d'éventuels progrès. Il semblerait toutefois que l'adoption des ODD en 2015-2016 n'ait pas provoqué des avancements notables en ce qui concerne la protection de l'environnement.

Le manque de données pour l'analyse est particulièrement préoccupant dans le contexte d'un pays comme Haïti. Outre les défis que représentent la pandémie et l'instabilité politique, la population est très vulnérable au changement climatique avec plus de 96% de la population exposée à des risques naturels⁶⁷. Le rapport des résultats des Nations Unies (2020) souligne les efforts du gouvernement pour la réduction des risques et des désastres mais regrette qu'ils soient insuffisants. Néanmoins, l'approbation du Plan national 2019-2030 de gestion des risques et des désastres constitue un élément essentiel pour l'amélioration de la résilience du pays face aux risques naturels⁶⁸.

⁶⁷Banque Mondiale, "Haïti Présentation."

⁶⁸Équipe Pays des Nations-Unies, "Rapport de résultats 2020."

Figure 13 : Aide publique au développement totale pour la biodiversité (en millions de dollars américains constants de 2018) [Indicateur 15.a.1]



Source : Créé par les auteurs à partir de données extraites de la base de données mondiale SDG.
Source originale : OCDE, base de données SRC, 2020

Perception de l'évolution du changement climatique et préservation des écosystèmes

Le sondage citoyen montre trois phénomènes qui mettent en évidence l'importance et les préoccupations des Haïtiens pour la thématique environnementale. En premier lieu, le sondage révèle que 80,8% des enquêtés considèrent que l'environnement joue une très grande importance (46,6%) ou une grande importance (34,2%) dans leur niveau et qualité de vie. Deuxièmement, l'environnement est jugé en mauvais état par 86% des sondés en moyenne nationale et 54% se déclarent très inquiets des impacts potentiels sur la diminution de la qualité de l'eau. Enfin, en moyenne nationale, 62,9% des enquêtés ne se sentent pas en sécurité face aux menaces liées à la dégradation de l'environnement et aux potentielles catastrophes naturelles. Cette perception d'insécurité est bien plus importante pour les enquêtés du milieu urbain (73,9%) que pour ceux vivant en milieu rural (53,1%).

Selon l'enquête OMD-ODD, le changement climatique et la préservation des écosystèmes se sont détériorés, en particulier entre 2000 et 2010 (55%), tandis que pendant toute la période seulement 11% des enquêtés ont déclaré percevoir une amélioration de la situation climatique, attestant d'une mauvaise évolution pour un thème partiellement prioritaire.

7. Gouvernance politique

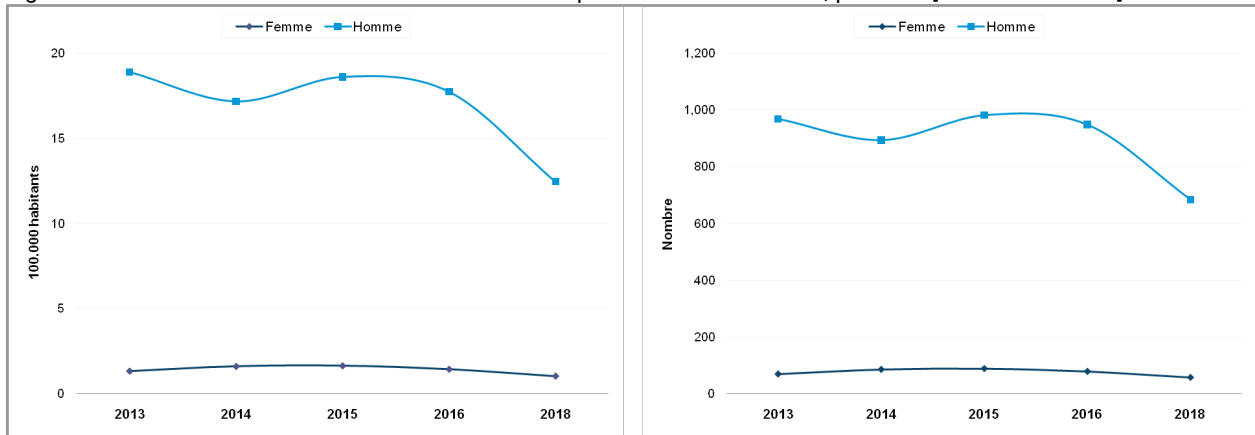
Thématique	OMD	ODD
7. Gouvernance politique	Objectif 8 : Mettre en place un partenariat mondial pour le développement	Objectif 17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs Objectif 16 : Justice et paix

L'ODD 16 promeut l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, un accès de tous à la justice et la mise en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous. Notons en premier lieu un manquement dans les données disponibles pour faire état de l'évolution de cet objectif : tous les indicateurs de mesure

définis par les Nations Unies ne sont pas calculés et/ou répertoriés⁶⁹. A ce propos, le rapport Haiti 2020 Crime & Safety précise que l'absence de données fiables rend les statistiques sur la criminalité en Haïti difficiles à vérifier⁷⁰.

Toutefois, des éléments d'analyse ont été observés concernant la réduction des violences et des taux de mortalité associés ainsi qu'à propos de la promotion d'un État de droit. Concernant les homicides volontaires, sur la période 2013-2018, plus de 4 800 personnes ont été assassinées et les hommes sont 11,8 fois plus touchés que les femmes. L'OFPRA indique dans son rapport de 2016 qu'il s'agit d'une violence indiscriminée où l'ensemble de la société est concerné par la violence, et précise qu'à Port-au-Prince les principales victimes sont les personnes déplacées vivant dans des camps, les habitants des zones les plus pauvres, les femmes et les enfants⁷¹. En outre, des efforts visent à donner à tous accès à la justice dans des conditions d'égalité. En 2018, plus de 60% des prisonniers étaient des détenus non condamnés contre 71% en 2015⁷². L'indice de l'État de droit reflète la confiance et le respect des citoyens dans les règles de la société et dans l'exécution des lois. En Haïti, bien que plus faible que la moyenne mondiale, cet indicateur ne cesse d'augmenter depuis 2003 démontrant un gain de confiance progressif. En 2020, l'indice était de -1,04 en Haïti contre -0,03 en moyenne dans 191 autres pays⁷³.

Figure 14 : Nombre de victimes d'homicide volontaire pour 100.000 habitants, par sexe [Indicateur 16.1.1]



Source : Créé par les auteurs à partir de données extraites de la base de données mondiale SDG.
Source originale : Département des opérations de maintien de la paix (UN-DPKO)

⁶⁹Commission de statistique sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030, "Cadre mondial d'indicateurs relatifs aux objectifs et aux cibles du programme de développement durable à l'horizon 2030," https://unstats.un.org/sdgs/indicators/Global%20Indicator%20Framework_A.RES.71.313%20Annex.French.pdf.

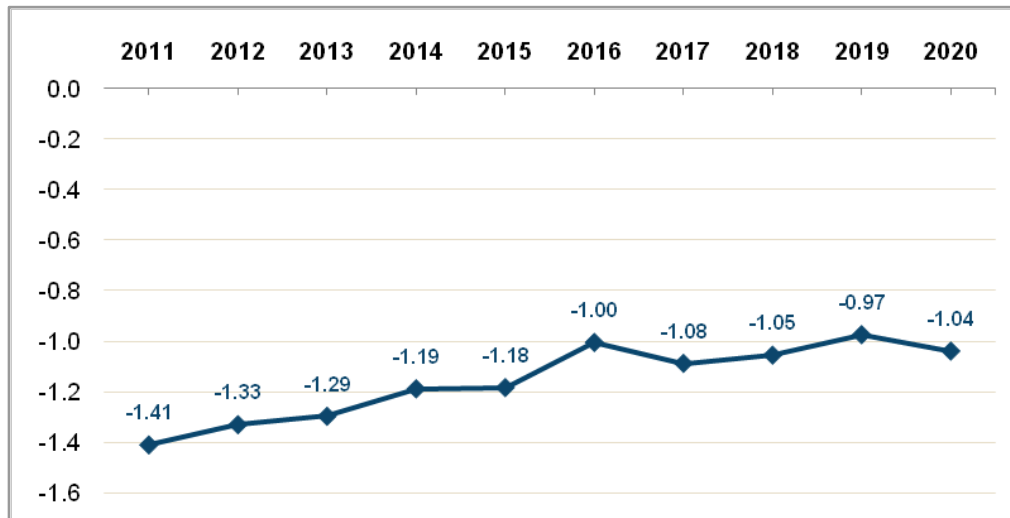
⁷⁰OSAC et Regional Security Office at the U.S. Embassy in Port-au-Prince, "Haïti 2020 Crime & Safety Report," 2020.

⁷¹OFPRA, "La situation sécuritaire," août 2016, https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/1608_hti_situationsecuritaire.pdf.

⁷²UNSTAT, "SDG Country Profiles."

⁷³Banque Mondiale, "Rule of Law by Country, around the World," TheGlobalEconomy.com, 2021, https://www.theglobaleconomy.com/rankings/wb_ruleoflaw/.

Figure 15 : Indice de l'État de droit en Haïti



Source : Créé par les auteurs à partir de données extraites de The Global Economy. (2020). Rule of law by country, around the world. TheGlobalEconomy.Com. https://www.theglobaleconomy.com/rankings/wb_ruleoflaw/

Le pays connaît un regain de violences depuis 2019, ainsi qu'une perte de confiance dans l'efficacité du Gouvernement, notamment à faire face à la corruption. Avec la résurgence des manifestations et des émeutes en 2019 pendant le *peyi lòk*, l'indicateur visant la diminution des conflits et des morts associées a mauvaise mine : depuis 2018, les chiffres faisant état de la violence sont en perpétuelle augmentation. Selon les données ACLED (Armed Conflict Location & Event Data Project, en anglais)⁷⁴, Haïti a connu entre début 2018 et fin 2021, 654 événements violents contre les civils (enlèvements, attaques, violences sexuelles) faisant 725 victimes et enregistré 408 heurts tels que conflits armés, reprise de territoire par le Gouvernement et par des agents non-étatiques causant la mort de 408 personnes. Le pays a également vu éclater 726 émeutes pendant lesquelles 208 personnes sont décédées⁷⁵.

Par ailleurs, l'indice d'efficacité du Gouvernement ne cesse de diminuer depuis 2005 atteignant l'un des pires scores du monde en 2020, juste avant la Somalie et le Yémen⁷⁶. L'indicateur visant la réduction de la corruption faiblit, avec un indice de perception de la corruption (IPC) en Haïti relativement stable mais élevé. Le classement du pays comparativement aux 180 pays se détériore nettement, passant de la 89ème place en 2002 à la 170ème en 2020⁷⁷. Concernant la garantie de l'accès public à l'information et la protection des libertés fondamentales, Reporters Sans Frontières reconnaît que les journalistes haïtiens manquent de ressources financières et ne bénéficient pas du soutien des institutions ni d'un accès facile à l'information⁷⁸. En 2021, Haïti se classe 87ème sur 180 au classement mondial de la liberté de la presse, alors que le pays occupait la 49ème place en 2013.

⁷⁴ACLED, "Full Dashboard," ACLED (blog), 2022, <https://acleddata.com/dashboard/>.

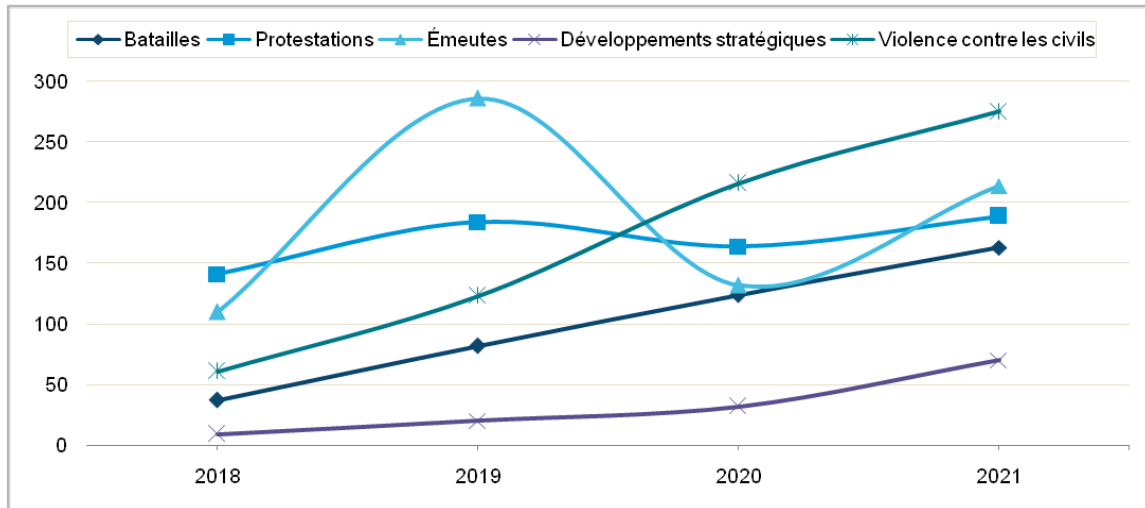
⁷⁵D'après les commentaires reçus sur cette étude, il est probable que ces chiffres soient sous-estimés, puisque des corps de personnes manquantes n'ont pas été retrouvés, et du fait de l'inaccessibilité de certaines zones du pays.

⁷⁶The Global Economy, "Government Effectiveness by Country, around the World," TheGlobalEconomy.com, 2020, https://www.theglobaleconomy.com/rankings/wb_government_effectiveness/.

⁷⁷"Haïti - Indice de Perception de La Corruption 2020 | Countryeconomy.Com," consulté le 15 décembre 15, 2021, <https://fr.countryeconomy.com/gouvernement/indice-perception-corruption/haïti>.

⁷⁸Reporters sans frontières, "Haïti : Un environnement de travail dangereux et précaire," RSF, 2021, <https://rsf.org/fr/haïti>.

Figure 16 : L'évolution de la violence en Haïti entre 2018 et 2021.



Source : Créé par les auteurs à partir de données extraites d'ACLED (Armed Conflict Location and Event Data Project)

En ce qui concerne la part de la population victime de violences physiques, psychologiques ou sexuelles, 4,8% des femmes âgées de 18 à 29 ans ont subi des violences sexuelles avant l'âge de 18 ans en 2017. La même année, la part d'enfants âgés de 1 à 14 ans ayant subi récemment des châtiments corporels et/ou des agressions psychologiques de la part des aides-soignantes était de 83,2%. Ces données permettent d'avoir une vue d'ensemble sur les pratiques des violences mais aucune donnée antérieure et postérieure n'existe pour évaluer l'évolution de ces phénomènes.

Par ailleurs, en 2017, il y avait environ 84,8% d'enfants de moins de 5 ans dont les naissances ont été enregistrées auprès d'une autorité civile. L'absence d'un registre complet de la totalité d'enfants nés rend difficile leur accès aux services de l'État (éducation, santé). Du côté des autorités, ce manque d'information limite leur capacité à créer des statistiques vitales et développer des plans pour leur donner accès aux services.

Sur la période 2000-2020, les dépenses publiques représentaient en moyenne environ 18,2% du PIB haïtien⁷⁹. À titre de comparaison, la moyenne mondiale en 2020 sur la base de 150 pays était de 17,1 %⁸⁰. Selon les données du FMI, les dépenses publiques représentaient en 2000 10,7% du PIB et ont cru jusqu'en 2013, atteignant cette année près de 28% du PIB. On observe par la suite une baisse des dépenses jusqu'en 2017 (17,7% du PIB) puis de nouveau une augmentation attendue à 22% en 2022. Avec la survenue de chocs multiples, de différente nature, la communauté internationale s'est mobilisée pour accompagner Haïti dans sa reconstruction. Selon les données de l'OCDE (2020), Haïti a reçu 3 945 millions de dollars américains en 2010 d'ADP après le tremblement de terre. Depuis, les APD ne cessent de diminuer, passant de 1 646 millions de dollars américains à 1 043 en 2018 (voir section Défis et déterminants, le rôle de l'aide internationale). Le tremblement de terre de 2010, l'ouragan de 2017 et la pandémie mondiale de la COVID-19 ont suscité des financements conséquents mais une gestion opaque des finances empêche leur transformation en développement durable.

⁷⁹FMI, "Entire World Economic Outlook Database," 2020, https://public.opendatasoft.com/explore/dataset/entire-world-economic-outlook-database/export/?refine.country=Haïti&sort=-weo_country_code&refine.subject_descriptor=General+government+total+expenditure.

⁸⁰Global Economy, "Haiti: Government Spending, Percent of GDP," 2020, https://www.theglobaleconomy.com/Haiti/Government_size/.

Les problèmes de gouvernance politique en Haïti persistent indépendamment de tout changement dans l'agenda de développement international (voir section progrès et difficultés sur la gouvernance politique). Si la transition des OMD vers les ODD n'a pas permis d'améliorer la situation d'instabilité politique, son mode d'évaluation a quant à lui été amélioré, permettant une meilleure compréhension des progrès et des manquements dans la gouvernance politique. Toutefois, il reste difficile d'évaluer la situation politique du pays avec des indicateurs et des cibles de développement peu suivis et peu répertoriés. Depuis 2018, le pays est agité par des manifestations sans précédent (période du *peyi lòk*) atteignant son paroxysme lors de l'assassinat du président Jovenel Moïse en juillet 2021. Ce mouvement populaire atteste des problèmes de gouvernance évoqués, mais il témoigne également de la volonté des citoyens haïtiens de changer les dynamiques du pouvoir établi et de voir se mettre en place une meilleure gouvernance pour assurer un développement inclusif et durable.

Perception de l'évolution de la gouvernance politique

Selon le sondage citoyen à propos de l'ODD 16 en Haïti, plus de 9 interrogés sur 10 (92,78%) ne sont pas satisfaits de la situation politique. Près d'un tiers des sondés (32,67%) tient pour responsable le Gouvernement et plus de 15% le secteur privé des affaires de la situation politique. La plupart des interrogés (84,7%) sont insatisfaits de la performance des principales institutions du pays. Concernant l'action de l'Unité de Lutte contre la Corruption, plus de 8 interrogés sur 10 (81,49%) ne sont pas satisfaits de sa performance. Ce niveau d'insatisfaction de la performance des institutions concerne également les organisations civiles et non gouvernementales, avec des scores avoisinant les 80%. Face à ce tableau négatif dépeint par les sondés, plus de la moitié d'entre eux (57,11%) ont répondu favorablement à une éventuelle participation à des manifestations publiques contre un tiers (33,97%) qui ne voudraient pas y participer. Concernant la situation sécuritaire en Haïti, 94,38% des interrogés la jugent mauvaise voire très mauvaise. Pour les répondants résidant en milieu urbain, les plus fortes menaces pour leur famille sont pour environ 30% d'entre eux le crime organisé et les gangs armés et pour 1 personne sur 4 les enlèvements.

Selon l'enquête OMD-ODD sur la perception, environ deux tiers des interrogés considèrent que la transition des OMD aux ODD n'a pas eu ou a eu un impact faible sur la politique menée par le Gouvernement. Plus de 7 interrogés sur 10 estiment que la gouvernance politique s'est détériorée entre 2000 et 2010 et ce sont près de 9 interrogés sur 10 qui font ce constat sur la période 2011-2021. Les raisons de cette détérioration sont hétérogènes, en revanche une grande partie des interrogés citent la gouvernance politique comme frein à la progression des autres thématiques. Il semblerait ainsi que la gouvernance politique soit à l'origine du difficile progrès vers les objectifs fixés. Dans ce contexte, la mise en place d'institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux comme le souhaite une cible de l'ODD 16 ne semble pas en voie de progression.

8. Développement urbain : villes et communautés durables et résilientes

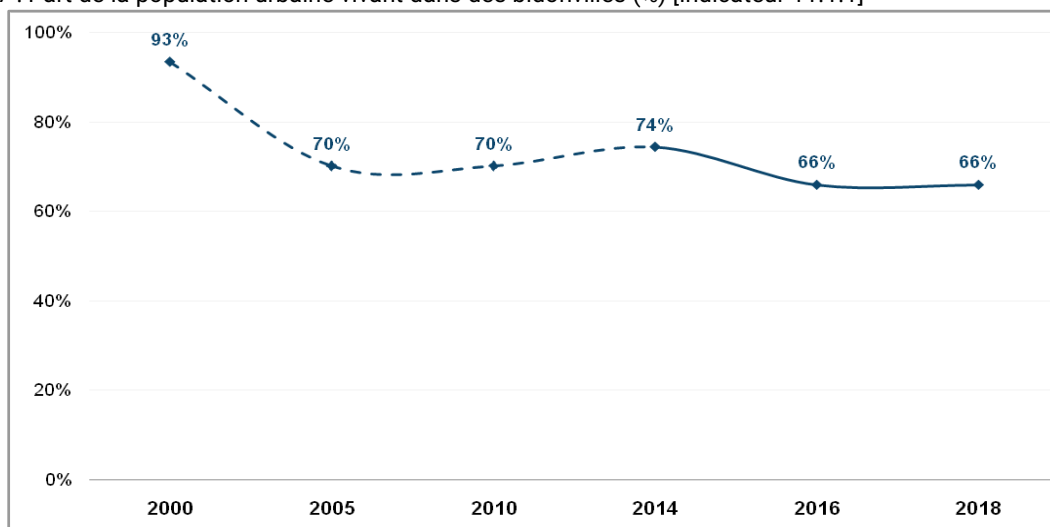
Thématique	OMD	ODD
8. Développement urbain: villes et communautés durables et résilientes		Objectif 9 : Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation Objectif 11 : Villes et communautés durables

Avec l'avènement des ODD, l'importance des villes et des infrastructures résilientes est désormais soulignée, à travers les ODD 9 et 11. Plus que jamais, la territorialisation est mise en valeur⁸¹. En Haïti, l'urbanisation est un phénomène relativement récent et est moins marqué que dans le reste

⁸¹Calixte, "Appui à l'accélération de la mise en œuvre des ODD."

du continent (le taux de la population vivant dans des zones urbaines est passé de 10% en 1950 à 57% en 2015⁸²). Il s'agit néanmoins d'un phénomène crucial pour comprendre les dynamiques territoriales, notamment en termes de pauvreté et de sécurité. Selon un des deux indicateurs disponibles, la part de la population urbaine vivant dans des bidonvilles a diminué, après une décennie de stagnation dans les années 1990, passant de 93,4% en 2000 à 70,1% en 2005. Après une seconde période de stagnation entre 2005 et 2014 (avec une légère augmentation), la part de la population urbaine vivant dans des bidonvilles a de nouveau diminué entre 2014 et 2016 pour s'établir à 65,9% en 2018 (c.f. Figure 17).

Figure 17 : Part de la population urbaine vivant dans des bidonvilles (%) [Indicateur 11.1.1]



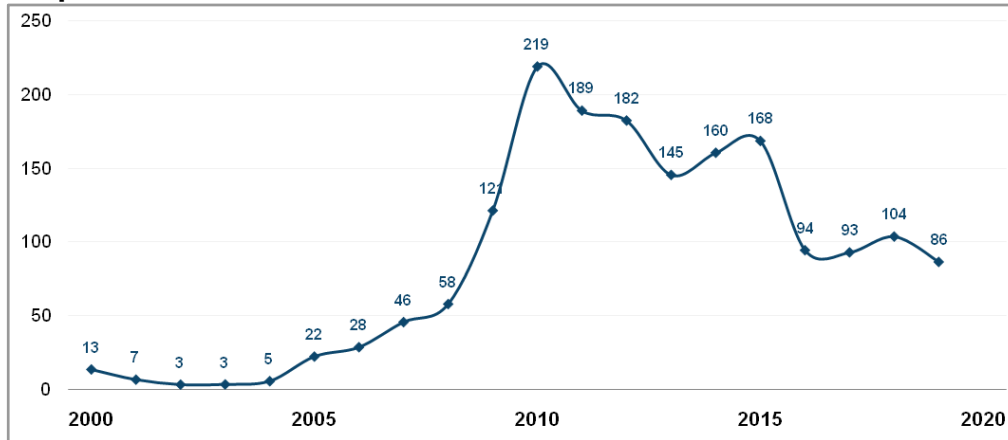
Source : Créé par les auteurs à partir de données extraites de la base de données mondiale SDG.
Source originale : United Nations Human Settlements Programme (UN-HABITAT)

En ce qui concerne la résilience des communautés en termes d'infrastructures et de moyens de subsistance (industrialisation et innovation), les données sont peu nombreuses et peu concluantes. La valeur ajoutée manufacturière proportionnellement au PIB est passée de 6,7 % en 2010 à 7,8 % en 2019, n'attestant pas de progrès significatifs. En ce qui concerne les réseaux de téléphonie mobile, les indicateurs disponibles montrent des progrès irréguliers en termes d'infrastructures. En 2018, 61,0 % de la population étaient couverts par au moins un réseau mobile 2G, 60 % étaient couverts par au moins un réseau mobile 3G et 30 % étaient couverts par au moins un réseau mobile 4G⁸³. Récemment, le total des flux officiels pour les infrastructures montre une augmentation régulière depuis 2005 et une hausse abrupte entre 2008 et 2010 (avec son pic cette dernière année). Dès lors, le financement des infrastructures a diminué de façon irrégulière. Ni le changement dans l'agenda de développement, ni la priorité accordée à l'ODD 9 ne semble avoir renforcé la résilience des communautés ou accru le financement (c.f. Figure 7.2).

⁸²Banque Mondiale, "Urban Population (% of Total Population) - Haiti | Data," consulté le 24 janvier, 2022, <https://data.worldbank.org/indicator/SP.URB.TOTL.IN.ZS?locations=HT>.

⁸³UNSTAT, "SDG Country Profiles."

Figure 18 : Total des flux officiels pour les infrastructures, (millions de dollars américains constants de 2019)
[Indicateur 9.a.1]



Source : Créé par les auteurs à partir de données extraites de la base de données mondiale SDG.
Source originale : OCDE, base de données CRS, 2021

Perception de l'évolution du développement urbain⁸⁴

Selon le sondage citoyen, la perception du rôle des collectivités territoriales est mauvaise avec 60,9% des enquêtés qui estiment que la mairie ne travaille pas du tout selon les priorités des citoyens et 69,6% rapportent des opinions négatives sur l'institution. L'enquête ne fournit pas d'autres informations sur cette thématique.

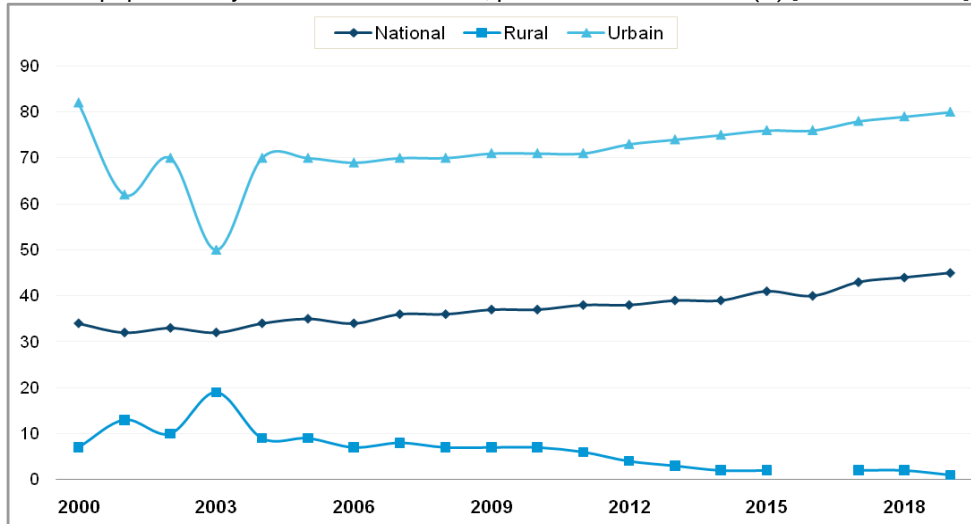
9. Développement durable / Transition vers l'économie circulaire

Thématique	OMD	ODD
9. Développement durable / Transition vers l'économie circulaire		Objectif 7 : Recours aux énergies renouvelables Objectif 12 : Consommation et production responsables

L'ODD 7 sur l'énergie propre à un coût abordable et l'ODD 12 sur la consommation et la production durable cherchent à soutenir le développement durable et l'économie circulaire. En Haïti, l'accès à l'électricité a connu une faible croissance au cours des vingt dernières années. Bien que l'accès soit relativement élevé dans les zones urbaines malgré une faible croissance (entre 70% et 80% entre 2000 et 2019), les zones rurales connaissent un accès limité (en dessous de 10% dans la même période), et qui de plus est, décroît avec le temps. Cette importante disparité entre les zones urbaines et rurales fait que la moyenne nationale d'accès à l'électricité avoisine les 40% entre 2000 et 2019.

⁸⁴Le nombre de réponses de l'enquête OMD-ODD n'est pas suffisant pour cette thématique.

Figure 19 : Part de la population ayant accès à l'électricité, par zone urbaine/rurale (%) [Indicateur 7.1.1]



Source : Créé par les auteurs à partir de données extraites de la base de données mondiale SDG.

Source originale : Banque mondiale

L'efficacité énergétique du pays, mesuré à travers le proxy de l'offre énergétique sur le PIB en parité de pouvoir d'achat (PPA), montre une perte d'efficacité entre 2000 et 2017, passant de 5,7 à 10,35 mégajoules/dollar du PIB en PPA 2011⁸⁵. A noter également que cette mesure dépend fortement des catastrophes naturelles et justifie la perte en efficacité. En outre, entre 2000 et 2017, la part d'énergie renouvelable sur la consommation totale était de 76%, avec un pic de 83,1% en 2012⁸⁶. L'augmentation observée reste à nuancer : seulement 40% de la population à accès à l'électricité et les ménages continuent d'utiliser du kérosène, charbon et du bois pour se doter d'énergie et cuisiner.

Dans ce contexte, la consommation apparente intérieure de matières en Haïti a augmenté relativement au PIB, passant de 1,7 à 2,2 kg par dollar réel du PIB en 2010⁸⁷. L'accroissement le plus important a eu lieu en 2010 où l'indicateur est passé à 2.25 kg/dollar réel du PIB en 2010, et s'est maintenu au-dessus de 2 kg par la suite. Cette variable a aussi augmenté proportionnellement à la population, passant de 1,3 à 1,6 tonnes métriques par habitant entre 2000 et 2017. Ces résultats sont alignés avec les besoins continus pour la reconstruction du pays à la suite des catastrophes traversées par le pays.

Les flux financiers pour le développement des énergies propres (recherche et production) ont présenté des fluctuations importantes au cours de la période. Alors qu'en 2000 les fonds équivalaient un montant de 0,8 millions de dollars (réels de 2018), en 2009 ce montant s'est accru à 15,1 millions, puis à 31,9 millions en 2011, 49,6 millions en 2015 et 26,4 millions en 2017, pour ensuite baisser à 0.8 millions en 2018. Par ailleurs, les subventions pour la production des énergies fossiles avant taxe ont diminué, passant de 2,7% à 2,38% du PIB entre 2000 et 2017. Ces fluctuations ne se sont pas traduites en un accroissement dans l'accès à l'électricité, qui est pourtant prioritaire.

⁸⁵UNSTAT, "SDG Country Profiles".

⁸⁶UNSTAT.

⁸⁷UNSTAT.

Figure 20 : Flux financiers internationaux vers les pays en développement à l'appui de la recherche et du développement en matière d'énergie propre et de la production d'énergie renouvelable, y compris dans des systèmes hybrides (en millions de dollars constants des États-Unis) [Indicateur 7.a.1]



Source : Créé par les auteurs à partir de données extraites de la base de données mondiale SDG.

Source originale : Base de données statistiques du CAD, 2021, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et base de données IRENA sur les finances publiques, 2021, Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA).

Le pays fait toujours face à un défi énergétique important. La population a un accès limité à l'électricité alors que les besoins énergétiques et de consommation du pays continuent d'accroître, en grande partie à cause des catastrophes naturelles et de la croissance démographique. Certes le montant du financement semble aligné avec les besoins résultant des désastres naturels, mais les sommes octroyées sont irrégulières. Dès lors, il n'est pas possible d'établir un lien entre le financement et la transition dans l'agenda des OMD vers les ODD.

Perception de l'évolution du développement durable et la transition vers l'économie circulaire ⁸⁸

Selon le sondage citoyen, les Haïtiens ont des perceptions plutôt négatives sur l'évolution de l'approvisionnement en électricité en 2022, avec 35,5% des individus dénonçant une détérioration et 20,15% qui n'observent pas de changement notable. Les réponses obtenues sont comparables entre les zones rurales (32,7% observent une détérioration et aucun changement n'est perceptible pour 20% des répondants) et les zones urbaines (la situation se détériore pour 38,7% et environ 17% ne voient pas de changement). La part des individus anticipant des améliorations est très faible (<15%), particulièrement en zones rurales où l'accès à l'électricité est d'autant plus urgent que dans les zones urbaines.

⁸⁸Le nombre de réponses de l'enquête OMD-ODD n'est pas suffisant pour cette thématique.

VI. DEFIS ET DETERMINANTS : QUELS SONT LES FACTEURS EXPLICATIFS STRUCTURELS ?

Les problèmes de gouvernance semblent constituer le principal obstacle au développement humain et vers la pleine réalisation des ODD en Haïti. On peut identifier trois phénomènes qui se renforcent mutuellement et créent un environnement hostile à la définition et à la mise en œuvre des politiques de développement : la faiblesse des institutions, la corruption, et l'insécurité croissante.

A. LA GOUVERNANCE EN HAÏTI

1. L'instabilité et l'imprévisibilité de la gouvernance

L'ODD 16 vise à assurer le respect de la paix, de la justice et la présence d'institutions efficaces. Cet objectif a été évalué comme prioritaire en Haïti, considérant une gouvernance stable et inclusive comme prérequis à la résolution des autres objectifs. Haïti est un régime semi-présidentiel, organisé autour d'une Constitution rédigée en 1987 et amendée en 2011⁸⁹. Avant l'adoption de cette Constitution, le pays a dû affronter des gouvernements autoritaires, à l'image du duvaliérisme⁹⁰ entre 1957 et 1986, et des périodes de fortes instabilités, comme le *peyi lòk* qui a secoué le pays entre 2018 et 2019, ou plus récemment l'assassinat du président Jovenel Moïse en juillet 2021⁹¹. Entre 1986 et 2014, 18 régimes et/ou présidents se sont succédés, rendant difficile la mise en place de mécanismes institutionnels et de politiques fondamentales essentielles au développement⁹². Ainsi, malgré une délimitation démocratique du pouvoir, la vie politique à Haïti demeure instable et imprévisible.

Histoire politique haïtienne, en bref

Depuis son indépendance proclamée en 1804, et après la disparition tragique de Jean-Jacques Dessalines, le père de l'État d'Haïti alors empire, le pays a connu divers modèles de gouvernements et est, de nos jours, une République organisée autour d'une Constitution rédigée en 1987 et amendée en 2011⁹³, résultant de la contestation populaire de 1986. En 1957, François Duvalier instaure un régime autoritaire qui exerce une sévère répression contre toute forme d'opposition. À la mort de Duvalier, en 1971, son fils Jean-Claude lui succède à la tête du pays. Il faut attendre 1986 avant que la contestation, qui s'amplifie depuis quelques années, n'entraîne le départ de Duvalier en exil. La Constitution de 1987 prévoit des réformes démocratiques, mais les militaires reprennent le contrôle du pays qui est brièvement dirigé par un président élu, Jean-Bertrand Aristide, en 1990-1991. Forcé à l'exil par l'armée, celui-ci revient au pouvoir en 1994 avec l'appui des Américains. Malgré la tenue d'élections, la vie politique en Haïti demeure cependant instable et imprévisible. Des manifestations secouent le pays en 2018 et 2019, alors que les premiers ministres continuent de se succéder après de courtes présences au pouvoir. En juillet 2021, le pays est perturbé par

⁸⁹Université de Sherbrooke, "Haïti | Pays | Perspective Monde," 2017, <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMPays?codePays=HTI>.

⁹⁰Après un putsch en 1957, Haïti connaît un régime caractérisé par une politique répressive et autoritaire jusqu'en 1986. Le duvaliérisme tire ses racines du nom du dictateur François Duvalier dit « Papa Doc » et de son fils Jean-Claude Duvalier, dit « Baby Doc » au pouvoir entre 1971 et 1986. Ce régime interdit les partis d'opposition, s'appuie sur une partie de l'armée et une milice paramilitaire (les Tontons Macoute) pour faire régner l'ordre.

⁹¹Université de Sherbrooke, "Haïti | Pays | Perspective Monde."

⁹²Raju Jan Singh and Mary Barton-Dock, "Haiti, Toward a New Narrative, Systematic Country Diagnostic," The World Bank, consulté le 17 novembre, 2021, [https://www.dropbox.com/sh/q2jzqm4w55y4leq/AAbjtiJLGKjklpz7or3L6_K4a?dl=0&preview=2015+WB++Towards+a+new+country+narrative+\(1\).pdf](https://www.dropbox.com/sh/q2jzqm4w55y4leq/AAbjtiJLGKjklpz7or3L6_K4a?dl=0&preview=2015+WB++Towards+a+new+country+narrative+(1).pdf).

⁹³Université de Sherbrooke, "Haïti | Pays | Perspective Monde."

un nouveau bouleversement politique lorsque le président Jovenel Moïse est assassiné par un commando qui s'est introduit sans résistance dans sa propriété⁹⁴.

Le fonctionnement du régime semi-présidentiel en Haïti semble contraindre l'efficacité de l'action publique. Le professeur de droit public Pierre Égéa estime par exemple que l'équilibre recherché par la Constitution de 1987 entre un régime présidentiel élu au suffrage universel direct et un régime parlementaire fondé sur la responsabilité du gouvernement devant le Parlement fragilise la gouvernance politique en Haïti⁹⁵. Selon cette perspective, le Président de la République, non responsable devant le Parlement alors que les attentes placées en lui sont fortes, est largement dépossédé de son pouvoir de conduire la politique nationale au profit du Premier Ministre chargé d'élaborer et de coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale, mais dont la marge de manœuvre face aux parlementaires est limitée. Par ailleurs, un tel régime semi-présidentiel paraît peu adapté à un climat politique divisé, où la cohabitation résultant du fort multipartisme est fréquente. Si la coexistence de nombreux partis politiques peut être vue comme un signe de vitalité démocratique, leur grand nombre, leur taille réduite, et leur durée de vie limitée, peuvent également attester et participer d'un manque de dialogue, de coopération et d'alliance politiques⁹⁶.

En outre, le non-respect de l'alternance politique en Haïti est un fait aussi commun que problématique, puisque presque tous les Présidents ont essayé de rester au pouvoir au-delà de leur mandat, ou ont gouverné par décret. À titre d'exemple, le Président Moïse n'a pas organisé d'élections législatives en 2019, a provoqué la dissolution du Parlement début 2020, et a ensuite gouverné par décret. Le président Moïse a par la suite proposé de réformer la Constitution, en suggérant par exemple de remplacer le Premier ministre par un Vice-Président pour plus de coopération et une plus grande efficacité⁹⁷. Son assassinat tragique en juillet 2021 peut marquer un tournant dans la vie politique haïtienne et fournir l'occasion de repenser l'exercice du pouvoir.

La dissonance entre le cadre légal et la pratique réelle du pouvoir explique en grande partie l'instabilité politique. Malgré l'existence formelle d'institutions et de règles devant garantir le fonctionnement de l'État et l'équilibre des pouvoirs exécutif, législatif, et judiciaire à cette fin, la pratique semble autre. Un exemple communément rapporté est l'ingérence des parlementaires dans les affaires gouvernementales⁹⁸. Le rapport des États Généraux sectoriels de la nation, dénoncent les failles dans la séparation des pouvoirs et l'absence de contrepoids au pouvoir⁹⁹. Concernant la branche judiciaire, selon Freedom House, les institutions de justice sont sous-financées et inefficaces, avec une impunité importante, combinée à une surpopulation carcérale et à un recours excessif à la détention préventive prolongée¹⁰⁰. Le CSI conclut dans son rapport de 2020 que le gouvernement haïtien dispose des institutions nécessaires pour remplir les fonctions clés de l'État, mais qu'un centre de gouvernement fragmenté, avec peu de collaboration

⁹⁴Université de Sherbrooke.

⁹⁵"Pour sortir Haïti de l'impasse, l'espace démocratique doit être restauré," La Libre.be, 27 octobre 2020, <https://www.lalibre.be/debats/opinions/2020/10/27/pour-sortir-haiti-de-limpasse-lespace-democratique-doit-etre-restaure-6LXQQLGHOFAPDKSAHSC3JBQTWA/>.

⁹⁶Wenche Iren Hauge for Peace Research Institute Oslo, "Haiti: A Political Economy Analysis" (Norwegian Institute of International Affairs, 2018).

⁹⁷Edwidge Danticat, "Haitians Are at an Impasse Over the Country's Future ambiguities" New Yorker, 19 février, 2021, <https://www.newyorker.com/news/news-desk/haitians-are-at-an-impasse-over-the-countrys-future>.

⁹⁸États Généraux Sectoriels de la Nation, "Gouvernance Politique, Économique et Socioculturelle Diagnostics et Perspectives de Réformes," mars 2019, <https://www.haitilibre.com/docs/EGSN-RAPPORT-15-Avril-19-Gouvernance-politique-economique-socioculturelle.pdf>.

⁹⁹États Généraux Sectoriels de la Nation.

¹⁰⁰Équipe Pays des Nations-Unies, "Rapport de résultats 2020."

institutionnelle et un système de planification fragile, limite la capacité du gouvernement à relever les défis multidimensionnels et à atteindre ses objectifs stratégiques.

La Constitution consacre la République d'Haïti comme un État décentralisé afin d'améliorer la gouvernance à tous les niveaux¹⁰¹, à travers la mise en place de trois niveaux de collectivités territoriales : la section communale, la commune et le département¹⁰². Toutefois, ce processus de décentralisation est partiellement réalisé dans un paysage institutionnel complexe. À titre d'exemple, pas moins de sept ministères sont impliqués dans la gestion de l'eau¹⁰³. Bien qu'Haïti dispose d'une Constitution assurant l'État de droit, les institutions y sont considérées comme peu efficaces et souvent tenues par un pouvoir jugé autoritaire et répressif contrôlé par une poignée d'individus puissants¹⁰⁴. De nombreuses sources estiment que la société et l'économie haïtiennes pâtissent des luttes entre des élites nationales qui s'affrontent pour le contrôle des secteurs de l'énergie (pétrole, électricité), la sous-traitance (textile) et le contrôle des institutions publiques¹⁰⁵.

La faiblesse de l'État et de ses institutions ne favorise pas l'adoption d'une stratégie nationale de développement et la conduite de politiques de long terme. Si la contestation de 1986 et le tremblement de terre de 2010 furent considérés un temps comme de potentiels tournants majeurs, ces opportunités n'ont pas su être saisies. Outre l'instabilité, l'ordre social haïtien repose sur une structure verticale fortement hiérarchisée, où les relations bilatérales patron-client priment, pouvant être considéré comme un obstacle à la cohésion sociale et à l'action collective¹⁰⁶. Dans son rapport de 2020, le CSI estime que le cadre légal est anachronique, menant à des chevauchements de mandats notamment. À titre d'illustration, les incohérences de la Constitution sont dénoncées et utilisées par ses adeptes et ses détracteurs, menant à des protestations populaires. Par exemple, l'ambiguïté autour de l'article 134-2 amendé en 2011 concernant la date de fin de mandat du Président a provoqué des manifestations d'une ampleur sans précédent exigeant le départ du Président Jovenel. Ainsi, le pouvoir constituant en place après de 2011, voulant protéger le « temps constitutionnel » des aléas de la vie politique saccadée, a plutôt aggravé le problème.

Les difficultés des autorités haïtiennes à maintenir l'ordre ont conduit à des interventions militaires extérieures. Dans les années 1994-1995, le gouvernement Aristide rétabli et soutenu par les États-Unis a procédé à la démobilisation des Forces armées d'Haïti, alors considérée comme un agent corrompu de répression politique¹⁰⁷. De 2004 à 2017, la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) et la Police nationale d'Haïti (PNH) constituent les seuls corps armés sur le territoire national avec un début de remobilisation de l'armée. Cette mission a été remplacée en 2017 par la Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti (MINUJUSTH) jusqu'en 2019.

¹⁰¹OCDE, "Ébauche Préliminaire de l'examen Sur La Gouvernance Publique En Haïti - Chapitre 2 : L'utilisation des données probantes dans la planification stratégique et budgétaire."

¹⁰²États Généraux Sectoriels de la Nation, "Gouvernance Politique, Économique et Socioculturelle Diagnostics et Perspectives de Réformes."

¹⁰³OCDE, "Ébauche préliminaire de l'examen sur la gouvernance publique en Haïti - Chapitre 3 : Gouvernance Multi-Niveaux," 2021.

¹⁰⁴AlterPresse, "La faiblesse des institutions d'Haïti mise en relief dans l'affaire Guy Philippe," avril 2017, <https://www.alterpresse.org/spip.php?article21561>.

¹⁰⁵"Opinion | Qui contrôle l'Haïti d'aujourd'hui ?", AyiboPost (blog), 15 février, 2021, <https://ayibopost.com/opinion-qui-contrôle-lhaïti-daujourd'hui/>.

¹⁰⁶World Bank, "Country Partnership Framework for the Republic of Haiti for the Period FY16-FY19," août 2015, <https://documents1.worldbank.org/curated/en/673911467986337757/pdf/98132-CPS-IDA-R2015-0243-IFC-R2015-0256-MIGA-R2015-0076-Box393199B-OUO-9.pdf>.

¹⁰⁷Jon Lee Anderson, "Haiti Since the Earthquake," The New Yorker, 24 janvier, 2016, <http://www.newyorker.com/magazine/2016/02/01/aftershocks-letter-from-haiti-jon-lee-anderson>.

Les institutions destinées à la lutte contre la corruption sont peu efficaces et la législation anti-corruption existante ne semble pas être appliquée de manière adéquate¹⁰⁸. L'indice de perception de la corruption (IPC) 2019, publié par Transparency International, classe Haïti en 168ème place sur 180 pays, aux côtés de la Libye et de la République Démocratique du Congo. Les mécanismes transparents de financement des activités politiques sont insuffisants. Sur 232 présidents et ministres sur la période 2008- 2018, moins de la moitié a soumis une déclaration de patrimoine¹⁰⁹ au début de leur mandat, et seulement 11 % l'ont fait à la fin de leur mandat, comme l'exige pourtant la loi. Parmi les contrôleurs fiscaux, 99% n'ont pas soumis de déclaration de patrimoine, tout comme 97% des sénateurs et 93% des députés. Depuis la création de l'Unité de lutte contre la corruption (ULCC) en 2004, seuls 39 cas ont été poursuivis par la justice. En 2018, l'UCREF (Unité Centrale de Renseignements Financiers) a déclaré avoir reçu environ 400 rapports d'activités financières suspectes, mais en a transmis moins de douze à la justice. Selon le Groupe d'action financière des Caraïbes (GAFIC), Haïti n'a enregistré aucune poursuite ou condamnation réussie pour des infractions de blanchiment d'argent au cours des cinq dernières années pour lesquelles des données sont disponibles (2014-18)¹¹⁰, bien que ces pratiques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme soient répandues dans le pays¹¹¹.

Plusieurs sources considèrent ainsi que la corruption systématisée fait d'Haïti une "kleptocracy"¹¹². L'arrivée au pouvoir de Martelly en 2011, à la suite du tremblement de terre de 2010, fut tout d'abord perçue comme l'occasion d'un nouveau départ compte-tenu des besoins et ressources pour la reconstruction du pays. Au cours de cette période, où le pays a effectivement perçu des montants très importants d'aide internationale (voir les nuances sur l'aide internationale dans la sous-section suivante), quelques progrès ont été enregistrés, dont le quintuplement des recettes du tourisme et la construction de de nombreuses écoles, hôpitaux et routes¹¹³. Néanmoins, le mandat de Martelly fut marqué par une corruption endémique, avec entre autres le scandale Petrocaribe né de la dénonciation par la Cour des Comptes de la gestion frauduleuse des quelque 2 milliards de dollars versés par le Venezuela à Haïti entre 2008 et 2016¹¹⁴.

Le scandale Petrocaribe

De nombreuses analyses ont révélé la mauvaise utilisation des fonds Petrocaribe dans les années qui ont suivi le tremblement de terre de 2010 en Haïti¹¹⁵. Mis en place à l'initiative de l'ancien président Vénézuélien Hugo Chavez, le programme Petrocaribe permet à de multiples pays d'Amérique latine et des Caraïbes de bénéficier de prêts vénézuéliens dans le cadre d'un système de livraison préférentielle de pétrole. Les six administrations haïtiennes qui se sont succédé depuis 2008 auraient ainsi dépensé 2 milliards de dollars sans pour autant investir dans les services publics¹¹⁶. Dans deux rapports publiés en janvier et mai 2019, la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif (CSCCA) a présenté les détails de son enquête sur l'utilisation de 77 % (soit 1,6 milliard de

¹⁰⁸FONDASYON JE KLERE (FJKL), "La loi portant déclaration de patrimoine, un engagement citoyen" (FONDASYON JE KLERE (FJKL), 2019), <https://fjkl.org.ht/pdf/plaidoyer-fr.pdf>.

¹⁰⁹FONDASYON JE KLERE (FJKL).

¹¹⁰CFTAF-GAFIC, "Anti-Money Laundering and Counter-Terrorist Financing Measures, Republic of Haiti, Mutual Evaluation, Report," 2019.

¹¹¹Unité Centrale de Renseignement Financier (UCREF). (2017). Rapport d'activités Exercice 2017-2018. Nations Unies. <https://ucref.gouv.ht/doc/rapport/Rapport%20d'activit%C3%A9s%20Exercice%202017-2018.pdf>

¹¹²PNUD, "SDGs AND FRAGILE STATES : THE CASE OF HAITI," août 2015, https://futureun.org/media/archive1/briefings/FUNDS_Brief32_August2015_Haiti.pdf.

¹¹³Jon Lee Anderson, "Haiti Since the Earthquake, Is the Struggling Country's Flamboyant President a Savior or a Rogue?," The New Yorker, 24 janvier 2016, <https://www.newyorker.com/magazine/2016/02/01/aftershocks-letter-from-haiti-jon-lee-anderson>.

¹¹⁴Anderson.

¹¹⁵IMF, "2019 Article IV Consultation- Press Release ; Staff Report; And Statement by the Executive Director for Haiti," avril 2020, <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2020/04/20/Haiti-2019-Article-IV-Consultation-Staff-Report-and-Statement-by-the-Executive-Director-for-49351>.

¹¹⁶PetroCaribe scandal: Haiti court accuses officials of mismanaging \$2 bln in aid", France 24, août 2020, <https://www.france24.com/en/20200817-petrocaribe-scandal-haiti-court-accuses-officials-of-mismanaging-2-bln-in-aid>

dollars américains) du total des fonds reçus dans le cadre du programme, mettant en évidence une gestion opaque et une utilisation abusive généralisées et appelant à des actions judiciaires contre les responsables¹¹⁷. Le scandale Petrocaribe a déclenché de grandes manifestations en octobre 2018, puis en février 2019, où les manifestants exigeaient une meilleure comptabilité de l'utilisation des fonds et le remplacement des personnes impliquées.

L'instabilité politique endémique favorise la montée de l'insécurité. Avec un tiers de sa capitale touchée par des violences criminelles et la présence de 95 gangs armés à Port-au-Prince¹¹⁸, Haïti doit faire face à des défis sécuritaires importants afin de protéger sa population. 171 kidnappings ont eu lieu entre janvier et avril 2021 selon l'ONU, ce qui représente un accroissement de 37% par rapport à la même période en 2020¹¹⁹. De même, les conflits armés ont augmenté de 50 cas en 2018 à 240 en 2021¹²⁰ selon les données ACLED, prouvant ainsi les menaces grandissantes de cette insécurité palpable. En réaction à cette situation sécuritaire alarmante et dangereuse avec notamment 500 000 armes illégales en circulation et 3 000 hommes affiliés à un gang¹²¹, Jovenel Moïse a créé la Commission Nationale de Désarmement, de Démantèlement et de Réinsertion (CNDDR). Cependant, cette commission aurait favorisé la création du "G9 an fanmi e alye"¹²² qui est une alliance armée très puissante de la capitale haïtienne. Le rapport de l'OFPRA en 2016 sur les gangs urbains, petits groupes de bandits régnant sur des territoires restreints, a mis en lumière les guerres de territoires, viols, meurtres et enlèvements commis par ces gangs¹²³. L'OFPRA a souligné qu'ils étaient la principale source d'insécurité en Haïti, étant aussi impliqués dans des trafics de drogue et d'armes, ensuite distribuées à la population. Les bidonvilles se politisent alors considérablement tandis que les chefs de gangs deviennent des représentants de partis politiques. Le CSI dénonce ainsi la détérioration de la situation sécuritaire, la violence liée aux gangs touchant particulièrement les communautés précaires dans les quartiers défavorisés et les grandes zones urbaines. Les habitants en situation de grande pauvreté sont en effet plus susceptibles d'être sous l'influence des gangs qui entretiennent des liens étroits avec le monde politique et le grand banditisme¹²⁴. Il déplore également l'augmentation de 20% du nombre d'homicides volontaires entre 2020 et 2021, soit 1380 cas rapportés à la police, et la création du "G9 an fanmi e alye". L'insécurité est telle en Haïti qu'un rapport de Harvard Law School International Human Rights Clinic et de l'Observatoire Haïtien des crimes contre l'humanité¹²⁵ qualifie certaines attaques de crimes contre l'humanité. Les attaques à la Saline en 2018, à Bel-Air en 2019 et à la Cité Soleil en 2020 révèlent un schéma d'une extrême violence qui n'a pas été sanctionné par l'État. Les auteurs de ces actes allant à l'encontre des droits humains n'ont pas rendu de compte au gouvernement haïtien et ont donc agi en toute impunité. Ce rapport considère que rendre des comptes est essentiel à la pérennité de l'État de droit ainsi qu'à la cessation de violations de droits humains qui ont placé les populations locales dans un état de terreur permanent.

Le narcotrafic alimente également la criminalité et l'instabilité. Malgré la création en 2002 de la Commission Nationale de Lutte contre la Drogue chargée de mettre en œuvre les politiques étatiques et une loi datant de 2001 qui criminalise le blanchiment d'argent, y compris le trafic de

¹¹⁷CSCCA, "Audit spécifique de gestion du fonds Petro Caribe," 2019.

¹¹⁸David Rich, "Qui sont les groupes armés qui terrorisent Haïti ?," France 24, juillet 2021, <https://www.france24.com/fr/am%C3%A9riques/20210708-qui-sont-les-groupes-arm%C3%A9s-qui-terrorisent-ha%C3%Afti>.

¹¹⁹David Rich.

¹²⁰Équipe Pays des Nations-Unies, "Rapport de résultats 2020."

¹²¹David Rich, "Qui Sont Les Groupes Armés Qui Terrorisent Haïti ?"

¹²²David Rich.

¹²³UNHCR, "Refworld | Haïti : Information sur la situation en matière de sécurité, y compris la criminalité et les enlèvements ; Mesures Prises Par Le Gouvernement et d'autres Intervenants Pour Lutter Contre La Criminalité (2014-juin 2018)," Refworld, consulté le 10 novembre 2021, <https://www.refworld.org/docid/5b3dd8a17.html>.

¹²⁴Équipe Pays des Nations-Unies, "Rapport de résultats 2020."

¹²⁵Harvard, Killing with Impunity : State-Sanctioned Massacres in Haiti. 2021, Harvard Law School International Human Rights Clinic Observatoire, Haïtien Des Crimes Contre l'humanité, 57.

drogues illicites, le trafic d'armes à feu, le trafic d'êtres humains et la fraude, Haïti serait la principale route de la drogue à destination des États-Unis¹²⁶. Il est cependant impossible de le mesurer, la corruption étant répandue au sein des élites économiques et politiques, dont certaines sont certainement directement impliqués dans le trafic de drogues¹²⁷. Par exemple, lors des élections présidentielles de 2016, l'UCREF a réalisé un rapport sur le candidat Moïse, soulevant des questions sur un éventuel blanchiment d'argent. Peu de temps après son installation à la présidence, Moïse a remplacé le directeur de l'UCREF.¹²⁸ L'impossible démantèlement des réseaux de trafic de drogues s'explique notamment par le fait que les trafiquants coopèrent avec les policiers haïtiens et les juges ferment fréquemment les yeux contre des pots de vins. Enfin, selon certaines sources, la lutte contre le narcotraffic entamée par Jovenel Moïse aurait en partie motivé son assassinat en juillet 2021.¹²⁹

Les manquements politiques ont créé un sentiment de lassitude chez la population et une perte de confiance dans le Gouvernement,¹³⁰ reflété par un désengagement politique lors des élections avec un taux grandissant d'abstention, par ailleurs souvent organisées au lendemain d'une catastrophe naturelle. En 2016, Moïse fut élu président avec seulement 600 000 voix sur 6,5 millions d'électeurs.¹³¹ Ce désengagement s'explique par la faible offre politique et la méfiance des citoyens quant à la capacité des élus à œuvrer pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Mais cette baisse de la participation électorale signifie que les présidents, en particulier Martelly et Moïse, ont gouverné avec une très faible légitimité politique¹³². Plus que de la lassitude, c'est de la colère qu'exprime les Haïtiens depuis 2019. La pandémie de COVID-19 a par la suite empiré la situation sécuritaire, humanitaire et politique du pays, élevant ainsi le nombre de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire à 4,4 millions d'habitants en 2021, soit 40% de la population¹³³.

¹²⁶Wenche Iren Hauge for Peace Research Institute Oslo. "Haiti : A Political Economy Analysis. Norwegian Institute of International Affairs", 2018.

¹²⁷Wenche Iren Hauge for Peace Research Institute Oslo.

¹²⁸Wenche Iren Hauge for Peace Research Institute Oslo.

¹²⁹ Maria Abi-Habib. Le président haïtien dressait une liste de narco-trafiquants. Ses tueurs l'ont saisie. The New York Times. 2021 <https://www.nytimes.com/fr/2021/12/12/world/americas/haiti-jovenel-traffic-droque.html>

¹³⁰Université d'État d'Haïti, PNUD, & MPCE. Sondage citoyen.

¹³¹Caroline Popovic. Présidentielle en Haïti : Jovenel Moïse est largement en tête mais doit patienter. France info Martinique, 2016 <https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/presidentielle-haiti-jovenel-moise-est-largement-tete-doit-patienter-421683.html>

¹³²Wenche Iren Hauge for Peace Research Institute Oslo "Haiti : A Political Economy Analysis. Norwegian Institute of International Affairs", 2018.

¹³³Équipe Pays des Nations-Unies. (2020). "Rapport de résultats 2020" (p. 10), 2018 https://haiti.un.org/sites/default/files/2021-06/RAPPORT%20EPNU%2015%20JUI%202021%20FINALE_R.pdf

Le "Peyi lòk"

Fin 2019, Haïti connaît un mouvement de protestation national désigné "Peyi lòk" en créole haïtien ("pays bloqué" en français) où des actes de désobéissance populaire sont menés dans les dix départements du pays. Haïti a connu 184 manifestations et 286 émeutes en 2019.¹³⁴

Cette révolte populaire sans précédent a émergé en réponse au mécontentement face à la montée des prix des carburants, aux taux de chômage, au pic d'inflation et aux revendications appelant le président Moïse à démissionner à la suite de l'expiration de son mandat ainsi que celles concernant la responsabilité du gouvernement devant la corruption. Les jeunes, surnommés "Pétro Challengers", sont particulièrement investis dans cette mobilisation. En outre, cette lutte regorge de symboles, à l'image des copies de la Constitution de 1987 brandie par des manifestants ou encore le commentaire viral Ayiti pa ka respire (Haïti ne peut pas respirer) partagé sur les réseaux sociaux, en référence à Georges Floyd tué par la police à Minneapolis. Ces symboles visent à dénoncer le poids de l'oligarchie haïtienne, la dépendance du pays aux États Unis et l'impunité dans les affaires de corruption et de crimes.¹³⁵

Ces événements ont provoqué l'arrêt de la production, la fermeture de 70% des écoles, la paralysie des hôpitaux qui ne pouvaient plus s'approvisionner à cause des barricades installées, accentuant un peu plus les difficultés économiques. La pandémie de COVID-19 interrompt momentanément les manifestations mais la crise culmine avec l'assassinat de Jovenel Moïse le 7 juillet 2021.

2. Le rôle de l'aide internationale

L'importante aide internationale dont bénéficie Haïti joue un rôle primordial dans son développement, aux effets complexes et aux conséquences controversées. Elle a certes permis l'afflux conséquent de fonds et de soutien technique mais est entachée de mauvaise gestion. Historiquement, le Gouvernement a eu peu de capacité d'agir (agency en anglais) pour décider de la destination des fonds. Par conséquent, l'aide au développement en Haïti est fragmentée et certaines opportunités pour surmonter les défis structurels n'ont pas pu être saisies. Cette observation est relatée dans la section état des lieux, où de manière générale, seuls de faibles progrès pour le développement du pays ont été identifiés.

Si cette section est dédiée au rôle de l'aide internationale, l'inefficacité de l'APD n'est pas analysée de manière isolée comme seule responsable de ses lacunes. Au contraire, c'est l'interdépendance entre l'aide internationale, sa gestion et un contexte socioéconomique difficile qui explique le manque d'efficacité de l'APD pour assurer le développement du pays. Ainsi, afin d'expliquer en quoi l'aide n'a pas pu favoriser le progrès, cette section fait le lien entre l'aide reçue et la manière dont elle a été gérée dans le contexte haïtien.

Haïti est devenu l'un des plus grands bénéficiaires d'APD de la région depuis 2010. À la suite du tremblement de terre, Haïti a enregistré l'afflux d'aide le plus important de la région, avec 3,921 millions de dollars (\$ US réels de 2018)¹³⁶. Ces montants ont baissé depuis, mais restent encore parmi les plus élevés. En 2019, l'APD est estimée à 726,4 millions de dollars, proche du montant

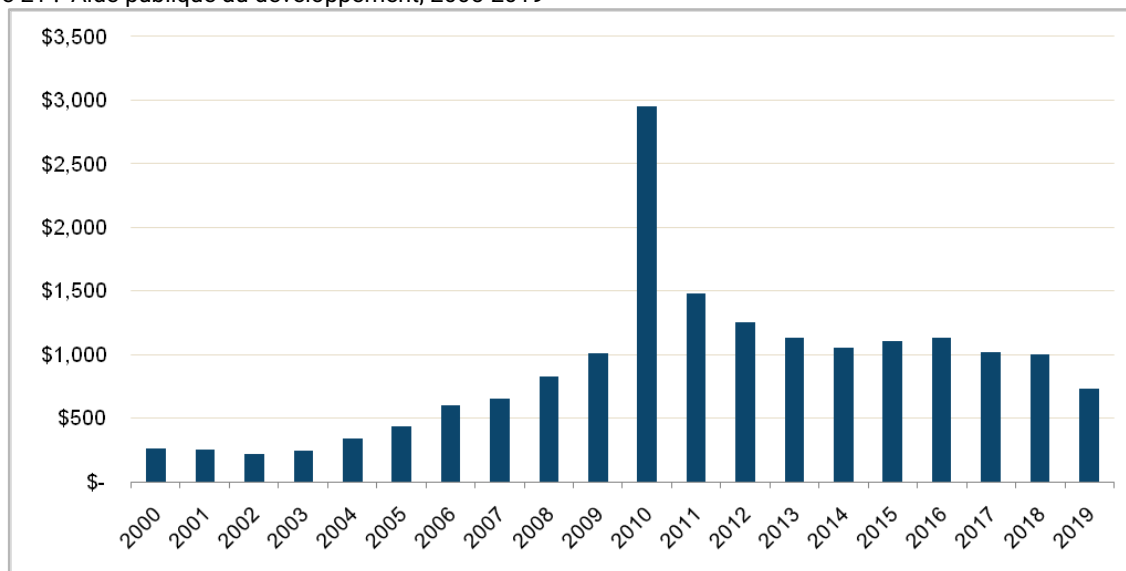
¹³⁴Full Dashboard | ACLED, ACLED, août 2019, <https://acleddata.com/dashboard/#/dashboard>

¹³⁵Luc Chartrand. "Une jeunesse au bord de la révolution | Haïti, dix ans après." Radio-Canada.ca; Radio-Canada.ca. Consulté le 24 janvier 2022, à l'adresse <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1460879/jeunesse-revolution-haiti-petrochallengers>

¹³⁶Banque Mondiale, 2022, "Aide publique au développement nette et aide publique reçues (\$ US courants)" <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/DT.ODA.ALLD.CD?contextual=region&end=2019&locations=HT&start=2005&view=chart>

reçu par la Bolivie (716,1 millions), derrière la Colombie (902,5 millions, avec une population estimée à plus de 50 millions de personnes).

Figure 21 : Aide publique au développement, 2005-2019



Source : Créé par les auteurs à partir de données de l'OCDE (2021) "Detailed Aid Statistics: ODA Official development assistance : disbursements", OECD International Development Statistics (database), <https://doi.org/10.1787/data-00069-en> (consulté le 26 janvier 2021).

Malgré les efforts de soutien engagés, l'APD rencontre deux défis majeurs de gestion qui ont grandement ralenti son efficacité. En premier lieu, les organismes internationaux exercent un grand contrôle sur les flux d'aides sans pour autant promouvoir une coordination centralisée autour du gouvernement. Nœud du problème, les programmes de développement se concentrent sur l'établissement de projets et non sur la mise en place d'une politique unifiée de développement. Les efforts de chaque projet sont ainsi guidés par des besoins spécifiques au contexte local et manquent de vision à long terme. Conséquemment, la duplication des efforts, les opportunités ratées en termes de synergies et le financement de court terme (la réduction importante d'APD après 2010 étant un exemple) réduisent sensiblement l'efficacité de l'aide. Les personnes interviewées pour cette étude ont presque toutes dénoncé des aides portant secours à court terme à des problèmes superficiels et / ou immédiats au détriment de réformes structurelles de long terme nécessaires pour assurer la cohérence et l'efficacité de l'aide, ainsi que le développement du pays.

Le contexte sociopolitique haïtien a joué un rôle majeur dans le choix des partenaires internationaux pour la mise en place de projets concentrés autour des objectifs atteignables à court terme. Dès 2010, Haïti faisait face aux défis structurels mentionnés précédemment et à un manque de préparation pour gérer l'afflux d'aide. Plus précisément, Haïti est depuis longtemps confronté à l'instabilité politique du début du siècle, à la corruption, à la centralisation du pouvoir entre élites depuis la fin des années 90 et à l'économie décroissante (le PIB par habitant était majoritairement décroissant entre 2000 et 2010, voir section sur la pauvreté). De surcroît, les plans de développement adoptés depuis 2012 n'ont pas été rendus opérationnels dû à la conjoncture du pays (voir section sur les stratégies de développement). L'instabilité a par ailleurs accru le risque financier empêchant le pays d'accéder à l'emprunt d'argent auprès des organismes

multilatéraux. Elle a également freiné la mise en œuvre de partenariats public-privés ainsi qu'a ralenti l'accès à d'autres financements pour le développement à long terme¹³⁷. Avec la pandémie de la COVID-19, l'acquisition de fonds devient d'autant plus difficile que les pays qui peuvent financer le développement du pays font eux-mêmes face à des crises économiques¹³⁸¹³⁹. Ainsi, la forte dépendance du pays aux flux d'aide pour financer le développement et le manque de capacité d'action pour gérer ces fonds empêchent la mise en place de programmes cohérents de développement.

Le deuxième défi est lié au manque de coordination entre les différentes sources d'aide, avec des montants importants d'aide internationale qui restent dans les ONGs ou dans les pays d'origine. Lors du tremblement de terre, les promesses d'aide ont dépassé les 13 milliards de dollars, dont 2 milliards et demi destinés à l'aide humanitaire. Pourtant, le livre de Jonathan Katz sur l'impact de l'aide internationale au pays fait mention de la mauvaise gestion des fonds de la part du Gouvernement : au moins 93% de l'aide revenait aux ONG et aux Nations Unies pour payer les salaires et le matériel de reconstruction nécessaire, ou bien les fonds ne partaient pas du parti d'origine¹⁴⁰. Par exemple, parmi les fonds dédiés à la reconstruction du pays, 6,4 milliards de dollars sont restés chez les prestataires étrangers, l'armée américaine, les ONG internationales et des agences onusiennes. Haïti a donc finalement reçu 650 millions de dollars, avec d'importantes restrictions¹⁴¹. Les organisations nationales et locales reçoivent des quantités minimales des fonds, estimées à 2% des fonds d'aide humanitaire¹⁴².

Un rapport du NPR et ProPublica dénonce le fait que parmi les 130 000 personnes qui avaient bénéficié des logements construits par la Croix Rouge, certaines personnes avaient seulement assisté à un séminaire pour apprendre à réparer leur propre maison, ou avaient reçu des abris temporaires de 3 à 5 ans. Dans ces projets, à peu près un tiers des ressources correspondaient à des frais administratifs¹⁴³ et les Haïtiens embauchés pour animer ces activités n'étaient pas dans des positions de prise de décision. Par la suite, la quantité des ressources d'aide a été mieux gérée par le secteur public, arrivant à 50% de la destination de l'aide, 19% pour les ONG et 13% pour les organismes multilatéraux.

Toutefois, malgré ce changement dans la destination des fonds, le pays ne dispose que d'une faible capacité d'absorption de l'aide liée à un manque de préparation du pays pour faire face aux crises. Les problèmes de gouvernance (liés à la mauvaise gestion de fonds, comme dans le cas de Petrocaribe), la forte volatilité de l'aide¹⁴⁴ et la gestion décentralisée semblent nourrir l'incapacité du gouvernement à gérer les fonds, empêchant ainsi le développement du pays. La participation du pays (le Gouvernement, les organismes territoriaux et les agences locales) est absolument essentielle pour assurer l'efficacité des efforts entrepris et leur compatibilité avec les besoins locaux. La coordination et le conditionnement de l'aide sont nécessaires pour augmenter son efficacité et faire d'elle un facteur de développement du pays à moyen et long terme.

¹³⁷ "Actualisation et opérationnalisation du Plan Stratégique de Développement d'Haïti (PSDH)" février 2021 <https://docs.google.com/document/d/1V-qnv3fgwOerNGMsoqPnaQVxoPIXxQug/edit>

¹³⁸ "Actualisation et opérationnalisation du Plan Stratégique de Développement d'Haïti (PSDH)"

¹³⁹ Ceci est nuancé par le fait que le pays a bénéficié d'allègement de la dette, par exemple, de 1,2 milliard de dollars US en 2010. Pourtant la dette continue d'accroître au pays, le risque de surendettement reste élevé, d'après le FMI et donc les possibilités d'emprunt restent limitées.

¹⁴⁰ M. Katz, Jonathan. "The Big Truck That Went By : How the World Came to Save Haiti and Left Behind a Disaster" 2013.

¹⁴¹ Anderson, Jon Lee. "Haiti Since the Earthquake ». The New Yorker, 24 janvier 2016.

<http://www.newyorker.com/magazine/2016/02/01/aftershocks-letter-from-haiti-jon-lee-anderson>.

¹⁴² Sherwood, Angela. "Haiti: Why 2021 Is and Is Not 2010", <https://www.aljazeera.com/opinions/2021/9/13/haiti-why-2021-is-and-is-not-2010>. Consulté le 15 novembre 2021.

¹⁴³ NBC News. "How Haitian Organizations Are Leading Their Own Relief Efforts", consulté le 16 novembre 2021.

<https://www.nbcnews.com/news/nbcblk/haitian-organizations-are-leading-relief-efforts-rcna1709>.

¹⁴⁴ OCDE "Ensuring Fragile States are not Left Behind", 2011, https://www.oecd.org/dac/conflict-fragility-resilience/docs/2011report_financial_ressouces_flows_full.pdf

3. Des défis migratoires aigus

Concernant les défis migratoires, un grand nombre d'Haïtiens dans les campagnes migrent vers les villes car ils ne trouvent pas d'opportunités économiques dans leur région, ce qui effrite les liens sociaux. Des migrations internes ont lieu, notamment des campagnes aux villes et principalement vers Port-au-Prince afin de bénéficier de meilleures opportunités économiques et de services¹⁴⁵. La main-d'œuvre se déplace vers les villes et permet un transfert d'argent vers les familles restant dans les campagnes, contribuant alors à une relance importante de la consommation et de la baisse de la pauvreté extrême. Cependant, l'urbanisation rapide peut nourrir la montée de la violence et des conflits armés. En effet, les zones urbaines constituent les lieux les plus touchés par les violences des gangs, étant donné que les jeunes, souvent pauvres, marginalisés socialement et politiquement, au chômage et n'ayant pas accès aux services de bases immigrent dans ces quartiers. Ces nouveaux résidents sont alors plus susceptibles de rejoindre des gangs, étant isolés de leur famille et de leurs proches et n'ayant pas de soutien économique et social¹⁴⁶. Les migrations internes sont deux fois plus importantes que les migrations internationales.

Concernant les migrations externes, la République Dominicaine représente un lieu d'immigration phare pour la jeune main-d'œuvre haïtienne et illustre parfaitement le phénomène de la fuite des cerveaux s'y déroulant. Autour de 90% de la main-d'œuvre étrangère en République Dominicaine est haïtienne et on estime le nombre d'Haïtiens y vivant entre 500 000 et un million d'habitants en 2015¹⁴⁷. Ces migrants haïtiens travaillent particulièrement dans le secteur du tourisme, et envoient ensuite des fonds considérables à leurs familles restées en Haïti, participant de facto à la réduction de la pauvreté dans le pays. Les échanges commerciaux en 2019 entre la République Dominicaine et Haïti représentent 829,8 millions de dollars¹⁴⁸, témoignant de la grande attractivité de la République Dominicaine pour ses voisins qui souhaitent s'extraire de la pauvreté. Les fonds provenant de la République Dominicaine représentent 11% des fonds reçus en Haïti, plaçant alors la République Dominicaine en deuxième position après les États-Unis dans l'envoi de ressources en Haïti¹⁴⁹. Selon la Banque Mondiale, ces fonds participent à la réduction de la pauvreté puisque ceux-ci bénéficient principalement aux ménages ruraux les plus pauvres. En effet, 40% de la distribution des revenus découlant de la collaboration étroite entre Haïti et la République Dominicaine est attribuée aux deux quintiles inférieurs de la population haïtienne¹⁵⁰.

La volonté d'émigrer de Haïti et la fuite des cerveaux entraînent le départ de nombreux jeunes Haïtiens vers des destinations où les opportunités économiques et les niveaux de vie sont meilleurs et envoient ensuite des fonds à leurs familles réduisant ainsi la pauvreté en Haïti. Les lacunes économiques et éducatives ainsi que l'absence de soins de santé de qualité poussent nombre des diplômé(e)s et intellectuel(le)s haïtiens à quitter leur pays. Cette fuite des cerveaux a

¹⁴⁵Jan Singh, R., & Barton-Dock, M. (s. d.). "Haiti, Toward a New Narrative, Systematic Country Diagnostic. The World Bank." consulté 17 novembre 2021, [https://www.dropbox.com/sh/q2jzqm4w55y4leq/AABjtiJLGKjklpz7or3L6_K4a?dl=0&preview=2015+WB+-+Towards+a+new+country+narrative+\(1\).pdf](https://www.dropbox.com/sh/q2jzqm4w55y4leq/AABjtiJLGKjklpz7or3L6_K4a?dl=0&preview=2015+WB+-+Towards+a+new+country+narrative+(1).pdf)

¹⁴⁶ Banque Mondiale, "Country Partnership Framework for the Republic of Haiti for the period FY16-FY19", 2015, <https://documents1.worldbank.org/curated/en/673911467986337757/pdf/98132-CPS-IDA-R2015-0243-IFC-R2015-0256-MIGA-R2015-0076-Box393199B-OUO-9.pdf>

¹⁴⁷ Banque Mondiale

¹⁴⁸AFP. "La République Dominicaine reprend ses exportations vers Haïti". La Presse. 2021, <https://www.lapresse.ca/international/caraibes/2021-07-14/la-republique-dominicaine-reprend-ses-exportations-vers-haiti.php>

¹⁴⁹Banque Mondiale, "Country Partnership Framework for the Republic of Haiti for the period FY16-FY19" 2015, <https://documents1.worldbank.org/curated/en/673911467986337757/pdf/98132-CPS-IDA-R2015-0243-IFC-R2015-0256-MIGA-R2015-0076-Box393199B-OUO-9.pdf>

¹⁵⁰Banque Mondiale, 2015.

des conséquences importantes sur le capital humain haïtien, étant donné que les professionnels éduqués et de haut niveau quittent le pays et ne s'investissent pas dans le redressement politique, économique et social de Haïti car les opportunités de carrière sont meilleures au Canada, aux États-Unis, à Cuba ou encore en République Dominicaine.¹⁵¹ Pourtant, cette activité a une forte importance économique. L'envoi de fonds est passé de 8,4% à 21,44% du PIB entre 2000 et 2020¹⁵². Haïti ne peut se permettre de perdre des ressources aussi importantes pour son développement en si grand nombre. Le CSI compte 222 601 migrants haïtiens¹⁵³ qui sont revenus de la République Dominicaine volontairement entre le 15 mars et le 30 novembre 2020 à la suite de la perte de leur emploi pour la grande majorité des cas, ce qui démontre des flux migratoires ambigus au sein de cette région. Plus récemment, en septembre 2021, 30 000 migrants haïtiens¹⁵⁴ tentant d'atteindre les États-Unis ont été renvoyés dans leur pays après avoir campé une semaine à Ciudad Acuña, située à la frontière nord du Mexique. Il existe donc des tensions entre Haïti et ses principaux lieux d'immigration qui souhaitent réguler l'entrée des migrants haïtiens.

4. L'état des systèmes de collecte des données statistiques en Haïti

La capacité statistique d'un pays désigne l'aptitude des producteurs de statistiques à produire des statistiques fiables et actualisées, répondant aux besoins des utilisateurs. Cet indicateur repose sur trois critères : les sources d'information, la méthodologie de production statistique et la périodicité et la ponctualité. L'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) est chargé de fournir les statistiques officielles en Haïti. Depuis juillet 2020, l'IHSI est devenu l'organisme d'exécution du Conseil National de Statistique et d'Informatique (CNSI) et a été doté d'un Conseil Administratif présidé par le ministre de l'Économie et des Finances¹⁵⁵. D'autres acteurs importants dans la collecte de données existent : les Ministères, le Système des Nations Unies (FMI, BIT, PNUD), la Banque Mondiale, USAID, la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA), parmi d'autres.

Selon la Banque Mondiale, la capacité statistique en Haïti s'est améliorée ces dernières années¹⁵⁶. Cependant elle reste en dessous de la moyenne de l'Amérique Latine et les Caraïbes (LAC) (excluant les pays à haut revenu).¹⁵⁷ Ceci affecte la capacité du pays à adopter des mesures efficaces de priorisation pour atteindre les objectifs du développement. Entre 2018 et 2020, la capacité statistique d'Haïti était de 50, alors que la moyenne LAC était de 71,9. En 2020, la capacité statistique d'Haïti (53.3) était proche de celle du Honduras (56.6), de la Jamaïque (54.4) et Grenade (54,4). Les trois critères de mesure de la capacité statistique ont obtenu les résultats suivants :

1. Les sources d'information ont eu un score de 50 sur 100 pour la période 2018-2020, comparable à celui du Honduras. La moyenne du LAC pour la même période était de 62,9.

¹⁵¹ Joseph Whitney, "The Effects of Brain Drain on Haiti" University of Michigan, <https://drum.lib.umd.edu/bitstream/handle/1903/12464/Joseph.pdf;jsessionid=1903.12464.12464.12464>

¹⁵² Banque Mondiale "Personal remittances, received (% of GDP) – Haiti", <https://data.worldbank.org/indicator/BX.TR.F.PWKR.DT.GD.ZS?locations=HT>

¹⁵³ Équipe Pays des Nations Unies. (2020). "Rapport de résultats 2020" (p. 10). https://haiti.un.org/sites/default/files/2021-06/RAPPORT%20EPNU%2015%20JUN%202021%20FINALE_R.pdf

¹⁵⁴ Matheu Mabin, "Les milliers de migrants haïtiens ont quitté leur campement à la frontière mexicano-américaine", 2021. France 24. <https://www.france24.com/fr/am%C3%A9riques/20210925-les-migrants-ha%C3%Aftiens-ont-quitt%C3%A9-la-fronti%C3%A8re-mexicano-am%C3%A9ricaine>

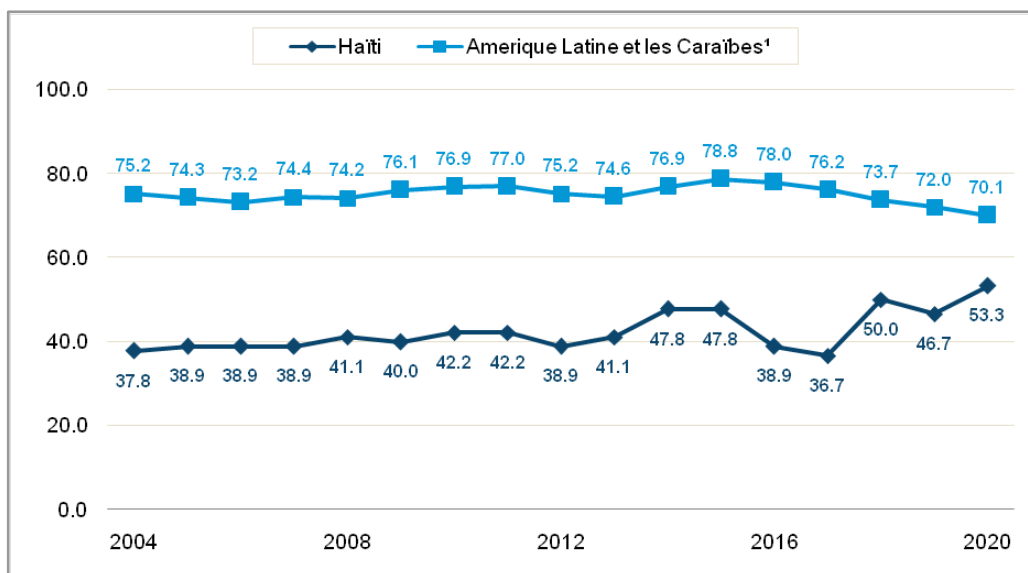
¹⁵⁵ IHSI. "Objectif de l'institution" IHSI, consulté le 5 octobre 2021, <https://ihsi.ayiti.digital/mission#>

¹⁵⁶ Banque Mondiale, "Methodology assessment of statistical capacity (scale 0 - 100) - haiti. Data." Consulté le 5 octobre 2021, <https://data.worldbank.org/indicator/IQ.SCI.MTHD?locations=HT>

¹⁵⁷ La capacité statistique est mesurée par la Banque Mondiale selon trois critères : les sources d'information, la méthodologie pour la production statistique et la périodicité/ponctualité de la publication des informations. La capacité statistique des pays est meilleure lorsque l'indice s'approche de 100.

2. Pour la méthodologie de production statistique, Haïti connaît une variation importante entre 2018 et 2020, passant de 30 en 2018, à 20 en 2019 puis augmente de nouveau pour avoisiner 40 en 2020. La moyenne LAC était de 63.7 pour la même période. Encore une fois, ce score est comparable à celui du Honduras (40 en 2019).
3. La périodicité et la ponctualité des informations ont le meilleur score du pays, situé à 70 entre 2018 et 2020. De nouveau, la moyenne LAC est supérieure à celle d'Haïti, située à 89,15 pour la même période. Honduras a eu un score de 86,6 en moyenne. Cette fois-ci, Nicaragua et Sainte Lucie font des scores similaires à Haïti.

Figure 22 : Évolution de l'indice de capacité statistique d'Haïti.



Source : Créé par les auteurs à partir de données de la Banque Mondiale

Haïti ne bénéficie pas de recensement de la population récent. Le recensement prévu pour 2019 n'a pas eu lieu en raison des manifestations peyi lòk.¹⁵⁸ Les projections effectuées sur la base du dernier recensement datant de 2003¹⁵⁹ sont peu fiables, notamment à cause des chocs subis comme le tremblement de terre en 2010, le cyclone Matthew en 2016 et plus récemment le tremblement de terre en 2021, qui ont causé des pertes humaines et des migrations importantes.

D'autres enquêtes ont cependant pu être réalisées :

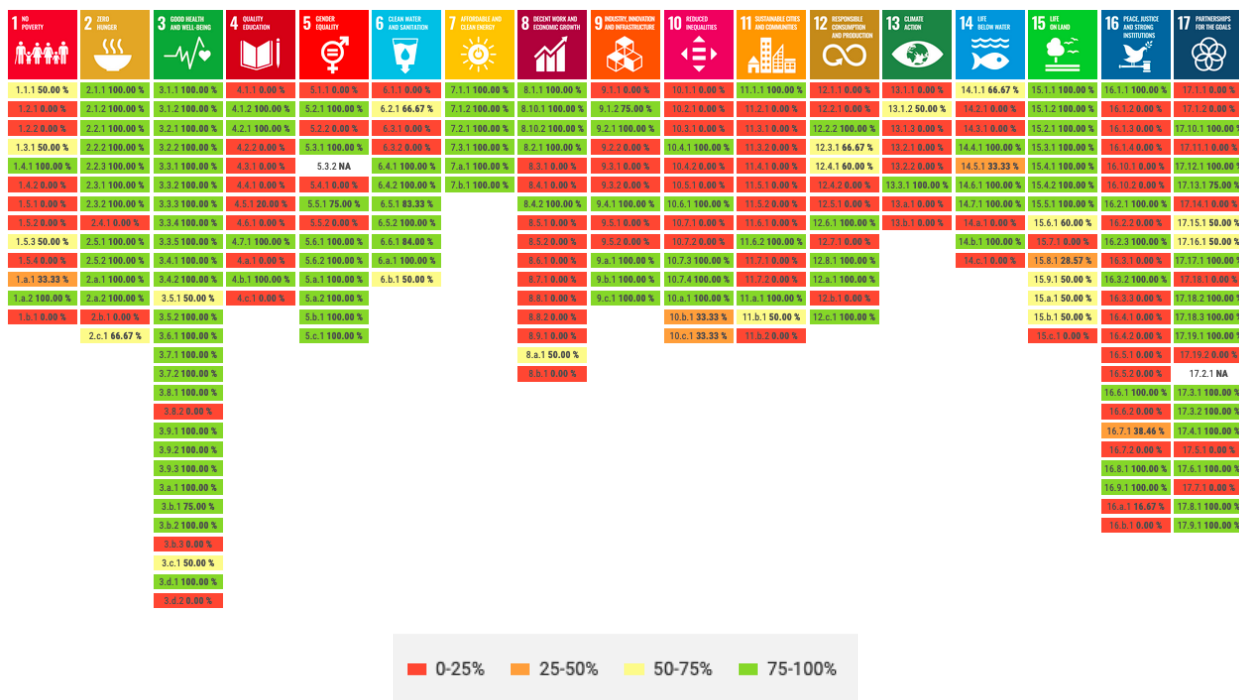
1. L'Enquête des Conditions de Vie de Ménages (ECVM) a eu lieu en 2012. Bien que l'absence de recensement ait rendu difficile l'échantillonnage, l'ECVM a permis d'analyser le statut socio-économique des ménages après le tremblement de terre de 2010 et d'informer le progrès sur les OMD.
2. L'enquête Démographique et de Santé 2016-2017, fournit des informations sur la population après le cyclone Matthew d'octobre 2016.
3. L'enquête de mortalité, morbidité et utilisation des services de santé (EMMUS 2016-2017).

¹⁵⁸UNFPA, "année du recensement en Haïti : L'IHSI se dit prêt, le Gouvernement en appelle aux partenaires financiers", 2019, <https://haiti.unfpa.org/fr/news/2019-ann%C3%A9e-du-recensement-en-ha%C3%A9ti-lihsi-se-dit-pr%C3%AAt-le-gouvernement-en-appelle-aux-partenaires>

¹⁵⁹UNFPA, 2019

4. La deuxième évaluation des prestations des services de soins de santé 2017-2018 (EPSS-II).
5. En 2020, le Gouvernement et le Système des Nations Unies (SNU) ont mis en place des enquêtes pour comprendre les conditions de vie des ménages après le peyi lòk et pendant la pandémie. Ces données ne sont toutefois pas publiques.

Ces difficultés de mesure rendent ainsi difficile le suivi des progrès de l'agenda 2030. L'image ci-dessous montre la disponibilité des indicateurs de mesure des ODD publiés ces 5 dernières années par le Gouvernement et par d'autres fournisseurs de données (SNU et autres). Les objectifs comme la lutte contre la faim (ODD 2), la santé (ODD 3), l'égalité de genre (ODD 5), l'eau propre (ODD 6), l'énergie propre (ODD 7) et la vie sur terre (ODD 15) ont une meilleure disponibilité de données. D'autres ODD, pourtant jugés prioritaires, comme la fin de la pauvreté (ODD 1), l'éducation (ODD 4), la croissance économique (ODD 8) et les villes durables (ODD 11) ont un manque important de données. Comme mentionné auparavant, le manque d'information, accompagné des défis de gouvernance, créent des impasses pour mettre en place des programmes et faire avancer l'agenda de développement.



Les entretiens conduits pour cette étude ajoutent que les différents organes du Gouvernement mènent leur propre collecte de données pour mener à bien leurs programmes, nuançant ainsi les observations précédentes. Le problème ne concernerait donc pas la collecte de données (bien qu'elle soit indispensable pour mesurer la pauvreté) mais plutôt le manque d'interopérabilité de ces informations, et leur faible utilisation. Par conséquent, la centralisation des données est nécessaire pour établir une vision cohérente du développement permettant un meilleur suivi et la priorisation des programmes de développement.

B. LE CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE

1. Activité et croissance économiques en Haïti

Depuis des décennies, le pays est confronté à des problèmes d'instabilité politique, de violence et a fait face à des catastrophes naturelles, provoquant des contractions importantes du PIB, comme notamment le tremblement de terre de 2010 (-5,65 % du PIB), l'intensification de la crise socio-politique en 2019 (-1,68% du PIB) et la crise liée à la COVID-19 (-3.34% du PIB). Le manque de ressources pour satisfaire les besoins de la population font que la pauvreté et l'inégalité restent endémiques au pays (voir section sur l'état des lieux : pauvreté).

Derrière les chocs énoncés, des défis structurels liés à l'appareil productif du pays existent, qui limitent l'espace fiscal du pays, sa résilience et amplifient les effets des chocs. Parmi ces facteurs, on retrouve la faible productivité du pays (en particulier dans le secteur primaire) et la forte dépendance des importations qui en résulte. Haïti a connu, comme beaucoup d'autres pays, un changement dans sa structure de production, passant d'une économie principalement basée sur le secteur primaire à une économie dynamisée par le secteur tertiaire. L'agriculture qui était le secteur prédominant du pays au XIXème siècle (environ 95% du PIB¹⁶⁰), a réduit son importance au cours du XXème, se plaçant en deuxième place derrière le secteur des services. Le secteur secondaire ne s'est quant à lui pas développé pendant la période. Ainsi, la valeur ajoutée du secteur primaire est passée d'environ 30% du PIB en 1990 à 20,3% en 2021. La manufacture est passée de 13,7% à 17,6% et les services de 43,5% à 53,92% pour la même période d'étude¹⁶¹.

Pourtant, cette transition ne s'est pas accompagnée d'une augmentation de la productivité des secteurs, les empêchant de répondre aux besoins croissants du pays. Plutôt qu'une tertiarisation liée à la mécanisation de l'agriculture, la transition a résulté en une baisse de la production, des rendements et de la population dédiée à l'agriculture (qui a en partie migré vers les zones urbaines). La déforestation, des conditions climatiques défavorables, le manque d'accès aux services financiers et les politiques d'ajustement structurel figurent parmi les principaux facteurs explicatifs^{162, 163}. Les politiques citées ont, entre autres, levé les restrictions sur le prix des importations pour l'agriculture, empêchant les agriculteurs (en particulier ceux qui cultivent du riz) de concurrencer avec le prix des aliments importés. La production agricole au pays est très fragmentée, avec environ un million d'exploitations, dont 80% correspond à des parcelles de moins de 1,3 hectares (2016)¹⁶⁴. La production était faible aussi, le disponible alimentaire n'atteignant pas les 2100 Kcal/jour recommandés par la FAO pour des personnes avec une activité physique moyenne¹⁶⁵. Ces conditions ont provoqué un changement du secteur prédominant, du primaire vers les services, et ont renforcé l'exode rural (créant des zones péri-urbaines et des bidonvilles). Puisque le pays n'a pas su développer son industrie, le secteur des services ne s'articule pas autour de la provision de services au secteur secondaire, ce qui pourrait pourtant générer de plus grands rendements au secteur.

¹⁶⁰Bénédictine Paul, Alix Daméus et Michel Garrabe, "Le processus de tertiarisation de l'économie haïtienne" 2010, <https://journals.openedition.org/etudescaribeennes/4757>

¹⁶¹Banque Mondiale, "Agriculture, forestry, and fishing, value added (% of GDP)", <https://data.worldbank.org/indicator/NV.AGR.TOTL.ZS?locations=HT>

¹⁶²Bénédictine Paul, Alix Daméus et Michel Garrabe, 2010

¹⁶³Wenche Iren Hauge for Peace Research Institute Oslo. "Haïti : A Political Economy Analysis. Norwegian Institute of International Affairs", 2018.

¹⁶⁴Vliet et al., "Une étude exhaustive et stratégique du secteur agricole/rural haïtien et des investissements publics requis pour son développement. Cirad Agricultural Research for Development.", 2016.

¹⁶⁵Vliet et al., 2016.

Au contraire, le secteur est majoritairement informel et est concentré autour du petit commerce de détail dans les zones rurales. Dans les zones urbaines, les services sont davantage diversifiés (restauration, télécommunication et informatique, entre autres), mais restent peu générateurs de revenu¹⁶⁶. Les Haïtiens entrés dans le secteur des services restent dans des conditions précaires. De plus, le pays est devenu fortement dépendant des prix internationaux des aliments et les personnes très vulnérables aux fluctuations de ces prix. L'importation des aliments a représenté environ 17% des importations totales en 2019¹⁶⁷ et sa valeur a augmenté de 21,1% entre 2019 et 2020¹⁶⁸. Par ailleurs, 80% du riz consommé au pays (le principal aliment consommé) est importé^{169,170}.

Les perspectives d'accroissement de la productivité du pays sont contraintes par un faible niveau de développement et par la faiblesse du capital humain. L'économie haïtienne se classe au 138^{ème} rang mondial de compétitivité sur les 141 pays évalués en 2019, avec un indice de 36,3 sur 100¹⁷¹. Selon l'indice du capital humain, un enfant né aujourd'hui en Haïti ne deviendra que 45% aussi productif qu'il aurait pu l'être s'il avait bénéficié d'une éducation et d'une santé complètes. Par ailleurs, l'attractivité du pays pour les investissements est limitée. Au classement "Doing Business 2020"¹⁷², la République d'Haïti occupe la 179^{ème} place sur 190 pays, se positionnant avant le Venezuela dans la région Amérique latine et Caraïbes. Pourtant, des opportunités sont à explorer dans les prochaines années, notamment dans le secteur secondaire. Des modèles économiques de croissance, comme celui publié par la BID, montrent qu'une croissance reposant sur l'industrie, notamment dans l'industrie du textile, peut faire davantage augmenter la valeur ajoutée des travailleurs que dans le secteur primaire¹⁷³. Bien que l'étude trouve des liens faibles entre secteur secondaire et primaire, il demeure important d'investir dans l'agriculture pour diminuer la dépendance aux importations. De même, le développement du secteur secondaire peut nourrir le secteur tertiaire, à travers le développement des services pour l'industrie. Les relations entre ces secteurs ont donc du potentiel pour améliorer la croissance économique et réduire la pauvreté.

2. Pauvreté multidimensionnelle

Des moyens de subsistance décents et un revenu suffisant sont des conditions sine qua none pour assurer le bien-être des personnes. Cependant, la pauvreté est un phénomène complexe et multidimensionnel qui inclut, mais ne se limite pas, à la pauvreté monétaire. Pour comprendre les déterminants de l'étendue et de l'intensité de la pauvreté en Haïti en tant qu'obstacle majeur au développement, il est nécessaire d'adopter une approche holistique qui comprend de multiples aspects de la vie quotidienne des Haïtiens. Concrètement, si on compare l'incidence de la pauvreté multidimensionnelle (IPM¹⁷⁴ - 41,3 en 2016/17) au pourcentage de la population vivant

¹⁶⁶Bénédictine Paul, Alix Daméus and Michel Garrabe, "Le processus de tertiarisation de l'économie haïtienne", 2010.

<https://journals.openedition.org/etudescaribeennes/4757>

¹⁶⁷FMI, "Haïti IMF article IV", 2019

¹⁶⁸International Trade Administration, 2021, "Haïti - Country Commercial Guide", <https://www.trade.gov/country-commercial-guides/haïti-agricultural-sector>

¹⁶⁹Bénédictine Paul, Alix Daméus et Michel Garrabe, 2010

¹⁷⁰Ce paragraphe décrit une situation qui est complexe de manière simplifiée. Les lecteurs sont invités à lire le rapport de la BID de 2016 pour avoir des informations plus détaillées: Vliet et al., (2016) *Une étude exhaustive et stratégique du secteur agricole/rural haïtien et des investissements publics requis pour son développement*. Cirad Agricultural Research for Development

¹⁷¹The Global Competitiveness Report 2019, <http://www3.weforum.org/docs/WEF>

¹⁷²Banque Mondiale, "Doing Business 2020 : Comparing Business Regulation in 190 Economies", 2020, Open Knowledge Repository. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/32436/9781464814402.pdf>. Ce rapport est actuellement sous le feu de la critique : voir <https://www.worldbank.org/en/news/statement/2021/09/16/world-bank-group-to-discontinue-doing-business-report> et <https://www.devex.com/news/world-bank-scraps-doing-business-rankings-due-to-data-irregularities-101630>

¹⁷³Inter-American Development Bank, "Structural Transformation in Haïti", 2018

<https://publications.iadb.org/publications/english/document/Structural-Transformation-in-Haiti.pdf>

¹⁷⁴L'IPM mesure "la pauvreté multidimensionnelle en évaluant les privations de chaque personne à travers 10 indicateurs dans trois dimensions également pondérées : la santé, l'éducation et le niveau de vie". PNUD. (2021)

avec moins de 1,90 USD par jour en PPA 2011 (pauvreté monétaire - 24,5 en 2016/17), on constate qu'elle est supérieure de 16,8 points de pourcentage à celle de la pauvreté monétaire.¹⁷⁵

En d'autres termes, les personnes vivant sous le seuil de pauvreté monétaire peuvent par ailleurs souffrir de privations de leurs besoins fondamentaux en termes d'accès de santé, d'éducation et/ou de niveau de vie.¹⁷⁶ Comme en témoignent les résultats de l'évolution de l'OMD et de l'ODD présentés dans la partie précédente, malgré les efforts entrepris et certains progrès notables, le pays est actuellement loin de fournir les services de base à sa population. L'accès aux services de base et aux infrastructures disponibles varie considérablement d'une région à l'autre, avec un clivage rural-urbain marqué. Selon la DHS, en 2016/2017 l'incidence de la part de la population en situation de pauvreté multidimensionnelle varie de 60,7%, Grande Anse et 57,9%, Centre à 13,8% des ménages de l'Aire métropolitaine. En revanche, si on considère l'intensité des privations chez les populations pauvres, les régions du Centre (50,7%), de l'Ouest (50,4%) et d'Artibonite (49,5%) sont les régions avec les taux les plus élevés et qui, collectivement, regroupent 38,6% de la population haïtienne.¹⁷⁷

Tous les problèmes structurels décrits ci-dessus affectent les femmes et les filles de manière disproportionnée, faisant d'Haïti l'un des pays les plus inégalitaires entre les sexes au monde. Selon la Banque mondiale (2014), "la désagrégation selon le genre indique que, toutes catégories confondues, les femmes sont économiquement et financièrement plus affectées par les différents désastres que les hommes"¹⁷⁸. Malgré leur rôle central dans l'économie et la société haïtienne, les femmes et les filles n'ont pas le même accès aux opportunités économiques et sont souvent victimes des inégalités et violences basées sur le genre^{179,180}.

En ce qui concerne les différents composants de la pauvreté multidimensionnelle, le facteur le plus important est le niveau de vie (57%), suivi de l'éducation (24,6%) puis de la santé (18,5%)¹⁸¹. En particulier, les indicateurs de niveau de vie se réfèrent au (i) combustible de cuisson, (ii) à l'assainissement, (iii) à l'eau potable, (iv) à l'électricité, (v) au logement et (vi) aux actifs. Selon l'IHSI (2012), moins d'un tiers de la population bénéficie de l'accès aux services de base dans certains domaines tels que l'électricité, l'eau traitée, l'aisance améliorée, la collecte de déchets et l'assainissement^{182,183}. De plus, selon le sondage citoyen, la grande majorité des enquêtes ont jugé insatisfaisant la plupart des services : les services d'assainissement, d'approvisionnement en énergie électrique et de collecte des déchets (91,2%) ; suivis des soins de santé et la sécurité publique (91%) ; et l'approvisionnement en eau potable (88,6%). En outre, l'accès aux services est largement perçu comme injuste. L'accès à l'alimentation (56,6%) et à l'emploi (56,6%) sont jugés très injustes mais aussi à l'éducation (88,3% des enquêtés, parmi lesquels 43,3% jugent très inégal), les services de santé (91,0% dont 46,2% très inégal) et l'approvisionnement en eau potable (43,3% le jugent très inégal et 38,9% inégale).¹⁸⁴ La vision négative de la qualité et de l'équité dans

¹⁷⁵PNUD. "Multidimensional Poverty Index 2021. Unmasking disparities by ethnicity, caste and gender. Briefing note for countries on the 2021 Multidimensional Poverty Index" 2021. <http://hdr.undp.org/sites/default/files/Country-Profiles/MPI/HTI.pdf>

¹⁷⁶PNUD, 2021.

¹⁷⁷Alkire, S., Kanagaratnam, U. and Suppa, N. (2021). "The Global Multidimensional Poverty Index (MPI) 2021", OPHI MPI Methodological Notes 51, Oxford Poverty and Human Development Initiative, University of Oxford.

¹⁷⁸République d'Haïti (2019). Plan national de gestion des risques de désastre 2019 - 2030, https://www.preventionweb.net/files/72907_plannationaldegestiondesrisquesdeds.pdf

¹⁷⁹République d'Haïti, 2019

¹⁸⁰ USAID/HAÏTI "GENDER EQUALITY & WOMEN'S EMPOWERMENT FACT SHEET" janvier 2020.

https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1862/USAID_Haiti_Gender_Equality_and_Womens_Empowerment_Fact_Sheet_-_January_2020_0.pdf

¹⁸¹ UNDP, "Multidimensional Poverty Index 2021. Unmasking disparities by ethnicity, caste and gender"

¹⁸² IHSI, "Évolution des conditions de vie en Haïti entre 2007 et 2012", 2012.

¹⁸³République d'Haïti, "Plan national de gestion des risques de désastre 2019 – 2030" 2019, https://www.preventionweb.net/files/72907_plannationaldegestiondesrisquesdeds.pdf

¹⁸⁴MPCE-PNUD "Rapport Sondage Citoyen", 2021

l'accès aux services de base ne met pas seulement en évidence les difficultés des ménages à satisfaire leurs besoins fondamentaux, mais elle mine également la légitimité de l'État¹⁸⁵.

La deuxième dimension concerne les problèmes d'accès à l'éducation de qualité, condition préalable à un développement social et économique durable. Bien que les données sur les différences entre les sexes en matière d'accès à l'éducation soient partielles, l'incidence du statut socio-économique dans la scolarisation et l'écart entre les villes et les campagnes sont irréfutables (cf. état de lieu thématique 3). Pour parvenir à la démocratisation de l'éducation, plusieurs défis doivent être affrontés¹⁸⁶. Premièrement, continuer à augmenter le taux d'inscription (surtout des filles et des enfants des ménages les plus pauvres), impliquant la suppression de tous les frais de scolarité prohibitifs pour les familles à faible revenu. Deuxièmement, traiter le faible niveau de qualité de l'enseignement (où la majorité des élèves en fin de première ou deuxième année ne savait pas lire) qui constitue un défi majeur pour éduquer une population qui reste largement analphabète (39% adulte de la population). Troisièmement, il existe une pénurie d'enseignants qualifiés avec près de 80% des enseignants qui n'ont reçu aucune formation préalable. Enfin, et à l'origine de la plupart des autres problèmes, la faible volonté politique fait que "les organisations non gouvernementales (ONG), les églises, les communautés et les opérateurs à but lucratif gèrent de manière privée plus de 85% des écoles primaires", avec une supervision gouvernementale minimale¹⁸⁷.

Par ailleurs, la santé a également une influence significative sur les conditions de vie des Haïtiens. Avec une couverture sanitaire qui ne dépasse pas la moitié du territoire, une concentration des institutions sanitaires dans le département de l'Ouest et une pénurie de professionnels de santé (6,5 pour 10 000 habitants) et de matériels, les soins de santé sont loin de répondre aux besoins fondamentaux de l'ensemble de la population¹⁸⁸. Plus de 10 ans après le tremblement de terre de 2010 et l'ouragan Mathieu en 2016, certaines défaillances des infrastructures de santé sont encore perceptibles. Dans ce contexte et avec un faible budget gouvernemental dépendant fortement du financement externe, les problèmes du système de santé sont devenus chroniques. Le résultat est qu'environ 40% de la population haïtienne n'a pas accès aux services de santé et de nutrition essentiels¹⁸⁹.

En conséquence, la vulnérabilité de la population qui, pour la plupart, n'a pas accès à des services de base de qualité est exacerbée par des catastrophes naturelles qui nuisent aux infrastructures sanitaires et aux autres services comme l'électricité, l'eau potable et l'assainissement¹⁹⁰. En d'autres termes, "la pauvreté exacerbe la vulnérabilité des populations face aux phénomènes naturels ou anthropiques, à l'origine des catastrophes, qui, à leur tour, aggravent la pauvreté"¹⁹¹.

¹⁸⁵MPCE-PNUD, 2021.

¹⁸⁶USAID/HAITI, "EDUCATION FACT SHEET" janvier 2020

https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1862/USAID_Haiti_Education_Fact_Sheet_-_January_2020.pdf

¹⁸⁷USAID/HAITI 2020

¹⁸⁸République d'Haïti. (2019). Plan national de gestion des risques de désastre 2019 - 2030

https://www.preventionweb.net/files/72907_plannationaldegestiondesrisquesdeds.pdf

¹⁸⁹USAID/HAITI. (2020). HEALTH FACT SHEET janvier 2020

https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1862/USAID_Haiti_Health_Fact_Sheet_-_January_2020.pdf

¹⁹⁰USAID/HAITI, 2020

¹⁹¹République d'Haïti. (2019). Plan national de gestion des risques de désastre 2019 - 2030

https://www.preventionweb.net/files/72907_plannationaldegestiondesrisquesdeds.pdf

C. LES CHOCS NATURELS AUX CONSEQUENCES EXACERBEES PAR DES FACTEURS HUMAINS

Le développement d'Haïti se voit aussi évidemment contraint par la combinaison d'une forte exposition aux chocs naturels et un niveau élevé de vulnérabilité, entraînant une forte prédisposition aux catastrophes. Les sections précédentes sur la situation socio-économique du pays ainsi que l'évolution de la plupart des ODD, témoignent de la profonde vulnérabilité dans laquelle se trouve la majorité de la population. En termes d'exposition, le pays est soumis à de nombreux événements naturels exceptionnels géologiques, hydrologiques et météorologiques tels que des séismes, des tsunamis ou encore des sécheresses et des inondations. 96% de la population et 93% de la superficie sont exposés à ces catastrophes naturelles¹⁹². Ainsi, Haïti a connu en moyenne 3,1 désastres par an entre 1971 et 2014¹⁹³, dont certains extrêmement meurtriers comme le tremblement de terre du 12 janvier 2010 ôtant la vie à 316 000 personnes¹⁹⁴ ou encore celui de 14 août 2021 tuant 2 000 Haïtiens¹⁹⁵.

L'exposition à ces catastrophes est exacerbée par deux principaux phénomènes anthropiques : le changement climatique et les mauvaises pratiques en matière d'utilisation des ressources naturelles. Selon l'indice mondial sur le changement climatique, Haïti était le troisième pays du monde le plus touché par les événements climatiques en 2016.¹⁹⁶ L'exposition à ces risques augmente avec l'effet multiplicateur du changement climatique, augmentant la fréquence et l'intensité des pluies et des tempêtes¹⁹⁷, l'érosion, l'émergence de nouveaux vecteurs de maladies, et la rareté des ressources en eau¹⁹⁸.

En ce qui concerne l'utilisation des ressources naturelles, deux tendances observées. Tout d'abord, les mauvaises pratiques en matière d'exploitation de ressources naturelles causent l'érosion et la dégradation des sols¹⁹⁹. Parmi ces pratiques, deux défis majeurs se réfèrent à (i) la déforestation car la perte des forêts haïtiennes est le résultat de mauvaises pratiques agricoles et agroforestières ainsi que de la fragmentation de la propriété foncière, et de la production et du commerce de combustibles à base de bois²⁰⁰; et (ii) la surpêche qui a conduit à la diminution des stocks de poissons, entraînant la perte de certaines espèces de poissons clés qui ont un impact négatif sur la santé des écosystèmes des récifs coralliens²⁰¹.

Deuxièmement, l'urbanisation non contrôlée et mal planifiée aggrave l'exposition des populations à cause de la colonisation de certains endroits extrêmement sensibles aux menaces naturelles telles que des ravins, des pentes abruptes ou encore des plaines inondables²⁰². L'expansion de l'urbanisation informelle est provoquée à la fois par la migration rurale et la pression démographique, ce qui conduit à un processus de bidonvilisation, "caractérisé principalement par

¹⁹²Banque Mondiale, 2018

¹⁹³PNUD, "Independent Country Programme Evaluation Haiti", 2020, <http://web.undp.org/evaluation/evaluations/adr/haiti.shtml>

¹⁹⁴Nast, C, "Haiti Faces Difficult Questions Ten Years After a Devastating Earthquake", 2020, The New Yorker. <https://www.newyorker.com/news/daily-comment/haiti-faces-difficult-questions-ten-years-after-a-devastating-earthquake>

¹⁹⁵Milord, B, "After the Earthquake, a Mayor in Haiti Struggles to Console His Town", 2021 The New Yorker. <https://www.newyorker.com/news/as-told-to/after-the-earthquake-a-mayor-in-haiti-struggles-to-console-his-town>

¹⁹⁶République d'Haïti. (2019) Vers une feuille de route pour l'intégration des Objectifs de Développement Durable à Haïti.

<https://drive.google.com/file/d/12eVjHdLX2EvDpwNPVfR33HvxdX8WQGje/view?usp=sharing>

¹⁹⁷Banque Mondiale, GFDRR. (2010) "Disaster Risk Management in Latin America and the Caribbean Region: GFDRR Country Note" <https://dipecholac.net/docs/files/534-haiti-2010.pdf>

¹⁹⁸République d'Haïti. (2019)

¹⁹⁹Système des Nations Unies en Haïti, "Évaluation Socioéconomique de l'Impact de la Pandémie COVID-19" 2021, https://haiti.un.org/sites/default/files/2021-03/ESI-COVID-19_Evaluation%20socio-economique%20Impact%20Pandemie%20COVID-19_14Fev2021.pdf

²⁰⁰ USAID/HAITI, "ENVIRONMENT & NATURAL RESOURCES MANAGEMENT FACT SHEET" janvier 2020.

https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1862/USAID_Haiti_Environment_Fact_Sheet_-_January_2020.pdf

²⁰¹USAID/HAITI, 2020.

²⁰²UNDP, "Methodological guide : Natural risks reduction in urban areas in Haiti" 2014,

https://info.undp.org/docs/pdc/Documents/HTI/Guide_Allege-Anglais.pdf

des maisons précaires et une forte densité de population²⁰³ qui ne répondent pas aux normes de construction assurant la sécurité aux populations. En conséquence, l'urbanisation anarchique et la paupérisation de la population exercent une pression sociale qui constitue une menace directe sur l'environnement, ce qui renforce et accélère les conséquences du changement climatique²⁰⁴.

En conséquence, la population vulnérable d'Haïti a été constamment assaillie par divers phénomènes, exacerbés par leurs conditions de vie précaires et par le manque de capacité de réaction, causant d'énormes dégâts. Le tableau 3 en Annexe recense les catastrophes qui ont impacté plus de 5 000 personnes en Haïti depuis 2010. Parmi les événements les plus importants de la dernière décennie, on peut noter le tremblement de terre de 2010, affectant 3,7 millions de personnes, les sécheresses de 2014 et 2016, affectant 1 million et 3,6 millions de personnes respectivement, et l'Ouragan Matthew, impactant 2,1 millions de personnes. En particulier, le séisme de 2010 a détruit 80% de la capitale, 100 000 maisons, 1300 écoles et 50 centres médicaux²⁰⁵ tandis que l'ouragan Matthew en 2016 a détruit les routes tout juste construites à Jérémie²⁰⁶. Ceci est équivalent à des destructions d'une valeur équivalant à 120 % du PIB et des dommages et pertes à 32 % du PIB respectivement²⁰⁷.

Le résumé de la fréquence et de l'ampleur des catastrophes cherche à montrer que ces événements font constamment partie de la réalité d'Haïti, ce qui oblige à ne plus les considérer comme des événements exceptionnels et souligne la nécessité de rechercher des stratégies résilientes à long terme, capables de faire face à différents types de risques naturels de manière concomitante et/ou en chaîne. Même si d'un point de vue juridique la responsabilité du Gouvernement n'est pas engagée à la suite d'une catastrophe naturelle ni à traiter l'indemnisation des personnes affectées à la suite d'une catastrophe²⁰⁸, les circonstances exhortent à un changement de perspective, de la reconstruction à "reconstruire en mieux" ("Build back better").

Un autre aspect important à souligner est l'effet en cascade et/ou concomitant des multiples chocs naturels auxquels il faut ajouter d'autres phénomènes d'aléas anthropiques comme les épidémies ou les conflits et l'insécurité. Par exemple, à la suite du tremblement de terre de 2010, une épidémie de choléra a frappé le pays. Avec un pic à plus de 352 000 cas de choléra suspectés en 2011, et de plus de 4 000 décès de choléra suspectés en 2010, il y a eu une diminution de plus de 99 % des cas entre 2011 et 2019²⁰⁹. Cependant, malgré le fait qu'il n'y ait pas eu de cas de choléra confirmé en laboratoire en Haïti de février 2019 à octobre 2020²¹⁰, il y a eu une crainte qu'une autre épidémie de choléra ressurgisse après le tremblement de terre de 2021, ce qui impliquerait un nouveau risque dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et d'un nombre croissant de cas suspects de diphtérie²¹¹. L'augmentation du nombre de cas de diphtérie s'inscrit dans le contexte de la baisse des taux de vaccination dans la région²¹² et de la perturbation des services de santé due à la crise du COVID-19. Le faible niveau d'accès à l'eau potable et à

²⁰³République d'Haïti, "Plan national de gestion des risques de désastre 2019 – 2030", 2019, https://www.preventionweb.net/files/72907_plannationaldegestiondesrisquesdeds.pdf

²⁰⁴République d'Haïti, 2019

²⁰⁵Shepherd Dean A; & Trenton A. Williams, "Building Resilience or Providing Sustenance : Different Paths of Emergent Ventures in the Aftermath of the Haiti Earthquake" 2016, *Academy of Management Journal*, 59(6), 2062-2102. <https://doi.org/10.5465/amj.2015.0682>

²⁰⁶Tim Wallace, Ashley Wu, & Jugal K. Patel, "How Haiti Was Devastated by Two Natural Disasters in Three Days—The New York Times", 2021, <https://www.nytimes.com/interactive/2021/08/18/world/americas/haiti-earthquake-grace.html>

²⁰⁷MAPS, "Vers une feuille de route pour l'intégration ds Objectifs de développement durable en Haïti", 2018, <https://drive.google.com/file/d/12eVjHdLX2EvDpwNPVfR33HvxdX8WQGje/view?usp=sharing>

²⁰⁸Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Comment la loi et la réglementation contribuent à la réduction des risques de catastrophe,

²⁰⁹Centers for Disease Control and Prevention, "Cholera in Haiti", consulté le 14 avril 2021. <https://www.cdc.gov/cholera/haiti/index.html>

²¹⁰Centers for Disease Control and Prevention, 2021

²¹¹PAHO, "Epidemiological Update Diphtheria" 2021, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2021-Nov-5-phe-epi-update-diphtheria.pdf>

²¹² PAHO, 2021

l'assainissement, parmi d'autres aspects du sous-développement d'Haïti, augmente le risque de telles épidémies. De plus, il existe d'autres risques non négligeables tels que : "accident industriel, rupture de barrage, accident de transport, conflit armé, incendie, pénurie, érosion, déforestation, pollution, etc."²¹³.

Pour faire face à cette multiplicité de risques et de facteurs, il existe diverses institutions et dispositifs dédiés à la gestion des risques. En 2001, le Système national de gestion des risques de désastre (SNGRD) à travers le premier Plan national de gestion des risques et des désastres (PNGRD), a généré des avancées sans précédent²¹⁴. A l'heure actuelle, le Plan National de Gestion des Risques et des Désastres 2019-2030 (PNGRD) adopte une approche centrée sur l'humain et fait l'accent sur "la sensibilité au genre, l'inclusion des personnes vivant avec une déficience et l'accès universel durant les phases d'intervention et de reconstruction"²¹⁵. Le PNGRD 2019 - 2030 est aligné avec le Cadre de Sendai et inclut des stratégies sur la prévention, la réduction des risques et la réponse aux désastres, y compris dans les zones urbaines en faisant un effort sur le ciblage des individus et communautés les plus vulnérables²¹⁶. La mise en œuvre et l'opérationnalisation de ce plan est indispensable pour mettre fin à la spirale de pauvreté et de fragilité que le risque de catastrophe perpétue. Dès lors, deux limites pratiques doivent être abordées : (i) le manque de données météorologiques disponibles et (ii) la capacité limitée du Gouvernement²¹⁷. Des données plus nombreuses et de meilleure qualité sur les régimes pluviométriques et d'autres mesures liées au climat sont insuffisantes pour renforcer la capacité des agriculteurs et des entreprises à s'adapter aux phénomènes climatiques²¹⁸. La capacité du ministère de l'environnement pour faire appliquer les lois et règlements environnementaux demeure limitée, ce qui entraîne des problèmes complexes de régime foncier et des systèmes de gestion de l'eau déficients²¹⁹.

²¹³République d'Haïti, "Plan national de gestion des risques de désastre 2019 – 2030" 2019, https://www.preventionweb.net/files/72907_plannationaldegestiondesrisquesdeds.pdf

²¹⁴République d'Haïti, 2019

²¹⁵République d'Haïti, 2019.

²¹⁶République d'Haïti, 2019.

²¹⁷USAID/HAITI, "Environment & Natural Resources Management Fact Sheet" janvier 2020.

https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1862/USAID_Haiti_Environment_Fact_Sheet_-_January_2020.pdf

²¹⁸USAID/HAITI, 2020.

²¹⁹USAID/HAITI, 2020.

VII. RECOMMANDATIONS

Cette dernière section propose des pistes de recommandations sur la base de l'état des lieux et de l'analyse des facteurs contributifs. Elles sont alignées avec les résultats d'autres études, notamment l'étude récente de l'OCDE sur la Gouvernance en Haïti²²⁰ et l'étude des scénarios de développement Haïtien du Kafou Lespwa. Leurs objectifs sont de desserrer les "nœuds gordiens" qui contraignent le progrès du pays en utilisant comme leviers les nombreux atouts d'Haïti et les progrès enregistrés dans divers domaines. Elles s'articulent autour de deux principaux défis identifiés : reconstruire le contrat social et sortir du piège de la pauvreté.

Pour accroître la cohésion sociale dans le pays, diverses pistes peuvent être mentionnées :

1. Au niveau de l'aide internationale :
 - a. Articuler systématiquement et explicitement les initiatives du développement autour des plans de développement et les plans opérationnels : améliorer la coordination entre toutes les agences autour de l'Agenda décidé avec le Gouvernement et les parties prenantes au développement (y compris avec les ONG locales). Ceci dans le but de créer des synergies entre les différentes ressources allouées au développement (humaines, matérielles et monétaires).
 - b. Créer un lien plus étroit entre le financement de l'aide humanitaire à court terme et le développement à moyen et long terme avec des conditions de financement évaluées fréquemment : pour assurer la continuité des programmes de développement il est nécessaire d'avoir un financement stable. Les bailleurs doivent aussi mettre en place et / ou utiliser des mécanismes pour lier l'allocation du budget à la progression des plans. À cet égard, des documents sur le Nexus Humanitaire-Développement-Paix peuvent guider l'approche, en particulier le cadre développé dans la "Nouvelle façon de travailler" ([the New Way of Working](#)).
 - c. Optimiser la participation des acteurs à travers des plans sectoriels et d'un financement centralisé davantage : mettre en place des plans sectoriels qui limitent le nombre d'agences par secteur pour maximiser l'efficacité des plans en cours. Des acteurs spécifiques peuvent être définis en fonction de leur expertise et des intérêts communs, en vue d'encourager la collaboration sud-sud (par exemple, travailler avec la Colombie et le Mexique sur les questions de trafic de drogue et d'insécurité). Dans ce contexte, la Stratégie Nationale de Souveraineté et de Sécurité Alimentaire en Haïti avance l'idée du financement du développement à travers le "budget programme", comme un moyen de centraliser la gestion de fonds qui ensuite seront destinées aux différents ministères et entités responsables de l'implémentation. Ce type de financement requiert d'une coordination importante et de trouver une balance entre les intérêts des différents partis prenants. L'implémentation de cette stratégie permettra de voir s'il est possible de concilier les intérêts de plusieurs acteurs à travers un agenda unifié. Le cas échéant, il sera important de continuer à centraliser la gestion des fonds en considérant un nombre plus large d'acteurs en charge des budgets, tout en gardant des politiques et stratégies visant à unifier les actions du pays²²¹.

²²⁰OCDE, "Examens de l'OCDE sur la gouvernance politique", 2021, https://www.oecd-ilibrary.org/governance/examens-de-l-ocde-sur-la-gouvernance-publique-haiti_f826ac45-fr

²²¹Crétois, "Jeux d'acteurs et blocages institutionnels dans l'élaboration de la Stratégie Nationale de Souveraineté et de Sécurité Alimentaire en Haïti", 2018, CIRAD : La Recherche Agronomique pour le Développement.

- d. Un arbitrage plus équitable : intégrer des garants pour servir de facilitateurs entre les différentes agences et l'État et/ou les autres parties prenantes. Il s'agit par exemple, d'inviter des pays qui ne sont pas directement impliqués dans les challenges et conflits du pays pour servir de garants dans les futures conversations pour aligner les efforts du pays et les partenaires au développement sur les aspects programmatiques et de financement du développement au pays.
2. Au niveau de l'État²²² :
- a. Renforcer les institutions : inverser le processus d'évitement des institutions de l'État et mettre en place des mécanismes pour conserver le savoir-faire et les bonnes pratiques à travers des collaborations avec les différents bailleurs. En particulier, avec l'aide d'un financement international, il est nécessaire d'améliorer le système judiciaire afin de mettre fin ou à tout le moins réduire l'impunité, renforcer la redevabilité et le sens de la responsabilité et, en fin de compte, accroître la confiance des citoyens envers les institutions et entre eux. En outre, en soutien du judiciaire, la police doit être renforcée pour soutenir le contrôle de la criminalité. Ces changements devraient se faire dans l'esprit de promouvoir un gouvernement ouvert, qui communique fréquemment et de manière factuelle avec la population sur les initiatives du développement (y compris dans les campagnes d'élection populaire, mais aussi en dehors). De même, le gouvernement doit promouvoir les mécanismes de participation, en particulier dans le contexte des dernières années où les élections ont de moins en moins de participation.
- b. Encourager la mise en œuvre de politiques fondées sur des données probantes : Cela implique deux actions complémentaires : (i) Intrants : amélioration de la capacité de l'État à collecter et à traiter les données statistiques traditionnelles (enquêtes par exemple) et 'non traditionnelles' (liées à l'utilisation du Big Data et l'Intelligence Artificielle). Ces dernières ont un fort potentiel pour ajouter de la valeur aux données traditionnelles. Par exemple, la BID a utilisé ces données pour faire des estimations plus [récentes de la pauvreté en Haïti](#) ; (ii) Volonté : promotion d'une culture d'utilisation et d'interopérabilité des données à tous les niveaux de l'administration publique. Dans l'esprit du gouvernement ouvert, il faut aussi mener des efforts pour rendre les données du gouvernement plus ouvertes et accessibles (« Open Data ») y compris via des outils digitaux tels que des plateformes de données facilement accessibles et utilisables. Dans le but de permettre aux autres partis prenants de faire des analyses sur le progrès du pays. À titre d'exemple, la Stratégie Nationale de Souveraineté et de Sécurité Alimentaire en Haïti est le résultat d'un processus de consultation participatif et perçu comme solide au niveau du diagnostic de la sécurité alimentaire du pays²²³.
3. Au niveau local :
- a. Ouvrir des espaces de dialogue pour renforcer la territorialisation du développement à travers la collaboration entre les citoyens, les leaders locaux, les ONG locales ou d'autres organisations travaillant directement avec des citoyens ou des populations vulnérables spécifiques.
- b. Décentraliser la prise de décision et donner du pouvoir aux autorités locales. Malgré les problèmes potentiels de corruption, il est nécessaire de commencer à considérer

²²²Rappelons que les axes de l'étude OCDE sur la gouvernance en Haïti sont : "la coordination gouvernementale, la prise de décision basée sur les faits et les données pertinentes, la gouvernance multi-niveaux, la gestion de la fonction publique, et le gouvernement ouvert." (Plus d'informations ici).

²²³Crétois (2018)

ces acteurs afin de valoriser les différents territoires et de prendre des mesures adaptées à chaque contexte. Ceci inspiré sur le principe de subsidiarité pour permettre aux niveaux administratifs les plus proches de la population de prendre des décisions plus efficaces. La décentralisation de l'action publique doit être cohérente avec la centralisation des initiatives du développement et doit compter avec la participation active des ONG et organismes d'aide humanitaire et du développement qui sont sur le terrain. Ces entités ont des expériences dans la mise en place de programmes sur lesquels l'administration peut apprendre et peut renforcer les efforts. De même, l'administration peut avoir un rôle de centralisation d'information sur les programmes et leurs impacts qui permettra aux acteurs locaux de prioriser les actions pour trouver des catalyseurs du développement local. Ensuite, la centralisation de l'information permettra d'améliorer la gestion des programmes de développement au niveau national.

S'il est essentiel de s'attaquer aux problèmes institutionnels afin de reconstruire un contrat social et de créer un écosystème dans lequel la société pourra prospérer, il est également indispensable de freiner et inverser la spirale de la pauvreté qui alimente une grande partie de la violence et de l'insécurité que connaît le pays.

4. Réformes économiques :

- a. Soutenir le développement industriel du pays : étant donné que les analyses de la croissance économique du pays montrent que le secteur secondaire a le plus fort potentiel pour créer de la valeur ajoutée. Ensuite, il est nécessaire de créer des liens avec les secteurs primaire et tertiaire à travers la mécanisation de l'agriculture et la provision de services du tertiaire vers le secteur secondaire.
- b. Améliorer la productivité agricole de manière inclusive pour intégrer les femmes dans les activités économiques et améliorer l'accès à la nourriture. Promouvoir l'intégration de la production agricole dans les chaînes de valeur, faisant ainsi germer une industrie locale.

5. Réforme fiscale : il est impératif de réformer le système fiscal afin de dégager un espace fiscal permettant de protéger la production locale et de générer des revenus pour l'État afin qu'il puisse financer les politiques de développement. Les recommandations sous l'article IV du FMI priorisent la réduction du déficit fiscal, la réduction du financement monétaire de la part de la Banque Centrale d'Haïti, l'amélioration de la collecte de revenu domestique (notamment à travers les taxes) et l'optimisation des dépenses du gouvernement (avec une réduction des dépenses non-essentielle pour soutenir celles jugées essentielles)²²⁴.

6. Réformes sociales :

- a. Améliorer les services de base fournis à la population : l'accès à l'eau potable et à l'assainissement doit être une priorité, suivie par la fourniture d'énergie.
- b. En particulier, les services d'éducation doivent être améliorés. Une réforme de l'éducation est impérative pour pouvoir penser aux futures réformes économiques qui incluent une main-d'œuvre plus qualifiée. L'amélioration de l'accès à l'éducation dans les zones rurales peut contribuer à décourager l'exode rural massif et à ralentir le processus d'urbanisation informelle (les gangs sont surtout présents dans les bidonvilles).

²²⁴FMI, "Article IV", 2019

- c. Renforcer la confiance entre le gouvernement et les citoyens : les résultats de l'enquête sur les ODD montrent que les citoyens sont mécontents de l'évolution du développement au pays. Ils attribuent la responsabilité du manque de progrès en grande partie au Gouvernement. Pour mener à bien tout processus de changement au pays, il sera nécessaire d'instaurer un dialogue solide avec les citoyens, notamment à travers les collectivités locales, pour comprendre leurs défis dans le court, moyen et long terme et établir avec eux les plans d'action. La confiance doit aussi être restaurée en garantissant que l'état remplisse ses fonctions, en particulier celles liées à la sécurité des citoyens.

Remplir ces objectifs demandera un "alignement des planètes", ou plus prosaïquement que tous les acteurs clés jouent le jeu et travaillent de concert pour enclencher une dynamique vertueuse. Pour cela des changements profonds doivent être entrepris. L'État haïtien est faible, "inexistant", selon certains observateurs ; il doit être renforcé et non contourné ; l'aide internationale "nourrit la bête", selon certains observateurs, elle demeure vitale pour des millions de personnes vulnérables et offre aux bailleurs des leviers puissants pour changer les incitations et les priorités nationales. L'aide doit ainsi être mieux coordonnée, soumise à évaluation, et alignée avec des objectifs communs de long terme.

Le changement ne peut exclure les populations locales, dont la voix doit être entendue et écoutée, et les ressources pleinement mobilisées. Les ODD n'ont incontestablement à ce jour pas trouvé pleinement leur place et leur ancrage localement, mais ils offrent une vision ambitieuse et cohérente, un cadre de travail, et une source de moyens. C'est vers et avec eux que tous les individus et groupes désireux de voir Haïti surprendre le monde doivent tirer ensemble.

ANNEXES

ANNEXE 1: THEMATIQUES ET ODD/OMD

Thématique	OMD	ODD
1. Pauvreté/ Moyens de subsistance	Objectif 1 : Réduire l'extrême pauvreté et la faim	Objectif 1 : Lutter contre la pauvreté Objectif 8 : Accès à des emplois décents Objectif 10 : Réduction des inégalités
2. Faim		Objectif 2 : Lutte contre la faim
3. Éducation	Objectif 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous	Objectif 4 : Accès à une éducation de qualité
4. Égalité de genre	Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	Objectif 5 : Égalité entre les sexes Objectif 10 : Réduction des inégalités
5. Santé	Objectif 4 : Réduire la mortalité infantile Objectif 5 : Améliorer la santé maternelle Objectif 6 : Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies	Objectif 3 : Accès à la santé Objectif 6 : Accès à l'eau salubre et à l'assainissement
6. Changement climatique et préservation des écosystèmes	Objectif 7 : Préserver l'environnement	Objectif 13 : Lutte contre le changement climatique
		Objectif 14 : Vie aquatique
		Objectif 15 : Vie terrestre
7. Gouvernance politique	Objectif 8 : Mettre en place un partenariat mondial pour le développement	Objectif 17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs
8. Développement urbain : villes et communautés durables et résilientes		Objectif 16 : Justice et paix Objectif 9 : Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation
9. Développement durable / Transition vers l'économie circulaire		Objectif 11 : Villes et communautés durables Objectif 7 : Recours aux énergies renouvelables Objectif 12 : Consommation et production responsables

ANNEXE 2 : PRIORISATION DES ODD PAR LE GOUVERNEMENT ET ODD IMPACTES PAR LA PRIORISATION

Priorisation des ODD (Gris foncé = ODD non-priorisé)	ODD impacté																	Total
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	
1. Pas de pauvreté																		14
2. Faim "Zéro"																		12
3. Bonne santé et bien être																		8
4. Éducation de qualité																		13
5. Égalité entre les sexes																		7
6. Eau propre et assainissement																		7
7. Énergie propre ou d'un coût abordable																		12
8. Travail décent et croissance économique																		14
9. Industrie, innovation et infrastructure																		14
10. Inégalités réduites																		0
11. Villes et communautés durables																		0
12. Consommation et production responsables																		0
13. Lutte contre les changements climatiques																		9
14. Vie aquatique																		0
15. Vie Terrestre																		0
16. Paix, justice et institutions efficaces																		9
17. Partenariats pour la réalisation des objectifs																		0
Total	10	10	11	6	9	8	6	9	8	8	5	5	5	5	6	6	2	

**ANNEXE 3 : CATASTROPHES IMPACTANT PLUS DE 5 000 PERSONNES DEPUIS
2010 EN HAÏTI**

N°	Année	Type de catastrophe	Sous-type de catastrophe	Nom de l'événement	Total affecté
1	2010	Inondation	Inondation riveraine		22,085
2	2010	Tempête	Tempête convective		73,122
3	2010	Tremblement de terre	Mouvement au sol		3,700,000
4	2010	Épidémie	Maladie bactérienne	Choléra	513,997
5	2010	Tempête	Cyclone tropical	Ouragan Tomas	5,020
6	2012	Inondation	Inondation riveraine		11,000
7	2012	Inondation	Inondation riveraine		7,600
8	2012	Inondation	Inondation riveraine		7,865
9	2012	Tempête	Cyclone tropical	Ouragan Isaac	8,007
10	2012	Tempête	Cyclone tropical	Ouragan Sandy	201,850
11	2013	Inondation	Inondation riveraine		33,265
12	2014	Épidémie	Maladie virale	Maladie du virus de Chikungunya	39,343
13	2014	Inondation	Crue subite		30,000
14	2014	Sécheresse	Sécheresse		1,000,000
15	2015	Épidémie	Maladie bactérienne	Choléra	20,000
16	2015	Inondation	Inondation riveraine		45,000
17	2016	Inondation			18,373
18	2016	Inondation	Inondation riveraine		48,280
19	2016	Épidémie	Maladie bactérienne	Choléra	6,096
20	2016	Sécheresse	Sécheresse		3,600,000
21	2016	Tempête	Cyclone tropical	Ouragan 'Matthew'	2,100,439
22	2016	Inondation			22,070
23	2017	Tempête	Cyclone tropical	Ouragan 'Irma'	40,092
24	2017	Inondation			50,000
25	2018	Tremblement de terre	Mouvement au sol		39,336
26	2020	Tempête	Cyclone tropical	Ouragan 'Laura'	44,175
27	2021	Inondation	Crue subite		13,380
28	2021	Tremblement de terre	Mouvement au sol		591,268

ANNEXE 4 : PARTICIPANTS A L'ATELIER DE RESTITUTION DU 4 AVRIL 2022

INSTITUTIONS PARTICIPANTES	PERSONNES RESSOURCES
BANQUE DE LA REPUBLIQUE D'HAÏTI - BRH	Pavilus Cleeford
CENTRE DE FACILITATION DES INVESTISSEMENTS - CFI	Prophète M. Fatima Léonne
CHAMBRE DE COMMERCE HAÏTIANO-CANADIENNE - CCHC	Vanessa Degraff
PROGRAMME CADRE INTEGRE NATIONAL POUR LE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT DURABLE D'HAÏTI - PNUD	Fontil Nolex
PROGRAMME CADRE INTEGRE NATIONAL POUR LE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT DURABLE D'HAÏTI - PNUD	Gabriel Emmanuel Oscar
CADRE DE LIAISON INTER-ORGANISATIONS - CLIO	Rose-May Guignard
COORDINATION NATIONALE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE - CNSA	Cazeau Harmel
CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT - CNUCED	Moritzmeier-ewert
CONSULTANT PNUD	Raulin Cadet
COMMISSION DE REFORME DES FINANCES PUBLIQUES ET DE GOUVERNANCE ECONOMIQUE – CRFP/GE	Moise Galilé Chery
DATAPOPALLIANCE	Emmanuel Letouzé
DATAPOPALLIANCE	Agustina Perez
DATAPOPALLIANCE	Andres Lozano
DEFENSEURS PLUS	Samendina L Jean
ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE – FAO	Patrick David
INSTITUT HAÏTIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE – IHSI	Milbin Daniel
INITIATIVE DE LA SOCIETE CIVILE – ISC	Rosny Desroches
MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL -MAST/UEP	Louis Claudy
MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL -MAST/UEP	Lucny Cadet
MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE – MCI	Théodat Romy Reggiani
MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPÉRATION EXTERNE - MPCE	Rosier Moralès
MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPÉRATION EXTERNE - MPCE	Deer Bradley
MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPÉRATION EXTERNE – MPCE	Jean Robert St Thelus
MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPÉRATION EXTERNE - MPCE	Pady Price
MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPÉRATION EXTERNE – MPCE	Pierre Robès
MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPÉRATION EXTERNE - MPCE	Jean Yves Robert
MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPÉRATION EXTERNE – MPCE	Jacob Jean-François
MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPÉRATION EXTERNE - MPCE	Mie Margarette G. Chery
MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPÉRATION EXTERNE - MPCE	Boby Emmanuel Piard
MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPÉRATION EXTERNE - MPCE	Bernice Kavanagh
MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPÉRATION EXTERNE – MPCE	Richard Jean Dulince
MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPÉRATION EXTERNE - MPCE	Ketsia Jeudy
MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPÉRATION EXTERNE – MPCE	Massé Durocher
OFFICE DE MANAGEMENT DES RESSOURCES HUMAINES – OMRH	Henri Boucicaut
ORGANISATION PANAMERICAINE DE LA SANTE – OPS	Raphaële Dambo
PERSONNALITE INDEPENDANTE	Père Daniel Felix
PERSONNALITE INDEPENDANTE	
PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT - PNUD	Katleen Blain

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT - PNUD	Céus Stendelet
PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT – PNUD	Antonio Ca’Zorzi
PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT - PNUD	Antoine Monique Pierre
UN RESIDENT COORDINATOR OFFICE – RCO UN	Milaso Chérel-Robson
RELIGION POUR LA PAIX	Mgr Beauvoir Ogé
NATIONS UNIES – UN	Baptiste Fausta
NATIONS UNIES- UN	Jean Cyrus
NATIONS UNIES – UN	Komi Abalo
HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES – UNCHR	Junior Remy Mauvais
FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE – UNICEF	Alejandro Aguero
FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE – UNICEF	Françoise Chandler
UNIVERSITE EPISCOPALE D'HAITI	François Joseph Delinois
UNFEMMES	Nadège Beauvil

Par ailleurs, des entretiens individuels et / ou en groupe ont eu lieu avec des partenaires au développement haïtien, faisant partie du gouvernement, du système de Nations Unies et de l’académie. Au total, 13 personnes ont été interviewées entre décembre 2021 et janvier 2022 autour des thématiques suivantes :

1. Transition OMD/ODD
2. Catalyseurs/défis
3. Capacité statistique
4. Rôle de l’Académie
5. Rôle de l’Aide internationale
6. Environnement
7. Genre
8. Gouvernance
9. Cohésion sociale

Objectifs de Développement Durable

- 1 Pas de pauvreté
- 2 Faim "zéro"
- 3 Bonne santé et Bien-être
- 4 Education de qualité
- 5 Egalité entre les sexes
- 6 Eau propre et assainissement
- 7 Energie et d'un coût abordable
- 8 Travail décent et croissance économique
- 9 Industrie, innovation et Infrastructure
- 10 Inégalité réduite
- 11 Villes et communautés durables
- 12 Consommation et production responsables
- 13 Mesures relatives à la lutte contre le changement climatique
- 14 Vie aquatique
- 15 Vie terrestre
- 16 Paix, justice et institutions efficaces
- 17 Partenariat pour la réalisation des objectifs